



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2012 DE LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT

.....

ÉDITO

Plus de 1 600 000 adhérents, près de 30 000 associations locales, 102 fédérations départementales, 22 unions régionales composent notre tissu associatif. La complexité de notre mouvement d'éducation populaire, la richesse de son réseau et de ses actions, rendent souvent difficile sa présentation, du moins synthétique.

Le rapport d'activité 2012 a la double ambition de présenter les activités du centre confédéral de la Ligue de l'enseignement en les articulant avec les fédérations départementales. Ainsi, de nombreux portraits représentant la diversité de nos actions et des territoires que nous couvrons rythment ce document.

Au travers de cette variété, l'éducation populaire fait vivre une vie associative qui encourage l'imagination et la création, la solidarité et la démocratie, par la responsabilité partagée. Car l'éducation populaire à la Ligue, c'est bien permettre à chacun de comprendre le monde, de se situer en son sein et de peser sur sa transformation. Aussi devons-nous être en mesure d'outiller chacun et de donner à tous le goût du pouvoir collectif.

Aujourd'hui, dans un contexte de crise généralisée, cette démarche est brutalisée. Mais face à la crise économique, nous proposons des alternatives à une marchandisation grandissante ; face à la crise démocratique, les corps intermédiaires que nous sommes donnent une voix aux sans-voix ; face à la crise politique et morale, seule la laïcité que nous promouvons peut être garante du pacte républicain.

C'est cet attachement inconditionnel aux valeurs de l'éducation populaire qui anime les hommes et les femmes qui font vivre la Ligue au quotidien.

Jean-Marc Roirant, secrétaire général de la Ligue de l'enseignement

SOMMAIRE

7 • 1. LES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS

11 • 2. LES ACTIVITÉS DE LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT EN 2012

13 • VIE ASSOCIATIVE

15 • VIE STATUTAIRE

17 • L'APAC

19 • FORMATION

23 • L'INFREP

25 • ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

29 • ACTION SOCIALE

33 • ÉDUCATION

34 • 1. POLITIQUES SCOLAIRES

40 • SPORT SCOLAIRE AVEC L'USEP

42 • 2. POLITIQUES TERRITORIALES

45 • 3. ÉDUIQUER CONTRE LE RACISME ET LES PRÉJUGÉS

47 • JEUNESSE

53 • CULTURE

55 • LIVRE, LECTURE, ÉCRITURE

58 • CINÉMA

60 • SPECTACLE VIVANT

63 • SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION

65 • L'OROLEIS

67 • COMMUNICATION

71 • SPORT AVEC L'UFOLEP

75 • VACANCES ET LOISIRS ÉDUCATIFS

79 • VACANCES POUR TOUS

81 • ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

87 • LAÏCITÉ

91 • DÉBAT ET OPINION

94 • LES CERCLES CONDORCET

97 • EUROPE ET SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

103 • **3. UNE ENTREPRISE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE
ET SOLIDAIRE**

107 • **4. ORGANIGRAMME**

1

LES
ÉVÉNEMENTS
MARQUANTS

LES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS

LE FESTIVAL TROYES, PREMIÈRE MARCHÉ – Aube

« Troyes, première marche » est un festival du court-métrage organisé par la Ligue de l'enseignement de l'Aube. Durant une semaine (fin avril-début mai), des jeunes venus de toute la France peuvent assister et participer aux différentes projections et animations qui leur sont proposées. C'est aussi l'occasion pour les jeunes créateurs de voir diffuser leur premier film en salles de cinéma, devant un large public. Le festival est notamment porté par le concours « Fais-toi ton cinéma », ouvert aux jeunes de 10 à 30 ans, avec un jury de professionnels du cinéma.

www.troyespremiermarche.org et www.laligue10.org

LE JOUR LE PLUS COURT – Corse du Sud

Le 21 décembre, la Ligue de l'enseignement de Corse du Sud participe à sa manière à la fête du court-métrage en France « le Jour le plus court ». Destiné à un très large public, y compris les enfants, ce festival propose 250 films gratuitement dans des lieux très divers et même improbables : halls de gare, magasins, préaux d'école, appartements privés, salles de sport...

www.lejourlepluscourt.com

LE PARCOURS JAZZ IN LIGUE – Gers

Comme chaque année depuis la création, il y a 35 ans, de « Jazz in Marciac », la Ligue de l'enseignement du Gers organise plusieurs activités pendant le festival. L'édition 2012 a été marquée par une nouveauté : la création du « Parcours jazz in Ligue », un itinéraire culturel programmé sur 3 jours, qui a proposé au public des visites, des concerts, des rencontres et des débats.

www.ligue32.org

LE MAI DU LIVRE – Hautes-Pyrénées

La Ligue de l'enseignement des Hautes-Pyrénées met en lumière, tous les ans, un auteur de littérature autour duquel est décliné un thème à travers le cinéma, des expositions d'arts plastiques, des conférences, des contes, des pièces de théâtre, etc. L'événement « le Mai du livre », proposé sur une

semaine en journée et en soirée, est ouvert aux scolaires, de la maternelle au lycée, mais aussi au grand public.

www.fo165.fr

CHAPITRE NATURE – Indre

« Chapitre Nature » est un événement culturel et littéraire autour du livre *Nature et Environnement*. Organisé par la Ligue de l'enseignement de l'Indre pendant 3 jours au mois de mai au cœur du parc naturel régional de la Brenne, c'est un rendez-vous entre éditeurs, auteurs, scientifiques, journalistes et public. L'occasion également de mettre en évidence les relations fructueuses entre l'engagement écologique et l'engagement artistique, entre les sciences et les arts.

<http://chapitrenature.fo136.org>

LE CONCOURS DISCRIMÉTRAGES – Languedoc-Roussillon

« Discrimétrages » est un concours régional de courts-métrages sur le thème de la lutte contre les discriminations sous toutes ses formes (appartenance religieuse, origine ethnique, sexe, handicap, apparence physique, orientation sexuelle, etc.). Organisé par l'Union régionale du Languedoc-Roussillon, il s'adresse aux lycéens. Le but : donner la parole pour permettre l'émergence d'un discours citoyen et d'une démarche de prévention active.

<http://laliguelanguedocroussillon.org>

LE FORUM DES DROITS HUMAINS – Loiret

« Le Forum des droits humains » est un forum social porté par un collectif de plus de 25 associations et présidé par la Ligue de l'enseignement du Loiret. Pendant deux mois, en novembre-décembre, sont organisés conférences, débats, projections de films et pièces de théâtre autour d'un thème fédérateur et d'actualité : en 2012, « La démocratie, parlons-en ! ». Au total, plus d'un millier de participants assistent à une quinzaine de manifestations.

www.ligue45.org



LE FESTIVAL LA P'TITE ROULOTTE – *Lozère*

Dans ce plus petit département rural de France, c'est une véritable institution culturelle depuis plus de 20 ans. En mars, le festival itinérant de spectacle vivant, « la P'tite Roulotte », créé et organisé par la Ligue de l'enseignement de Lozère, touche près de 90 % des enfants scolarisés en maternelles et primaires. Une mission d'éducation à l'art et une rencontre avec des œuvres.

www.fol48.org

ALONZANFAN – *Moselle*

Chaque année, la Ligue de l'enseignement de Moselle organise au mois de mars la quinzaine du cinéma jeune public « Alonzanfan ». Son but : faire découvrir des films d'animation, d'aventure, mais aussi des documentaires. Au cours de ces deux semaines cinématographiques, une quinzaine de films est proposée, s'adressant essentiellement aux écoles maternelles et primaires. Cette manifestation est réalisée en partenariat avec les établissements scolaires, les associations et en collaboration avec 14 cinémas du département.

www.fol57.org

LE FESTIVAL NUANCES, CULTIVONS NOS DIFFÉRENCES – *Nièvre*

La Ligue de l'enseignement de la Nièvre a organisé fin novembre la 3^e édition du festival « Nuances, cultivons nos différences » autour du thème « homosexualité et genre ». L'objectif de cette manifestation est de mettre en lumière les discriminations au travers de la culture. Au programme de ces 3 jours de représentations artistiques : débats, théâtre, courts-métrages, films d'animation et documentaires de tous les pays.

www.fol58.org

LES RENCONTRES DE LA LAÏCITÉ – *Nord*

La fédération des associations laïques de Roubaix a organisé du 4 au 9 juin 2012 les 5^{es} « Rencontres de la laïcité » sur le thème « École publique, École laïque... quel avenir ? ». Au programme : tables rondes, atelier réunissant les lycéens autour de la question de l'engagement citoyen et des représentants de parents d'élèves pour aborder les rapports parents/école ainsi qu'un forum associatif, des expos et des projections de films.

www.falroubaix.fr

2

**LES ACTIVITÉS
DE LA LIGUE DE
L'ENSEIGNEMENT
EN 2012**



VIE ASSOCIATIVE

La Ligue de l'enseignement, c'est avant tout une fédération d'associations locales, présentes sur 24 000 communes et qui garantissent à notre mouvement, à l'heure de la mondialisation et de la dématérialisation, de rester en prise avec les réalités hétérogènes des territoires. En 2012, nous avons fait un travail d'actualisation de nos orientations conduisant à réaffirmer fortement notre fonction de fédération d'associations locales et notre volonté de faire valoir une conception de l'association politique et solidaire. Cette double orientation nous invite, d'une part, à reconsidérer la relation que nous entretenons avec le tissu associatif local et, d'autre part, à réexaminer l'ensemble de notre action à l'aulne de cette relation. Quels services, quels accompagnements souhaitons-nous proposer aux associations ? Comment les associons-nous au projet politique et militant de notre mouvement ? Si l'on veut véritablement construire une relation de partenariat avec nos associations affiliées, il nous faut tirer les enseignements de 30 ans de professionnalisation et de développement de l'action directe du siège fédéral qui ne se sont pas toujours bien articulés avec l'action des associations membres. Ainsi, le déploiement de nouvelles activités doit se faire en prenant en compte les associations locales comme acteurs pleins et entiers de l'action de la fédération. Une telle mutation n'est pas sans poser d'importantes difficultés notamment financières, mais aussi de gestion des ressources humaines. Comment favorisons-nous la prise de responsabilités dans notre réseau ? Comment créons-nous des parcours d'engagement réellement qualitatifs qui encouragent les jeunes à s'investir ? À l'heure du développement du service civique notamment, ces questions doivent occuper notre confédération pour ne pas rater le coche. Le jeu en vaut la chandelle : c'est dans ce renouvellement en profondeur de notre conception de la vie fédérative et du militantisme que nous puiserons les ressources de la mobilisation de demain.



ACCOMPAGNEMENT DES FÉDÉRATIONS

Le service Vie Développement Qualification du Réseau (VDQR) est un outil au service de la confédération chargé plus particulièrement de l'accompagnement des fédérations départementales que ce soit dans le domaine de la vie associative, de la formation professionnelle et des bénévoles, de la relation avec l'Éducation nationale.

Le centre confédéral accompagne en direct les fédérations départementales, et les unions régionales sur des sujets tels que : la vie de la fédération (organisation, gestion), diagnostics, préconisations, interventions lors de journées d'études, développement de mutualisations interdépartementales ou régionales. Près de la moitié des fédérations départementales et des unions régionales ont bénéficié en 2012 d'un accompagnement rapproché.

Le service VDQR propose au réseau des formations destinées aux cadres du mouvement : stage d'accueil des nouveaux cadres des fédérations départementales, cycle annuel de formation pour les nouveaux dirigeants des fédérations départementales, etc.

Créé en 2011, le site associations.laligue.org a connu sa phase de lancement opérationnel : ouverture publique, évolutions techniques afin qu'il soit encore mieux à même de répondre à sa fonction de centre de ressources à la vie associative.

Enfin, 2012 a été également l'occasion de lancer la réactualisation du *Guide national des centres de ressources à la vie associative*.



APPORTER DES OUTILS AUX MILITANTS ET BÉNÉVOLES

Engagée depuis plusieurs années dans le soutien à la vie associative, la Ligue de l'enseignement du Cher a formalisé en 2008 un Centre départemental pour le développement de la vie associative (CDDVA) en son sein.

« Afin de répondre aux demandes en conseil des associations, notamment adhérentes, la fédération a toujours appuyé la vie associative, se souvient Stéphanie Rousseau, responsable du CDDVA. À l'origine, nous faisons de la formation des bénévoles et accompagnons la pérennisation des emplois jeunes. »

Cette expérience à l'appui, lorsque de nouveaux dispositifs apparaissent dans les années 2000, la fédération 18 est naturellement choisie pour les porter. Elle devient ainsi Centre de ressources et d'information des bénévoles (CRIB), puis Dispositif local d'accompagnement (DLA). « Nous gérons également Impact emploi, outil développé par l'Urssaf, ainsi que Cap'asso,

dispositif créé par la région Centre pour aider les porteurs de projets associatifs, complète Stéphanie Rousseau. Par ailleurs, nous continuons toujours la formation des bénévoles. »

UN CENTRE UNIQUE, 4 500 ASSOCIATIONS TOUCHÉES

Les dispositifs s'empilent, la lisibilité ne semblait plus suffisante. « Cela pouvait paraître compliqué vu de l'extérieur. Nous avons décidé de donner un nom unique à cet ensemble d'outils, avec l'aide d'une subvention annuelle de 30 000 euros du conseil général du Cher. »

Le CDDVA fonctionne comme un accueil centralisé : « Une association vient nous voir, nous évaluons ses besoins et mobilisons en fonction les outils les plus appropriés. Ce qui est important pour nous et pour les associations, c'est la transversalité des réponses, leur articulation au sein d'une même structure. Cette complémentarité entre tous les outils permet d'apporter

une réponse globale et cohérente, et évite aux dirigeants associatifs la multiplication des démarches. »

L'accueil du CDDVA est centralisé sur Bourges, mais des permanences sont assurées sur tout le département, grâce à la mise à disposition de locaux par les collectivités. Selon le nombre d'adresses d'envoi de sa lettre d'information, le CDDVA touche autour de 4 500 associations du Cher. À la subvention du conseil général s'ajoute un financement fléché de chaque dispositif. Le budget de fonctionnement annuel s'élève à 225 000 euros environ.

« Le CDDVA incarne la volonté de notre fédération d'apporter aux militants et bénévoles des outils pour faire vivre leurs projets, résume Stéphanie Rousseau. Pour autant, fidèles à nos valeurs d'éducation populaire, il ne s'agit pas de faire à la place des associations. »

www.ligue18.org

COLLECTIFS ET PARTENARIATS

- **La CPCA** (Conférence permanente des coordinations associatives) : participation aux instances, pilotage des travaux relatifs à l'engagement, animation des travaux de la CPCA autour de l'année européenne du volontariat et du bénévolat, participation aux groupes de travail sur le financement, les relations contractuelles ou encore la gouvernance associative.
- **Les CRESS** (Chambres régionales de l'économie sociale et solidaire).
- **Le CEGES** (Conseil des entreprises, employeurs et groupements de l'économie sociale).
- **Le HCVA** (Haut conseil à la vie associative) : remplace le CNVA (Conseil national à la vie associative) et doit assurer auprès du Premier ministre une fonction d'expertise.
- **Membre du conseil consultatif du Fonds de développement de la vie associative.**
- **Membre du bureau du FONJEP** (Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire).

VIE STATUTAIRE

La vie de la confédération Ligue de l'enseignement est jalonnée de rendez-vous importants : événements à caractère national ou rendez-vous statutaires.

Les rassemblements statutaires répondent au respect des règles de fonctionnement qui régissent la vie démocratique de la Ligue de l'enseignement :

- *veiller à ce que les instances et les organisations et actions mises en place fonctionnent (application des statuts, du règlement intérieur, des résolutions votées en assemblée générale) ;*
- *contribuer à définir les orientations, priorités :*

commission d'administration générale, commission des finances, conseil d'administration, bureau, secrétariat national, assemblée générale) ;

- *veiller à ce que les décisions s'appliquent dans l'ensemble du réseau dans un cadre relationnel harmonieux entre le centre confédéral, les unions régionales et les fédérations départementales ;*
- *organiser le débat d'idées sur les politiques en cours et à venir (organisation des Journées d'étude des responsables fédéraux, réunions des présidents et secrétaires généraux, rencontres nationales, universités de rentrée, etc.).*

LES JOURNÉES D'ÉTUDE DES RESPONSABLES FÉDÉRAUX (JERF) – janvier/février

Les JERF consacrées à la vie associative ont été un temps fort en début d'année, marquant la volonté politique des participants à redonner toute sa place à l'un des fondements majeurs de la Ligue : sa fonction fédérative s'appuyant sur le développement de sa base associative.

Plus de 200 participants issus de 85 fédérations et 9 unions régionales ont permis des temps particulièrement riches et variés axés sur des travaux internes ou des apports extérieurs (Patrick Viveret, Viviane Tchernonog, Catherine Lenzi, Jean-Louis Laville, Thomas Kirsbaum). Ces journées ont permis de jeter les bases d'un texte politique qui a été débattu et enrichi à plusieurs occasions dans le courant de l'année 2012.

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE POITIERS – juin

À l'occasion de notre assemblée générale, un tiers du conseil d'administration est renouvelé par le vote des représentants des fédérations départementales. L'assemblée générale

s'est déroulée cette année à Poitiers dans la Vienne. Ont été largement adoptés le rapport moral, le rapport financier, les résolutions financières, les legs, la motion relative au fonds de solidarité. L'assemblée générale a été l'occasion d'évoquer le texte d'orientation sur la vie associative, de faire un point sur la question de congrès et d'évoquer les 150 ans à venir de la Ligue. Plus de 400 participants étaient présents.

RENCONTRES NATIONALES DE BOMBANNES – août

Le rassemblement national Vie associative, service civique et juniors associations s'est tenu à Bombannes (Landes). Il a regroupé 100 personnes issues de 49 fédérations départementales et de trois unions régionales. Organisé par les secteurs chargés de la jeunesse et de la vie associative et le réseau national des juniors associations, le regroupement visait à faire converger plusieurs des réflexions en cours dans notre mouvement en matière de vie associative et de politique jeunesse. L'enjeu démocratique a constitué l'axe central des

travaux permettant de dessiner quelques perspectives en matière de développement de notre vie fédérative, d'animation de la vie associative sur les territoires, de recherche de modes d'organisation plus décloisonnés, de place à conquérir dans l'élaboration des politiques publiques et de renouvellement de notre base militante.

L'UNIVERSITÉ DE RENTRÉE DE LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT – septembre

Ce rassemblement a regroupé 120 personnes autour de la thématique de l'éducation populaire dans le cadre de la question de congrès 2013 « Un avenir par l'éducation populaire ». Il s'agit ici de comprendre les enjeux soulevés par les nouvelles formes d'engagements individuels et collectifs, échanger sur la fonction politique des associations d'éducation

populaire. Sont intervenus : Guy Saez, Roger Sue, Philippe Aigrin, Gabriele Taddeo, Joël Roman, Georges Gontcharoff, Michel Menard, Thibault Renaudin, Raymond Jousm...

LA RÉUNION DES PRÉSIDENTS ET SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX – octobre

La réunion des présidents et secrétaires généraux est une réunion essentielle qui permet aux participants d'interpeller le secrétariat national sur les questions d'actualité politique. Ont été évoqués les suites des 50 propositions de la Ligue, la politique associative, les contrats de développement, la refondation de l'école, la question de congrès, les 150 ans de la Ligue. Ce rassemblement a été décliné en regroupements décentralisés permettant les échanges entre le secrétariat national et les fédérations départementales.



FÉDÉRER LES ASSOCIATIONS POUR PESER SUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

Depuis plusieurs années, la Ligue de l'enseignement du Calvados mène un travail de fond pour renforcer la vie associative sur le département, y insuffler une nouvelle dynamique et inciter les structures à se fédérer. L'attention se porte en particulier sur les associations artistiques et culturelles.

« C'est un secteur qui a une tradition fédérative très faible, qui a très peu conscience de la vie associative », pointe Philippe Clément, le secrétaire général.

Le mouvement des intermittents en 2003, en réaction à la réforme de ce mode d'indemnisation du chômage, a été déclencheur d'un nouvel élan. Selon Philippe Clément, « les danseurs, comédiens, plasticiens ont énormément souffert en Basse-Normandie, où il n'existe rien en terme d'accompagnement de projets culturels. Tous les moyens sont captés par les régies municipales et les institutions décen-

tralisées ». Conscience était prise qu'il s'agissait d'influer sur la politique culturelle de l'État et des collectivités territoriales.

« INSTAURER UN DIALOGUE CIVIL EN MATIÈRE DE CULTURE »

Déjà fédératrice de salles de cinéma associatives indépendantes et, par ailleurs, organisatrice et gestionnaire d'accueils collectifs de mineurs dans le cadre desquels elle fait appel à des associations artistiques, la fédération 14 souhaite faire bénéficier de son expérience. « Nous travaillons d'une part à la mise en réseau entre centres de loisirs, classes vertes et associations artistiques et culturelles afin de les inciter à coproduire et co-construire des projets en fonction des besoins et des spécificités des territoires. Une dimension plus politique de notre travail consiste d'autre part à favoriser le regroupement des associations artistiques afin qu'elles revendiquent ensemble la participation à l'élabo-

ration des politiques culturelles publiques. Nous souhaitons instaurer un dialogue civil en matière de culture. Pour ce faire, nous appelons au montage d'une coordination régionale des associations artistiques et culturelles de Basse-Normandie. »

Un autre chantier de la fédération s'intéresse aux associations éducatives. « Beaucoup ont jeté l'éponge ces dernières années, épuisées par la surenchère réglementaire et les contraintes gestionnaires. Nous essayons d'inciter les habitants, les parents à s'organiser en associations et à se rapprocher des centres de loisirs afin de participer à l'élaboration des projets éducatifs. Une vie associative peut renaître. Quelques associations sont déjà montées. En tant qu'association complémentaire de l'école, c'est notre rôle que de qualifier ainsi les projets éducatifs. »

www.laligue14.org



L'APAC

L'APAC est l'assurance de la Ligue de l'enseignement. Activités culturelles, sportives, civiques, sociales ou de loisirs... L'APAC propose des contrats sur mesure qui répondent aux besoins spécifiques des associations (responsabilité civile des associations et des adhérents, biens immobiliers, véhicules, rapatriement...).

Si les fédérations départementales ont pour mission de conseiller, d'aider et de favoriser le développement de leur tissu associatif, l'APAC a pour obligation d'assurer et de sécuriser les actions menées au sein de ce même tissu associatif.

Outil de la confédération, l'APAC cherche et se charge de mettre en œuvre les produits d'assurance qui répondent aux stratégies et besoins développés par la Ligue de l'enseignement, l'UFOLEP et l'USEP. À ce titre, ces trois instances sont toutes représentées au sein du conseil d'administration de l'APAC, ce qui constitue un gage pour la prise en compte des réalités de terrain.

Des commissions mixtes se réunissent régulièrement afin de vérifier la juste adéquation entre les besoins des fédérations départementales du mouvement et les obligations juridiques, statutaires et contraintes imposées par les assureurs.

La Commission nationale technique dans laquelle des représentants des fédérations départementales travaillent à l'amélioration des garanties et procédures se réunit trois fois par an. Bien évidemment des réunions techniques spécifiques UFOLEP et USEP se déroulent chaque année, afin de parfaire et de moderniser les dispositifs en place.

L'APAC a choisi de rencontrer directement les associations locales affiliées dans les fédérations départementales tout au long de l'année pour sa communication. Ces moments représentent des événements majeurs car ces réunions de terrain participent à de vrais échanges particulièrement efficaces pour une parfaite couverture des associations affiliées.

www.apac-assurances.org

COLLECTIFS ET PARTENARIATS

Le principal partenaire de l'APAC est évidemment la **MAIF** avec laquelle nous réussissons à construire des contrats adaptés au régime d'affiliation de notre mouvement. Le réassureur **AMSRE** représente également un acteur indispensable dans notre montage de formules d'assurance pour les sports mécaniques. En outre, il convient de citer notre réassureur, le **groupe RADIANCE**, avec lequel nous pérennisons l'activité de notre mutuelle, la **MAC**.

**L'APAC A ASSURÉ, EN 2012,
26 317 ASSOCIATIONS,
DONT 9 074 UFOLEP,
9 661 USEP, 7 409 PORTEUSES
D'ACTIVITÉS CULTURELLES
ET AUTRES. L'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS
DÉVELOPPÉES AU SEIN DE
CES ASSOCIATIONS REGROUPE
1 602 439 ADHÉRENTS ET LICENCIÉS,
MAIS ÉGALEMENT UN PLUS GRAND
NOMBRE D'USAGERS.**



FORMATION

La formation à la Ligue de l'enseignement s'adapte à son public. Rompus aux appels d'offres de la formation professionnelle, nous nous efforçons de proposer à nos stagiaires une expérience culturelle et citoyenne, dépassant la seule visée professionnelle. Au sein de notre mouvement, notre projet est de donner toute sa place à la formation tout au long de la vie en favorisant un enrichissement continu du citoyen (salarié, bénévole...). Parallèlement, il nous semble primordial de consolider au sein du centre confédéral les transversalités entre services, partenaires, notamment avec l'INFREP, et de redynamiser la coordination entre le centre confédéral, les fédérations départementales, les unions régionales, les agences INFREP autour des activités et des compétences de formation.

COMITÉ NATIONAL FORMATION TOUT AU LONG DE LA VIE

Les objectifs de ce comité, qui réunit les principaux acteurs du réseau de la Ligue de l'enseignement, sont multiples :

- assurer une veille sur le secteur de la formation, notamment sur l'actualité de la formation professionnelle ;
- favoriser l'échange de pratiques, d'expériences et de contenus pédagogiques ;
- établir et suivre les feuilles de route des groupes nationaux Formation tout au long de la vie ;
- favoriser la création d'une culture commune autour des grands enjeux de la formation : un travail de réflexion a, par exemple, été engagé autour de la notion de compétence et de portfolio de compétences.

LES COORDINATIONS INFREP/LIGUE

Ces coordinations sont des temps de concertation, d'échange et de coformation entre les fédérations et les agences INFREP. Ces réunions bimensuelles ont permis notamment la création d'un répertoire numérique de formation commun, consultable sur le site de la Ligue de l'enseignement. Autre manifestation de cette dynamique de transversalité : l'espace de ressources pédagogiques de l'INFREP, la B2I, a été ouvert et partagé avec les fédérations qui ont souhaité s'inscrire dans cette logique d'échange de pratiques.

PLAN NATIONAL DE FORMATION

Comme chaque année, la Ligue de l'enseignement met à disposition, en partenariat avec Uniformation, un catalogue de formations, destiné en priorité aux salariés de notre réseau associatif. Outre des temps de formation sur les outils de gestion, de ressources humaines, de pilotage des fédérations départementales, ce plan propose des modules thématiques dans le domaine de la communication, de la culture, du sport, des loisirs éducatifs... En 2012, la procédure d'inscription au plan de formation a été significativement modifiée afin de répondre aux nouvelles procédures de l'OPCA Uniformation tout en permettant aux fédérations départementales d'anticiper dès l'automne 2012 leur calendrier de formation pour l'exercice 2013. Un système d'inscription en ligne a été également expérimenté.

LE CERTIFICAT DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE (CQP)

En 2012, le groupe national CQP s'est réuni à deux reprises. Une formation nationale a également été organisée pour accompagner le développement du CQP sur les territoires (16 participants).

LA FORMATION MILITANTE

Le groupe national Formation militante a organisé cette année une formation nationale en présence d'une trentaine de personnes. Une formation thématique sur la laïcité a également été coorganisée avec la Ligue de l'enseignement de Loire-Atlantique. Le groupe a créé un classeur interactif à l'engagement militant destiné aux équipes de formateurs du réseau (200 exemplaires).

INGÉNIERIE DE PROJET ET ÉVALUATION

La maîtrise technique et stratégique de la démarche de projet et d'évaluation est aujourd'hui un enjeu central que ce soit dans nos partenariats avec les pouvoirs publics comme pour la reconnaissance de notre projet auprès des populations. Outre d'importants efforts de formation, nous avons expérimenté un dispositif d'évaluation qualitative avec deux régions pilotes : Rhône-Alpes et Bourgogne. Les résultats de ces évaluations ont été utilisés dans le cadre de l'interlocution CPO (Convention pluriannuelle d'objectifs) avec les rectorats. Nous avons pour cela mobilisé les compétences d'un expert de l'évaluation des systèmes éducatifs auprès de l'Unesco et de l'Union européenne, Alain Bollon.



ROMPRE AVEC L'ISOLEMENT, RENOUER DU LIEN SOCIAL

À Amiens, le Relais social de la Ligue de l'enseignement de la Somme, créé en 1996, accueille les bénéficiaires des minima sociaux orientés par les services sociaux des collectivités locales.

« Nous y organisons surtout des ateliers "prétextes à" : ateliers artistiques, cuisine, couture, dont le but est de rompre avec l'isolement des personnes, de les faire renouer du lien social, et de restaurer leur image d'elles-mêmes, souvent dégradée, en leur montrant qu'elles sont capables de faire des choses, décrit Sylvain Largy, secrétaire général de la fédération 80. L'idée est aussi de leur permettre de se projeter dans le futur et de s'engager dans des projets collectifs, comme les fêtes de quartier. » La structure accueille entre 80 et 90 personnes chaque semaine, accompagnées individuellement et collectivement. C'est un axe fort du travail de la fédération. « Cela est en adéquation avec les va-

leurs promues par la Ligue. C'est aussi un travail pour lequel nous sommes reconnus par nos partenaires. »

ACQUÉRIR UNE AUTONOMIE

Forte de cette expérience, la Ligue de l'enseignement de la Somme a en outre obtenu l'agrément d'organisme de formation depuis plusieurs années, « avec cette spécificité de travailler essentiellement à l'insertion sociale et professionnelle de personnes en difficultés, précise Sylvain Largy. En matière d'insertion professionnelle, nous accompagnons les personnes dont le projet professionnel est peu abouti dans leur recherche d'emploi ou les orientons vers les formations adéquates. Nous avons mené longtemps cette prestation pour le conseil régional, et aujourd'hui pour Pôle emploi. Nous gérons également la formation de tuteurs de service civique, avec Unis-Cité. Et nous avons des modules d'insertion sociale pour des personnes

orientées par les services du conseil général que nous recevons deux jours et demi par semaine durant six mois, afin de les aider à acquérir une autonomie, notamment face à certaines démarches dont elles ne connaissent pas les rouages. »

Si les actions du Relais social et des modules d'insertion sociale correspondent à de réels besoins, il n'en reste pas moins que la stabilité des financements n'est pas assurée : « Nous ne sommes jamais sûrs de pouvoir pérenniser les activités. Mais nous pouvons aussi être sollicités : en 2012, La Poste a fait appel à nous. Une personne de la Ligue fait ainsi office d'agent d'orientation dans un bureau de poste pour les personnes un peu perdues face aux automates, ou qui ne savent pas comment percevoir leurs allocations de la Caf. Cette prestation est amenée à se développer sur d'autres bureaux de poste. »

www.fol80.net

DES SESSIONS DE FORMATION-ACTION EN RÉGION

Des formations-actions ont été organisées en région sur l'outil color vote (abaque de Régnier). Cet instrument d'animation de réunion développé en partenariat avec l'association Culture et liberté permet de libérer la créativité et la prise de parole sur des groupes de 10 à 20 personnes. Ces formations organisées en région ont bénéficié à une quarantaine de stagiaires.

MASTER II DIPLÔMANT EN PARTENARIAT AVEC L'UNIVERSITÉ MARNE-LA-VALLÉE

Nous avons créé, accompagné le master sur la gestion et le management des organisations d'économie sociale (environnement de l'ESS, les enjeux associés à ce secteur, les modèles de gestion, de gestion des ressources humaines, les stratégies de développement, les enjeux des partenariats avec les pouvoirs publics...). En 2012, 14 stagiaires ont assisté à ces enseignements.

FORMATION DES FORMATEURS ET COORDINATEURS BAF/BAFD

Le groupe national, créé en 2011, a organisé en 2012 la première formation nationale des formateurs et coordinateurs BAF/BAFD (brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur et brevet d'aptitude aux fonctions de directeur) à Damvix, en Vendée. Ce regroupement qui a réuni une cinquantaine de personnes a permis de dégager des pistes de travail que ce soit en termes d'échange de pratiques ou de coordination nationale. Le groupe national s'est réuni à deux reprises.

CRÉATION D'UN GROUPE RESSOURCE POUR L'ACCOMPAGNEMENT DES SERVICES FINANCIERS DU RÉSEAU

Le groupe RAF DAF est désormais opérationnel. Il s'est réuni à deux reprises en 2012. Une lettre d'information bimensuelle destinée au réseau de la Ligue de l'enseignement a été créée et diffusée. Un regroupement national est prévu en 2013.

➤ **AU TRAVERS DE PLUS DE 30 MODULES DE FORMATION, CE SONT PLUS DE 375 STAGIAIRES QUI ONT ÉTÉ FORMÉS CETTE ANNÉE. DES PARCOURS DE FORMATION SPÉCIFIQUES DESTINÉS EN 2012 À 30 NOUVEAUX CADRES DE NOTRE RÉSEAU (3 JOURS EN OCTOBRE). UNE DIZAINE DE NOUVEAUX SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX ET DÉLÉGUÉS GÉNÉRAUX SONT NOTAMMENT INCLUS À CE PLAN. CELA REPRÉSENTE AU TOTAL ENVIRON 90 JOURS DE FORMATION.**

COLLECTIFS ET PARTENARIATS

- L'INFREP (voir page spéciale).
- Université Marne-la-Vallée, dans le cadre du master II.
- Association Culture et liberté, dans le cadre de la mise en pratique de l'abaque de Régnier.

LA LUTTE CONTRE L'ILLETTRISME

La lutte contre l'illettrisme s'inscrit dans notre réflexion et nos ambitions d'éducation et de formation tout au long de la vie et pas uniquement dans le seul champ de la formation professionnelle. Elle est également une démarche de reconquête vers une citoyenneté active, un levier vers une autonomie civique et sociale de chaque individu.

La lutte contre l'illettrisme est aussi envisagée dans une réflexion plus globale d'accès aux savoirs et à la culture, comme un fait social qui mérite des solutions appropriées. Les secteurs formation des fédérations peuvent être autant impliqués que les secteurs culturels, tant cette question de l'accès au savoir de base ne saurait se réduire à une simple démarche formative. « L'obligation de compétence » dans l'ensemble des sphères de la société donne à la formation de base des personnes les plus en difficulté un rôle central. Nous y contribuons au travers de l'ensemble de nos champs d'intervention, cette mission étant transversale à beaucoup de champs de notre réseau, y compris dans l'éducation non formelle.

Les fédérations nous sollicitent pour une aide au développement des actions de lutte contre l'illettrisme, développement des savoirs et compétences de base, soit dans une première phase de compréhension des enjeux, des modalités opérationnelles de mise en œuvre et de financements possibles, ou pour consolider des actions nouvelles proposées dans le cadre de marchés publics, des besoins d'ingénierie, d'outillage, de contenus pédagogiques, de diagnostics pour l'aide à la décision.

● Comité consultatif de l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI)

Pour organiser son action, l'ANLCI s'appuie sur une équipe de chargés de mission nationaux et régionaux (qui portent les plans régionaux illettrisme), un conseil d'administration composé de ministères, d'organismes publics, d'entreprises et de partenaires sociaux pour décider des grandes orientations et un comité consultatif dans lequel siège la Ligue de l'enseignement (l'Andev, les Francas, le GFEN, les Ceméa par exemple). Le comité consultatif joue un rôle essentiel en direction de l'ensemble des citoyens et des pouvoirs publics (fonction de médiation, de veille, d'alerte et de sensibilisation). C'est pourquoi la Ligue s'est engagée avec l'Agence pour promouvoir « L'illettrisme grande cause nationale pour 2013 » dans le cadre d'un collectif porteur de cette grande cause, qui n'a pas été retenue en 2012 (ce fut l'autisme).

● Journée régionale de mobilisation autour de la lutte contre l'illettrisme en région Centre

« Fédérer les énergies en région pour prévenir et lutter contre l'illettrisme » : l'objectif de cette journée était d'éclairer les acteurs sur les complémentarités et articulations développées sur les territoires pour répondre aux besoins des personnes en situation d'illettrisme dans le cadre du plan régional de prévention et de lutte contre l'illettrisme de la région Centre. La Ligue de l'enseignement a été conviée afin d'animer l'ensemble des ateliers et tables rondes de la journée. La journée a été ouverte par M. Bonneau, président de la région Centre et rapporteur de la consultation sur l'école.

● Intervention à l'inspection académique des Yvelines, Les Mureaux 78 « Les adultes/parents en situation d'illettrisme »

Dans le cadre de la formation permanente des enseignants, la Ligue de l'enseignement est intervenue sur les thématiques des adultes/parents en situation d'illettrisme, en comprendre les réalités chiffrées, les difficultés qu'ils rencontrent pour aider leurs enfants dans leur scolarité, comprendre et envisager les partenariats associatifs qui travaillent sur les savoirs de base avec les parents et comment se rapprocher d'eux.

COLLECTIFS ET PARTENARIATS

L'ANLCI (Agence nationale de lutte contre l'illettrisme) reste et demeure le partenaire de référence vers lequel la mission nationale oriente les fédérations en demande de repères, d'outils ou de stratégies opérationnelles notamment dans le cadre des plans régionaux. Nous intervenons à leur demande lors de colloques, journées thématiques, conférences pour des animations, des interventions, des témoignages d'expériences.



L'INFREP

L'ensemble Ligue de l'enseignement, c'est 30 agences de l'INFREP et plus d'une vingtaine de services ou d'organismes de formation de fédérations départementales de la Ligue de l'enseignement. L'INFREP est partie prenante du comité national Formation tout au long de la vie.

LES PARTENARIATS PRIVILÉGIÉS AVEC LA LIGUE

- Des collaborations avec des fédérations départementales pour la mise en œuvre de ce même CQP.
- Une ingénierie partagée autour du titre « médiateur social urbain ».
- Une mise à disposition par l'INFREP du « package compétences de base » pour les centres Ligue.
- Une participation au projet européen VET4e-I avec notamment l'implication d'une vingtaine de formateurs INFREP et d'une vingtaine de formateurs Ligue dans le cadre des expérimentations portant sur des modules de formation à destination des animateurs multimédias.

CHIFFRE D'AFFAIRES DE LA LIGUE EN FORMATION EN 2012 : 31 MILLIONS D'EUROS

NOMBRE DE STAGIAIRES ACCUEILLIS EN FORMATION EN 2012 : 43 000

NOMBRE D'HEURES DE FORMATION DISPENSÉES EN 2012 : 32,8 MILLIONS



LE CQP, RECONNAÎTRE DES SAVOIRS PROPRES

Constatant que les besoins d'accueil des enfants avant et après l'école, ainsi que pendant la pause méridienne s'étaient considérablement accrus ces dernières années, la branche professionnelle de l'animation a souhaité structurer un métier d'animateur spécifique à ce temps périscolaire. Créé en juin 2010, le certificat de qualification professionnelle (CQP) permet dorénavant la reconnaissance de savoir-faire propres et garantit la qualité de l'accompagnement de cette intervention éducative quotidienne.

Dès octobre 2011, la Ligue de l'enseignement de Meurthe-et-Moselle organisait sa première session de formation au CQP à l'issue de laquelle les 15 stagiaires inscrits ont validé leur diplôme. « Nous avons voulu mettre en place cette formation pour proposer une ressource à nos associations affiliées qui interviennent dans le

champ de l'accueil périscolaire. Gérant par ailleurs nous-mêmes ces accueils pour quatre collectivités sur le département, nous voulions accroître la qualité de nos activités, présente Aude Simermann, responsable du service "loisirs éducatifs de proximité" de la fédération. Nos ambitions éducatives nécessitent un personnel formé, et la plupart de nos animateurs n'ont que le BAFA. Le CQP est aussi un moyen de faire progresser les salariés, souvent peu qualifiés et en emplois précaires. »

UN IMPORTANT TRAVAIL EN INTERNE

La formation au CQP se déroule sur un an, en alternance : 217 heures en centre de formation, à la fédération, et 200 heures sur le lieu de travail. Sa mise en place a exigé un important travail d'ingénierie à l'interne pour adapter les contenus des modules de formation selon le cahier des charges imposé. Actuellement, la fédération 54 rencontre pourtant des difficul-

tés à remplir les sessions suivantes. « Nous avons repoussé la deuxième session deux fois, jusqu'à septembre 2013, faute d'inscrits suffisants. La plupart des accueils périscolaires sont gérés par les collectivités. Les salariés relèvent donc de la fonction publique territoriale. Or, le CNFPT refuse pour le moment de participer à ces formations. Seules de très importantes fédérations auraient suffisamment de ressources humaines en interne pour combler facilement les sessions, ce qui n'est pas notre cas », déplore Aude Simermann.

Les besoins sont pourtant bien réels. « Les spécificités de l'accueil périscolaire exigent un personnel formé qui connaisse bien l'environnement du métier, capable de faire l'articulation avec les écoles, avec les parents, et à même de construire des projets d'animation pertinents et cohérents au regard de nos objectifs éducatifs. »

www.ligue54.org



ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

L'année 2012 s'est montrée prolifique en événements positifs pour l'économie sociale et solidaire (ESS). Dans un premier temps, les élections présidentielles et législatives ont permis un changement considérable d'approche par l'émergence et la reconnaissance d'une économie acapitaliste considérée comme une composante à part entière de l'économie de notre pays. Certes l'ESS n'a pas à ce jour vocation à se substituer à l'organisation de notre économie en général, mais elle est désormais considérée comme une voie possible à la contribution d'une sortie de crise que tout le monde appelle de ses vœux et pour repenser notre vivre ensemble. La concrétisation de cette volonté est venue rapidement par la nomination d'un ministre délégué auprès du ministre des Finances et de l'Économie, chargé de l'Économie sociale et solidaire. Le rattachement de ce ministère à Bercy a répondu de manière lisible à la volonté des acteurs exprimée de longue date. Benoît Hamon, par une attitude extrêmement volontariste, a largement contribué à la reconnaissance de ce secteur de l'économie qui s'est manifestée concrètement dès le début de l'été par la participation de l'USGERES à la grande conférence sociale, reconnaissant ainsi ce regroupement de syndicats d'employeurs de l'économie sociale comme un partenaire social crédible et force de proposition.

Dans un deuxième temps, la préparation d'un texte de loi relatif à l'économie sociale et solidaire s'est poursuivie et accélérée dans le cadre du Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire (CSESS) et du Conseil économique et social Européen (CESE) dans lequel notre mouvement a su se faire entendre. Cette loi doit être votée par le Parlement à la fin de l'année 2013. Elle vise notamment à définir le périmètre de l'ESS, promouvoir l'innovation sociale, organiser l'ESS en région et favoriser la représentativité des employeurs de l'ESS au niveau national et en région.

LE CNEA (CONSEIL NATIONAL DES EMPLOYEURS ASSOCIATIFS)

Le CNEA s'est doté en 2012 d'une nouvelle gouvernance et c'est Christophe Dupré, secrétaire général de la Ligue de l'enseignement de Paris, qui préside désormais le conseil d'administration de ce syndicat représentatif dans trois branches professionnelles. Conseils d'ordre juridique, suivi et négociation des conventions collectives, information et formation en région et dialogue social constituent le cœur de métier des salariés et bénévoles qui font vivre ce syndicat.

www.cnea-syn.org

UNIFORMATION

L'organisme paritaire collecteur agréé (OPCA) UNIFORMATION a connu en cette année 2012 une transformation importante par l'absorption de deux autres OPCA qui a fait passer sa collecte annuelle des fonds de formation de 175 à 320 millions d'euros. De plus en fin d'année, UNIFORMATION a obtenu son agrément d'organisme collecteur de la taxe d'apprentissage (OCTA). Après en avoir assuré la vice-présidence au cours des deux dernières années, Robert Baron est redevenu président de cette importante structure pour les années 2013 et 2014.



UN SITE POUR LES ASSOCIATIONS ET LES STRUCTURES DE L'ESS

Dans les Ardennes, les structures de l'économie sociale et solidaire (ESS), mais aussi les individus et entreprises aux valeurs proches désireux de partager ressources, compétences et projets, les étudiants à la recherche d'un stage, les demandeurs d'emploi, ou tout acteur et citoyen peuvent trouver leur compte sur le site Internet Muresca (Mutualisation des ressources de l'économie sociale et solidaire en Champagne-Ardenne) élaboré par la Ligue de l'enseignement des Ardennes.

Investie depuis plusieurs années dans le soutien à l'ESS, notamment par le biais du Dispositif local d'accompagnement ou du Centre de ressources à la vie associative, la Ligue des Ardennes, avec la Ligue régionale, a souhaité concevoir un outil qui permette la mise en réseau des acteurs sur le territoire, la capitalisation de leurs expériences et de leur expertise et la mutualisation de leurs moyens. Alors

que les restrictions budgétaires s'accroissent, que la crise économique fait rage, la mutualisation des ressources est en effet apparue comme un outil pertinent, afin que ces entreprises humaines puissent continuer à vivre et à faire vivre le territoire.

« DE LA MISE EN RÉSEAU SUR LE TERRITOIRE »

L'idée d'un tel outil émerge dès 2003. « Nous avons alors un contrat avec le comité de bassin d'emploi de pays afin d'accompagner le développement des structures de l'ESS, présente Frédérique Massello-Weber, responsable du service Territoire de la Ligue de l'enseignement des Ardennes. Nous avons mis en place des rencontres associatives afin qu'elles échangent et mettent en place des projets interassociatifs. Le prototype du site est né à ce moment, sous la forme d'un fichier tableur. Mais il n'a vu le jour que grâce à un appel à projets d'expérimentation du CNVA

sur la mutualisation que nous avons remporté en 2009. »

Totalement participatif, Muresca s'accompagne d'un fort travail d'animation de réseau. « En plus des outils du site (l'annuaire des structures, l'annuaire des ressources et compétences, la bourse d'emploi, de stage, ou de ressources bénévoles), nous organisons des animations de groupes pour la mise en place de projets multipartenaires, précise Frédérique Massello-Weber. Nous faisons vraiment de la mise en réseau sur le territoire. »

La fédération o8 est aujourd'hui sollicitée pour transférer son savoir-faire et ses outils. « Plusieurs fédérations nous ont contactés et celle de Meurthe-et-Moselle (54) nous a demandé si elle pouvait reprendre notre site. Une convention est signée avec la Ligue 54 : nous allons les former et leur transmettre nos outils. »

www.muresca.org
www.ligueo8.org

LE GROUPE DE TRAVAIL ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Le groupe de travail Économie sociale et solidaire, qui regroupe tous les ligueurs exerçant des responsabilités dans les différentes structures nationales de l'ESS ainsi que les chargés de mission concernés, s'est réuni à quatre reprises en 2012. À chacune de ses séances de travail, il examine l'action du secteur. Il a également assuré la préparation et la réalisation des deuxièmes Rencontres nationales de l'ESS qui se sont tenues à la fin du mois de mars à Paris.



COLLECTIFS ET PARTENARIATS

Notre action se concrétise par une présence au plus haut niveau dans les instances nationales qui constituent le socle de l'ESS. C'est ainsi que des représentants de notre mouvement occupent directement ou indirectement des postes dans de nombreuses instances : **vice-présidence du CSESS** (Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire), **présidence et vice-présidence du CEGES** (Conseil des entreprises, employeurs et groupements de l'économie sociale), **présidence de l'USGERES** (Union de syndicats

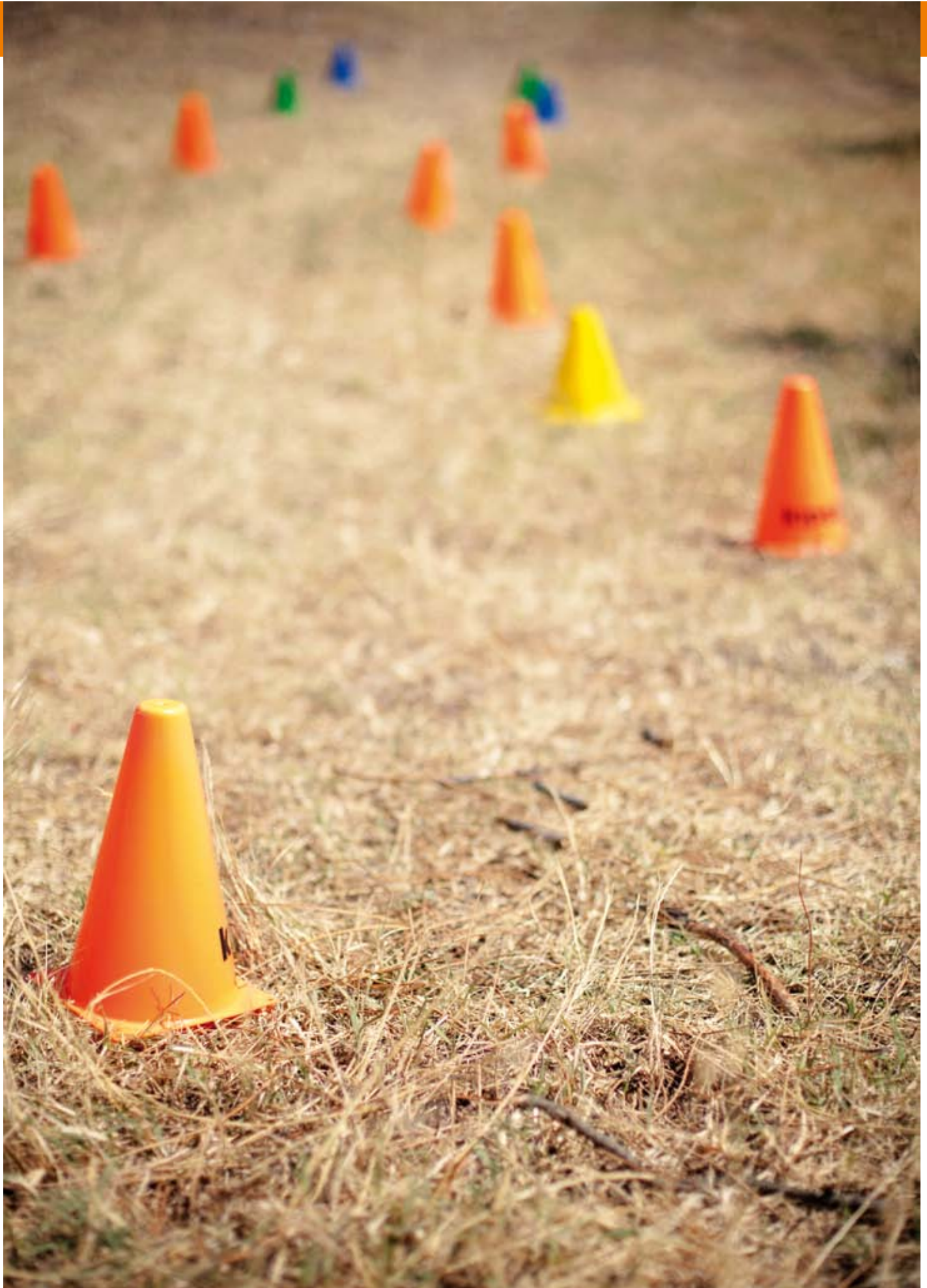
et groupements d'employeurs représentatifs dans l'économie sociale), **vice-présidence du CNEA** (Conseil national des employeurs associatifs), **présidence de l'UNALG** (Union nationale des associations laïques gestionnaires), **présidence d'UNIFORMATION**.

Il en est de même sur les territoires où de nombreux ligueurs sont présents dans les conseils de prud'hommes, les CRESS (chambres régionales de l'économie sociale et solidaire) et les instances du dialogue social régional.

➤ **RAPPELONS ENFIN QUELQUES CHIFFRES AFIN DE SITUER L'IMPORTANCE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE (ASSOCIATIONS, COOPÉRATIVES ET MUTUELLES):**

10% DE L'EMPLOI EN FRANCE 2,3 MILLIONS DE PERSONNES SALARIÉES 215 000 ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS

PLUS DE 100 000 EMPLOIS POURVUS CHAQUE ANNÉE 66% D'EMPLOIS FÉMININS 25% DES ACTIFS À LA RETRAITE D'ICI 2020, CE QUI GÉNÉRERA 500 000 EMPLOIS DANS LES DIX PROCHAINES ANNÉES 19,4% DES VOIX LORS DES DERNIÈRES ÉLECTIONS PRUD'HOMALES



ACTION SOCIALE

L'action sociale a pour but de permettre aux personnes les plus vulnérables, exclues ou en difficulté d'insertion (personnes âgées, personnes handicapées, enfants en danger, demandeurs d'asile...) d'accéder à la société dans la plénitude de leurs droits tout en respectant leurs différences. Les structures sociales et médico-sociales que nous gérons ont vocation à accueillir des publics fragiles particulièrement éloignés des institutions, de l'école ou de l'emploi.

La Ligue de l'enseignement pratique quotidiennement l'action sociale en développant sur tout le territoire des expériences innovantes et singulières, en croisant l'éducation populaire et la difficulté sociale, en jetant des passerelles favorisant la culture, les loisirs et le sport pour tous ou encore en s'appuyant sur la diversité des acteurs associatifs et le rôle central de l'école. C'est une approche originale qui fait la force et la singularité de la Ligue en la matière. Nous développons également des actions en partenariat avec l'État et les collectivités territoriales.

Une société qui n'inclut pas chacun de ses membres dans le pacte social n'engendre-t-elle pas les communautarismes? Et inversement, une société qui ne raisonne vis-à-vis des plus faibles que par la mise en œuvre de particularismes est-elle réellement inclusive? Tendre à plus de cohésion sociale, à l'exercice de la citoyenneté par tous, à prévenir les exclusions et à en corriger les effets, là est tout l'enjeu de la réflexion que la Ligue mène autour de l'action sociale.

GRUPE DE TRAVAIL ACTION SOCIALE

Le groupe de travail Action sociale s'est réuni trois fois en 2012. Prenant appui sur l'expérience développée dans la fédération des Yvelines, il a promu un partenariat structurant avec Adoma (insertion par le logement), en Île-de-France, en Picardie et en Haute-Savoie, visant à développer au sein des structures d'accueil gérées par Adoma, des actions de médiation sociale ou sanitaire. Il a aussi accompagné l'ALEPA (association affiliée à la fédération de la Vienne) dans son projet de développement et de pérennisation de ses activités dans le cadre d'un appel à

projets de l'agence régionale de santé Poitou-Charentes.

Une cellule de veille et d'appui aux appels à projets est active, elle a pour but de repérer les offres diffusées tant par les conseils généraux que par les agences régionales de santé en matière d'action sociale, de les sélectionner et les diffuser auprès des fédérations départementales et le cas échéant de venir en appui à l'élaboration de réponses.

Enfin, il a poursuivi le référencement des initiatives en matière d'action sociale au sein de la Ligue de l'enseignement, une base de données nationale et accessible depuis les réseaux numériques est en cours de constitution.

UNE CRÈCHE ACCESSIBLE À TOUS



Inaugurée le 2 mars 2012, la crèche multiaccueil Jean Macé offre depuis lors 30 places aux enfants de 0 à 3 ans de l'agglomération nîmoise. Au-delà de son nom, qui annonce déjà les valeurs qui ont présidé à l'initiation du projet, deux originalités fortes en font un lieu régi par un esprit social et citoyen : 3 places sur les 30 sont réservées à l'accueil d'enfants en situation de handicap, habituellement exclus de ce type de garde, et le bâtiment est entièrement conçu en bioclimatique.

La réflexion commence en 2009. « Soucieux de nous adresser à tous les citoyens, comme nous y invitent nos statuts, nous avons interrogé nos actions. Or, les citoyens, ce sont aussi les enfants et les seniors, pour lesquels nous faisons peu. Nous avons dressé ensuite un état des lieux des besoins existants sur le département pour ces publics, se souvient Pierre Laffon, délégué général de la Ligue de l'enseignement du Gard. Un défaut de places en crèche est apparu. Nous avons pensé que nous pouvions apporter quelque chose de nouveau. » Entrant dans un domaine d'activité nouveau pour elle, la fédération se rapproche de partenaires potentiels : le conseil général du Gard, la Ville de Nîmes et la Caf du Gard. Une expertise spécifique manquait encore, que la fédération trouvera dans le partenariat noué avec la Mutualité française du Gard.

« UN PROJET CITOYEN PASSIONNÉ »

Dès le début de la réflexion, l'idée est de faire en sorte que la crèche soit accessible à tous, « pas seulement en terme d'accessibilité physique, précise Pierre Laffon, mais réellement pour l'accueil d'enfants porteurs d'un handicap au même titre que n'importe quel enfant. C'était quelque chose de très important pour nous : l'accès de tous à l'éducation, aux valeurs laïques, s'inscrit pleinement dans notre objet social. » Située dans une zone d'activité importante, la crèche est par ailleurs proche du lieu de travail des parents. Peu de temps après l'ouverture, les 30 places étaient pourvues. « Cela correspondait à un vrai besoin de société », poursuit le délégué général.

Le montant global du projet s'élève à 1,2 million d'euros, financé par la Caf, le conseil général, la Ville de Nîmes et la Ligue de l'enseignement du Gard. La Mutualité française du Gard est désormais gestionnaire de l'établissement qui emploie 10 salariés. « C'est un projet citoyen, un projet de passionnés. Nous en sommes très fiers, en toute humilité. Il nous a aussi permis d'être reconnus auprès de partenaires inhabituels, notamment du sanitaire et social, note Pierre Laffon. Nous sommes désormais contactés pour monter d'autres projets. »

www.laliguegard.fr

GRUPE DE TRAVAIL SUR LA PROFESSIONNALISATION DE L'AIDE AUX ÉLÈVES EN SITUATION DE HANDICAP

La Ligue a participé au groupe de travail sur la professionnalisation de l'aide humaine aux élèves en situation de handicap conformément aux propositions du président de la République sous l'initiative conjointe des ministres délégués à la Réussite éducative et aux Personnes handicapées et à la Lutte contre l'exclusion. Composé de membres des associations représentatives, des fédérations de parents d'élèves, des institutions et des ministères concernés, des associations de collectivités territoriales, des organisations syndicales et professionnelles, ce groupe doit préparer pour la fin du premier trimestre 2013 un rapport proposant des solutions pour garantir l'accompagnement des enfants en situation de handicap à l'école et rendre effectif l'objectif de la loi du 11 février 2005, pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, visant à la scolarisation *a priori* de tous les élèves dans leurs établissements scolaires de rattachement. Les missions des auxiliaires de vie scolaire devraient s'en trouver renforcées et un véritable métier de l'éducation créé à l'issue d'un parcours de formation qualifiant.

PARTENARIAT AVEC FRANCE TERRE D'ASILE ET LE CIDEM

Le partenariat engagé par la Ligue de l'enseignement avec **France Terre d'asile** et le **CIDEM** donnera lieu à l'édition d'un ouvrage à destination de la communauté éducative sur les migrations dans la collection les *Dico atlas* des éditions Belin. Cette publication s'intéressant aussi au droit d'asile et aux mouvements de population dans le monde constituera un ouvrage de fond pour l'ensemble de notre réseau largement mobilisé autour de ces problématiques. Il est utile de recenser à nouveau ces établissements afin de mieux les connaître et mesurer le poids de la Ligue de l'enseignement sur ce secteur. Pour ces fédérations départementales, il a été relevé quelques inquiétudes liées aux modifications législatives importantes qui affectent le champ social et médico-social : la création des Agences régionales de santé (ARS), la mise en œuvre des appels à projets, la diminution voulue par les autorités de contrôle et de tarification du nombre d'interlocuteurs...

RAPPORT SUR LA SCOLARISATION DES ENFANTS HANDICAPÉS DANS LE PRIMAIRE : LA LIGUE AUDITIONNÉE

M. Michel Ménard, député, rapporteur pour avis au nom de la commission des affaires culturelles et de l'éducation sur les crédits de l'enseignement scolaire du projet de loi de finances pour 2013, a centré son rapport sur la scolarisation des enfants handicapés dans le primaire. Afin de dresser un bilan de l'application de la loi Handicap du 11 février 2005 à l'école, il a auditionné la Ligue de l'enseignement pour évoquer le rôle des

▶ **DANS 20 DÉPARTEMENTS,**
SE DÉPLOIENT PRÈS DE **100**
ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES
EN FAVEUR DE L'ENFANCE :

**MAISONS D'ENFANTS À CARACTÈRE
SOCIAL (MECS), CENTRES MÉDICO-
PSYCHO-PÉDAGOGIQUES (CMPP),
INSTITUTS MÉDICO-ÉDUCATIFS (IME),
SERVICES D'ÉDUCATION SPÉCIALE ET
DE SOINS À DOMICILE (SESSAD)...**;

**EN FAVEUR DES ADULTES
EN SITUATION DE HANDICAP
(ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES
D'AIDE PAR LE TRAVAIL (ESAT),
FOYERS DE VIE...); OU D'AUTRES
CATÉGORIES DE PERSONNES
(CENTRES D'ACCUEIL DE
DEMANDEURS D'ASILE (CADA),
SERVICES DE PRÉVENTION OU DE
RÉINSERTION SOCIALE...).**

ET CE NE SONT PAS MOINS DE 1 800
SALARIÉS QUI ACCOMPAGNENT
AU QUOTIDIEN PRÈS DE 15 000
PERSONNES.

Maisons départementales des personnes handicapées et des équipes pluridisciplinaires dans l'élaboration du projet personnalisé de scolarisation, l'organisation des classes d'inclusion scolaire et les rythmes de vie des élèves, la formation initiale et continue au handicap des enseignants et le développement des formations spécialisées, le cadre d'emploi et la professionnalisation des personnels chargés de l'accompagnement des élèves en situation de handicap.

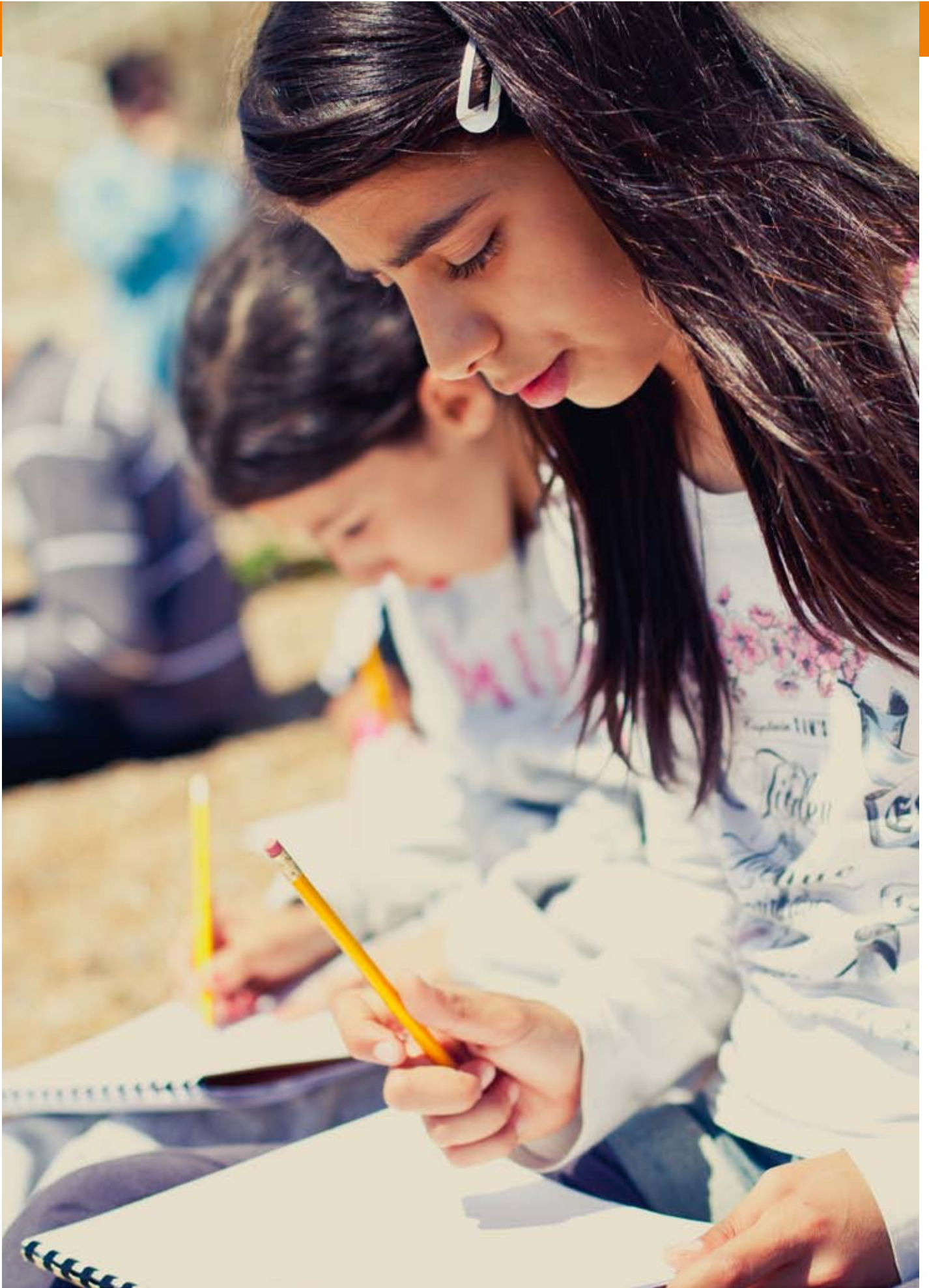
PREMIÈRE CONVENTION DE L'UNALG – mars

La Ligue de l'enseignement a largement été partie prenante de l'organisation de la première convention nationale de l'UNALG qui s'est tenue au CISP Maurice Ravel, à Paris, le 14 mars 2012. Devant plus de cent personnes, dirigeants associatifs, syndicaux et politiques se sont interrogés sur les enjeux des politiques sociales, médico-sociales et sanitaires pour qu'émerge une société d'appartenance et de solidarité. Fortes de 16 propositions souhaitant mettre en exergue l'innovation, l'imagination et l'invention, les associations présentes ont rappelé que la singularité des personnes ne peut se satisfaire de la normalisation administrative, de logiques purement budgétaires et d'une dynamique uniquement descendante et qu'il faut donc réfléchir à de nouvelles formes de solidarités, réinventer le pacte social en inscrivant l'action sociale dans le cadre de l'économie sociale et solidaire, en déployant des relations partenariales faisant place à la liberté et l'initiative associatives, en garantissant l'éthique et le professionnalisme des pratiques.

COLLECTIFS ET PARTENARIATS

La Ligue de l'enseignement a participé de manière active à créer un pôle laïque médico-social, constitué par l'**UNALG** (Union nationale des associations laïques gestionnaires) et le **SNALESS** (Syndicat national des associations laïques employeurs du secteur sanitaire, social, médico-éducatif et médico-social). La Ligue de l'enseignement occupe la présidence de l'UNALG (qui représente un réseau de 674 établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS) tous handicaps confondus) et le secrétariat général du SNALESS.

www.unalg.org



ÉDUCATION

Alors que nous militons depuis des années pour une véritable refondation de l'École et de l'éducation, l'année 2012 a été celle d'une actualité politique très dense, où nombre de nos propositions ont trouvé écho dans le débat public, notamment à l'occasion des élections et du changement de majorité.

Qu'il s'agisse des campagnes présidentielle et législative, ou de la grande concertation sur la refondation de l'École de la République, nous avons défendu une vision d'une éducation globale ambitieuse en termes de démocratie, de solidarité et d'égalité, à toutes les échelles de territoire.

Les Rencontres nationales de l'éducation de Rennes ont ainsi été le point de ralliement de tous les acteurs engagés au niveau local aux côtés de l'École, afin de rompre avec la logique exacerbée ces dernières années de tri social et de compétition.

Cette année 2012 a aussi été celle de la reconnaissance du Collectif des associations partenaires de l'école publique (CAPE), qui a largement contribué au projet de réforme des temps éducatifs et à la promotion des projets territoriaux d'éducation, mais aussi à la préfiguration de futures Écoles supérieures du professorat et de l'éducation (ESPE), dans la perspective du renforcement d'une véritable culture partagée entre tous les acteurs éducatifs.

Il s'agit donc plus que jamais de faire reconnaître la logique commune à tous nos projets militants et à tous les savoir-faire développés dans nos actions éducatives, culturelles et sportives.

En tant que mouvement associatif d'éducation populaire, partenaire de l'École publique, nous continuerons ainsi à promouvoir une éducation non formelle et laïque qui lutte contre les inégalités et les ségrégations sociales et culturelles, afin que tous les jeunes apprennent à vivre ensemble, et se préparent à apprendre tout au long de leur vie et à s'inventer un avenir plus solidaire.

1. POLITIQUES SCOLAIRES

Le centre confédéral a deux missions essentielles : assurer la représentation et la valorisation des idées et actions du mouvement au sein des divers réseaux de partenaires politiques et sociaux d'une part, être un centre de ressources pour accompagner et outiller le réseau d'autre part. Avec une ambition : redonner à la Ligue de l'enseignement son rôle de laboratoire innovant sur le terrain, en partenariat avec l'institution scolaire. L'enjeu est bien de revisiter le sens de la complémentarité à l'enseignement public, et l'importance de la reconnaissance et de la valorisation de l'éducation non formelle dans une approche éducative globale au service de la réussite de tous.

..... GROUPE DE TRAVAIL « MAISON DES SAVOIRS ET DE LA FORMATION »

L'objectif du projet, mis en place avec le réseau Éducation & Devenir, est de mobiliser des ressources culturelles et éducatives dans l'environnement des établissements afin de faire des établissements scolaires de véritables pôles culturels à l'échelle de leur territoire, ouverts à tous, dans une perspective d'éducation et de formation tout au long de la vie.

Après l'année 2011 consacrée au montage des maisons, à la charte commune d'engagements des établissements et à la rencontre des équipes des différentes professions concernées, l'année 2012 a été celle du travail d'explicitation et de conviction auprès des politiques et élus locaux et nationaux, des syndicats, des parents et du nouveau ministère de l'Éducation nationale. Le cadre de la concertation sur la refondation de l'école, qui s'est étalé de juillet à octobre, a notamment été un espace important d'expression pour en faire avancer la philosophie politique et l'idée d'une déclinaison nationale par l'intermédiaire de fenêtres explicites d'innovation inscrites dans la future loi d'orientation et de programmation.

Sur le terrain, l'avancée des équipes se fait au rythme de chaque territoire et chaque équipe. Nous avons perdu un établissement, ce qui laisse à 7 le nombre de « maisons » en expérimentations, mais d'autres territoires se sont déjà montrés intéressés. La participation et l'appropriation du projet au niveau local par les fédérations sont en revanche restées très faibles.

PROMOTION ET DIFFUSION DU PROJET ÉDUCATIF : « INVESTIR DANS L'ÉDUCATION ET REFONDER L'ÉCOLE, POUR UN AVENIR SOLIDAIRE »

Nous avons rencontré et discuté avec les représentants et délégués nationaux Éducation des principaux partis politiques pour confronter leurs programmes éducatifs à nos propositions. Entrevues réalisées avec le Front de gauche, le Parti socialiste, Europe Écologie les Verts, les Radicaux de gauche. Ces rencontres ont été l'occasion d'échanges fructueux autour de la nécessité de refonder l'École pour la réussite de tous et sur tous les territoires.

CONSULTATION NATIONALE AU TITRE DE LA REFONDATION DE L'ÉCOLE

Le 5 juillet 2011, s'est ouverte la concertation sur l'École souhaitée par le nouveau ministre de l'Éducation nationale Vincent Peillon dans le but de « refonder l'École de la République ». Étroitement associée en amont aux diverses rencontres et consultations de l'ensemble des professionnels et partenaires du monde éducatif, la Ligue de l'enseignement a participé activement à chacun des 4 groupes de travail qui se sont tenus jusqu'en octobre, consacrés respectivement à **1.** La réussite scolaire pour tous, **2.** Les élèves au cœur de la refondation, **3.** Un système éducatif juste et efficace, **4.** Des personnels formés, reconnus et valorisés. Les membres du comité national Éducation se sont répartis dans chacun des 21 ateliers thématiques, pour défendre haut

et fort les idées et propositions de notre mouvement. La Ligue a ainsi pu exposer sa conception d'une réorientation globale de l'éducation et de l'École davantage axée sur la personne, la réduction des inégalités, la coconstruction des savoirs, la démarche de projets coopératifs et solidaires, le renouveau des méthodes pédagogiques, le travail en équipe et l'ouverture au territoire. Elle a également appuyé et accompagné des initiatives de concertations locales notamment en Île-de-France.

VERS UN ACTE 3 DE L'APPEL DE BOBIGNY ?

L'année 2012 a été le théâtre de passionnants débats autour de l'éducation, thème majeur de la campagne présidentielle, dont l'apogée pour l'ensemble des signataires du texte a été d'une part la tenue en mars d'un grand débat public autour des propositions de l'appel, et l'interpellation des principaux candidats à l'élection. Si le travail accompli au sein du groupe a porté ses fruits en attirant l'attention des poli-

tiques et du grand public sur les grands axes de réflexion et propositions portés au sein du collectif par la Ligue de l'enseignement, l'appel semble désormais devoir trouver sa place parmi les grands textes de référence sur la nécessaire transformation du système éducatif à travers la prise en compte de politiques éducatives globales, tant au plan national qu'à l'échelle des territoires. Il permettra ainsi de rappeler à ceux qui s'en dédieraient aujourd'hui, à l'heure du premier projet de loi sur la refondation de l'École, la valeur d'engagement de leur signature d'un texte commun approuvé par tous en octobre 2011. Des fiches complémentaires à l'appel initial restent à ce jour disponibles et d'actualité, et développent nos propositions sur un ensemble de thèmes comme la politique de la petite enfance (0-6 ans), l'autonomie des établissements scolaires et des acteurs, les enjeux individuels et collectifs, la formation des professionnels de l'éducation, la participation active des jeunes et des parents aux projets éducatifs, et enfin la notion de « territoires apprenants ». À lire sur www.laligue.org.

● COLLECTIFS ET PARTENARIATS

● CAPE, Collectif des associations éducatives et pédagogiques partenaires de l'École publique

Créé par la Ligue et ses partenaires historiques complémentaires de l'enseignement public en décembre 2009, ce collectif informel s'est doté fin 2011 d'une personnalité morale en se constituant officiellement en association pour mieux structurer ses projets de développement. L'année 2012 a donc vu l'ouverture d'un portail commun aux 20 organisations membres, dont le but est de valoriser et coordonner une parole associative construite afin de mieux rendre compte de la richesse de réflexion, production et échange de nos mouvements. Deux groupes de travail ont par ailleurs été initiés : l'un sur les rythmes éducatifs, l'autre sur les ESPE (futurs écoles du professorat et de l'éducation). Deux autres structureront le collectif en 2013 : l'un sur le numérique, l'autre sur les nouvelles missions enseignantes. Le CAPE a également été auditionné et a notamment soumis une contribution écrite dans le cadre de la consultation sur l'éducation artistique et culturelle à l'école. L'un des enjeux pour l'année qui vient reste encore la structuration et le développement des CAPE académiques, largement encouragés en 2012, et qui doivent à terme permettre de renforcer le lien avec les collectivités locales et services déconcentrés de l'État. Une vingtaine de CAPE régionaux sont à ce stade constitués.
collectif-cape.fr

● Collectif « L'Éducation est notre avenir »

La Ligue a tout au long de l'année réaffirmé son soutien aux diverses actions de sensibilisation et manifestations du collectif de 25 organisations pour la défense de l'École publique, en participant aux prises de décision, positions, communications et actions des partenaires syndicaux du collectif.

SNUipp : nous avons coorganisé leur université d'automne en proposant deux ateliers (La laïcité au défi de la vie quotidienne et Éducation à l'image : enjeux et méthodes). Notre association Lire et faire lire a aussi participé à la grande soirée événementielle autour du livre et du plaisir de la lecture aux côtés de Pef, auteur-illustrateur de littérature d'enfance et de jeunesse, et de la maison d'édition Rue du Monde.

SNPDEN : nous avons participé au congrès de Lille consacré au socle commun, ses contours et ses applications.

● Forum des enseignants innovants à Orléans

● Congrès de l'ANDEV (Association nationale des directeurs Éducation des villes) :

la Ligue a pu apporter son point de vue sur la prochaine réforme des temps éducatifs qui prendra effet à la rentrée 2013, et renforcer le dialogue avec les collectivités avec lesquelles elle travaille déjà, au sein notamment des PEL (projets éducatifs locaux). Nous y avons également présenté le livret guide sur la norme AFNOR (voir chapitre *Pause méridienne et restauration d'enfants et de jeunes* ci-après).

SALON EUROPÉEN DE L'ÉDUCATION



© Nicolas Simard

Rendez-vous incontournable de la rentrée de l'éducation, et événement de communication

et visibilité politiques de premier ordre après les dernières présidentielles, l'édition 2012 a vu défiler pas moins de neuf ministres sur ses stands, conviant même le ministre de l'Éducation à sa grande manifestation d'ouverture organisée par le CAPE. Deux tables rondes ont ainsi attiré près de 600 personnes, militants associatifs et syndicaux, l'une consacrée aux rythmes, l'autre aux futures ESPE. En partenariat avec le ministère délégué à la Réussite éducative, la Ligue a également organisé un colloque sur les questions de décrochage et raccrochage scolaires.



“NOUS TRAVAILLONS AVEC LE NIVEAU DE CHACUN”

La Ligue de l'enseignement de Bourgogne ouvre une école de la 2^e chance (E2C) en Saône-et-Loire, quatrième établissement de ce type dans la région. Destiné aux jeunes de 18 à 30 ans très peu qualifiés, le dispositif⁽¹⁾ a pour objectif l'insertion sociale et professionnelle. Emmanuelle Allais, directrice de l'école, nous présente le projet.

QUELLE EST LA PARTICULARITÉ DES ÉCOLES DE LA 2^e CHANCE DE LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT ?

L'école de la 2^e chance est un outil d'insertion professionnelle avec un accompagnement social. Nous nous sommes positionnés sur ce type de dispositifs pour défendre des valeurs de l'éducation populaire : lutte contre l'exclusion et contre les discriminations, laïcité, égalité... Si l'E2C répond à un label avec des critères bien définis, chaque école dispose néanmoins de ses propres particularités, liées au territoire ou à l'approche pédagogique. À la Ligue, nous mettons l'accent sur l'ouverture culturelle. Nous faisons appel à nos associations affiliées, dans le domaine du sport pour une remise en forme, dans le domaine culturel pour développer la créativité, par le théâtre pour travailler sur l'écoute et la

communication orale. L'E2C, c'est un travail personnalisé et individualisé : chacun a son niveau et nous travaillons avec le niveau de chacun.

QUELLE EST LA COMPOSITION DE L'ÉQUIPE DE L'E2C DE SAÔNE-ET-LOIRE ET QUELS SONT VOS PARTENAIRES ?

Notre équipe est composée de quatre formateurs pluridisciplinaires aussi bien des experts matière que des généralistes, une assistance administrative, une psychologue pour le soutien de l'équipe et moi, la directrice. Nous faisons également appel à des intervenants extérieurs comme des formateurs AFPA, organisme de formation professionnelle avec lequel nous sommes partenaires sur ce dispositif. Concernant les partenaires, les missions locales et les Pôles emploi sont nos prescripteurs et nous adressent les jeunes. Nous travaillons également avec des partenaires locaux comme la PJJ (Protection judiciaire de la jeunesse) et les SPIP (Services pénitentiaires d'insertion et de probation). Enfin, nous développons un partenariat très fort avec le monde des entreprises, en particulier celles de l'économie sociale et solidaire.

COMMENT L'E2C VA-T-ELLE CONCRÈTEMENT ACCOMPAGNER LES ÉLÈVES ?

La durée totale de l'école varie en fonction du jeune : d'une journée à plus d'un an (au-delà de 8 mois, ils ne sont plus indemnisés pour leur stage). La première phase, qui dure moins de 2 mois, est celle de l'insertion sociale : nous travaillons sur tous les freins périphériques (sécurité sociale, logement, permis de conduire, inscription sur les listes électorales...). La deuxième phase est celle de l'insertion professionnelle en alternance : 30 h de formation à l'école et 35 h en entreprises. On leur demande de choisir trois métiers, qu'ils vont tous tester au travers de leurs stages. Nous aidons à l'orientation mais nous n'imposons rien. À la fin, ils partent avec un portefeuille de compétences leur permettant de se valoriser lors de divers entretiens. Enfin, troisième et dernière phase, ils consolident leur choix et nous les accompagnons à trouver une formation ou un emploi directement. Au niveau national, nous comptons en moyenne 60 % de sorties positives.

www.laligue.bourgogne.org

⁽¹⁾ Le dispositif est soutenu par le conseil régional, l'Europe, le conseil général, la communauté urbaine Le Creusot-Montceau, l'ACSé et la DIRECCTE.

DÉCROCHAGE SCOLAIRE ET ATELIERS RELAIS

Objet de travail pour la Ligue de l'enseignement depuis de nombreuses années, la lutte contre le décrochage scolaire fut plus que jamais d'actualité pendant l'année 2012. En effet, la convention-cadre qui donnait naissance aux ateliers relais a fêté ses 10 ans. Ce qui fut l'occasion d'un bilan sur ce dispositif et plus largement sur les types de prises en charge imaginés depuis 2002. Cela a été également une année de reconnaissance pour les structures travaillant sur cette thématique. D'abord, avec une prise en compte de ces questionnements par les candidats à l'élection présidentielle, puis avec la création du ministère de la Réussite éducative, dont l'une des principales missions est la lutte contre le décrochage scolaire. Symbole de cette implication du gouvernement, la coorganisation d'un débat sur la question de la prévention du décrochage et sur les conditions d'un raccrochage scolaire réussi, mené à deux voix par la Ligue et le ministère de la Réussite éducative, lors du Salon européen de l'éducation. S'en est suivie l'annonce d'un plan proposant de multiples dispositifs de raccrochage scolaire ou d'insertion professionnelle, dont l'objectif est de faire baisser le taux de jeunes sortant de la scolarité obligatoire sans solution. Seul bémol concernant cette actualité, le questionnement par rapport à l'avenir des dispositifs préventifs concernant les plus jeunes. Ces types de prises en charge, dont les ateliers relais, nous paraissant essentiels à maintenir pour lutter efficacement contre le décrochage scolaire.



GROUPES DE TRAVAIL

Le groupe national Ateliers relais a eu fort à faire cette année. Notamment en termes de réflexions, de bilans, mais aussi de productions. L'idée étant de faire le point sur le travail mené par le réseau sur la question du décrochage, tant pour affiner nos réflexions que pour outiller les fédérations sur ces questions.

• Les ateliers relais - 10 ans après

Un travail de recueil des données permettant de faire un état des lieux des dispositifs relais sur le territoire a été réalisé, donnant de nombreux éléments au groupe pour travailler sur des outils d'aide et d'appui ainsi que sur l'architecture d'un stage national prévu au premier semestre 2013.

• **Comment lutter contre le décrochage scolaire ?** À l'automne, le centre confédéral a pu construire et proposer au réseau un dossier thématique intitulé *Comment lutter contre le décrochage scolaire ?* Répondant ainsi à de nombreuses questions soulevées par les acteurs de terrain.

• Vers une nouvelle convention-cadre

Le travail du groupe s'est aussi orienté vers un écrit : une charte sur la question du décrochage scolaire, qui paraît être une première étape vers une nouvelle convention-cadre et qui permettra aux fédérations départementales d'avoir un texte d'orientation.

ENVIRON 60
FÉDÉRATIONS
DÉPARTEMENTALES
TRAVAILLENT SUR LES
QUESTIONS DE DÉCROCHAGE
SCOLAIRE.

COLLECTIFS ET PARTENARIATS

Le Réseau national des juniors associations (RNJA), notamment au sujet de la réforme de la majorité associative. À travers ce dispositif, la Ligue de l'enseignement approfondit les relations avec les centres sociaux, la confédération des MJC de France et l'association Jets d'encre.

ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ EN COLLÈGES ET LYCÉES / FORMATION DES DÉLÉGUÉS-ÉLÈVES

Les enjeux de la mission sont de participer à l'éducation à la citoyenneté en second degré et à l'accompagnement des élèves élus, de développer des pédagogies participatives permettant une implication des élèves et leur autonomisation. Enfin, il s'agit de contribuer à valoriser auprès des jeunes les vertus de l'action collective. Nous mettons en place des formations délégués-élèves et proposons des formations de techniques d'animation de groupes aux professeurs principaux, conseillers principaux d'éducation... Parallèlement, des animateurs expérimentés mettent les élèves en situation de dialogue, les incitent à s'exprimer sur leur fonction, leur projet, les difficultés rencontrées.

ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ DANS LE SECOND DEGRÉ

Le système de représentation au sein des établissements a considérablement progressé ces vingt dernières années, les dernières évolutions étant d'ailleurs inscrites dans la loi sur le lycée proposée par l'ancien gouvernement. Immanquablement, les interventions des équipes de la Ligue de l'enseignement ont « épousé » ces évolutions et se sont forcément diversifiées.

Ainsi, nous sommes passés de la « classique » formation des délégués-élèves, à un accompagnement relevant davantage de la méthodologie de projets. Déjà, notre outil interactif « le Pass' partout lycéen », qui a trois ans maintenant, nous invitait à embrasser toutes les notions d'éducation à la citoyenneté. Aujourd'hui, les fédérations départementales sont sollicitées pour intervenir sur des champs connexes à la seule représentativité des élèves (délégués de classe, élus au CA et au CVL). En effet, nous sommes amenés à intervenir sur la formation des élèves « éco-délégués » dans la mise en place des Agendas 21 scolaires, pour l'accompagnement des créations des maisons des lycéens, pour l'appui à la création de juniors associations dans les établissements, sur l'éducation aux usages d'Internet et des réseaux sociaux, dans le cadre d'actions de lutte contre les discriminations, pour la formation des personnels de l'Éducation nationale, etc.

MISSION NATIONALE ET GROUPE « ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ ET FORMATION DES DÉLÉGUÉS- ÉLÈVES EN COLLÈGES ET LYCÉES »

Le groupe national est composé d'un petit noyau de personnes très impliquées dans leur fédération départementale et leur union régionale. Il a consacré six journées de travail en plus de l'animation d'un stage, point d'orgue de cette année 2012. Ses missions sont l'appui au réseau (d'une façon assez stable, deux tiers environ des fédérations départementales interviennent sur ce champ); un travail de veille sur l'actualité et de diffusion des informations (2012 fut plutôt riche de ce point de vue); la représentation : participation au congrès de l'UNL (Union nationale lycéenne), festival « Expresso » de l'association « Jets d'encre » sur la presse jeunes, rallye citoyen pour les délégués-élèves de Nantes, Rencontres nationales de l'éducation de Rennes, Salon européen de l'éducation...

Dans la fonction de l'appui au réseau, nous sommes convaincus que l'organisation de temps d'échange et de rencontres entre intervenants de terrain est primordiale. Aussi, nous avons organisé, en décembre 2012, un stage intitulé « Second degré : des « possibles » pour l'éducation à la citoyenneté ». Ce stage de trois jours a rassemblé une vingtaine de responsables fédéraux et de formateurs de la Ligue à Mûrs-Érigné (49) permettant le questionnement de nos actions et les échanges de pratiques et d'outils.

ACCOMPAGNEMENT ÉDUCATIF À LA SCOLARITÉ

Depuis la réforme du ministre Darcos et la mise en œuvre progressive de l'accompagnement éducatif à partir de 2008, notre réseau a continué à s'investir dans la diversité de dispositifs relevant de la complémentarité éducative qui ont cohabité depuis lors à la périphérie des enjeux de la scolarité. D'une part, notre réseau a continué à s'investir dans des actions relevant de la charte de l'accompagnement à la scolarité, en développant des actions à dimension culturelle, artistique et sportive, en particulier dans les territoires prioritaires. Par ailleurs, notre réseau a pu être associé à des actions relevant spécifiquement du dispositif ministériel, dans les premier et second degrés, mais souvent avec des difficultés pratiques liées au manque de moyens locaux ou au défaut de pilotage partenarial.

La réforme des temps scolaires, initiée par le nouveau ministre à la fin 2012, a relancé la pertinence et les opportunités pour remobiliser notre réseau sur les enjeux de coéducation, de complémentarité éducative et d'accompagnement éducatif des parcours des enfants, notamment dans le cadre des temps périscolaires. En effet, la perspective d'inscrire ces temps dans le cadre d'une nouvelle « obligation éducative », à l'interface entre écoles, collectivités et associations partenaires, représente déjà pour notre réseau une opportunité

de faire progresser nos convictions pédagogiques et éducatives au service de la réussite éducative de tous les enfants sur tous les territoires.

Le secteur éducation-jeunesse coordonne ainsi depuis la fin 2012 une mission transversale d'appui pour la mise en œuvre d'une réforme des temps scolaires qui pour nous est une réforme qui vise la globalité des temps éducatifs et la diversité des approches de tous les secteurs de notre mouvement.



SE CONSTRUIRE À TRAVERS LES CLASSES DE DÉCOUVERTES

Depuis 60 ans, la Ligue de l'enseignement de Seine-Maritime fait partir des milliers d'enfants en classes de découvertes. Plus qu'un simple prestataire, elle accompagne les enseignants, rassure les parents et propose de véritables projets pédagogiques.

« La classe de neige en Seine-Maritime est une institution », s'amuse Aurélie Frémine, responsable classes de découvertes et accueil groupes. Il faut dire que la fédération 76 possède deux chalets en Savoie, qui font les beaux jours des enfants du département.

UN ACCOMPAGNEMENT EN AMONT

Plus que le séjour en lui-même, la spécificité des classes de découvertes proposées par la Ligue de l'enseignement de Seine-Maritime réside dans l'accompagnement et l'encadrement proposés.

En effet, les équipes de la fédération travaillent en amont : accompagnement de l'enseignant dans son choix de séjour, assistance dans la constitution, souvent complexe, du dossier auprès notamment de l'inspection académique, intermédiaires entre les structures d'accueil et les enseignants, mais aussi rencontre avec les enseignants et sensibilisation de parents parfois sceptiques. « On ne vend pas des hébergements + des activités », précise Aurélie Frémine. Ce sont des projets pédagogiques élaborés sur des longues durées, parfois jusqu'à 15 jours. Par ailleurs, « le taux d'encadrement est important et nos animateurs gèrent l'activité et la vie quotidienne des séjours ».

« L'ÉCOLE AILLEURS ET AUTREMENT »

« Chaque enfant a droit à un séjour collectif de qualité, qui développe, comme à l'école, son esprit

critique et son imagination », précise Anne Kergadallan, l'autre responsable du secteur. « Le contenu de nos classes de découvertes, c'est le projet de la Ligue : l'école ailleurs et autrement », poursuit Aurélie Frémine. Permettre aux enfants de faire leurs propres expériences, développer leur autonomie, découvrir d'autres milieux et favoriser le vivre ensemble. Toutes les catégories sociales bénéficient de ces classes de découvertes, qui couvrent l'ensemble du territoire : quartiers ZEP, centres-villes, petites communes rurales... Sur l'ensemble du département, la Ligue de l'enseignement touche 15 % des élèves : 200 classes (soit 22 000 journées par an) bénéficient chaque année de séjours sur mesure.

<http://ligue76.fr>



SPORT SCOLAIRE AVEC L'USEP

L'exercice 2012 a permis à l'USEP (Union sportive de l'enseignement du premier degré), secteur sportif scolaire de la Ligue de l'enseignement, de continuer le développement de ses activités éducatives à caractère sportif en direction des enfants des écoles élémentaires et maternelles. Cette dynamique s'intègre pleinement dans une approche éducative globale que défend notre mouvement. L'éducation par le sport s'inscrit ainsi comme une contribution majeure à la formation globale des personnes. L'action de l'USEP dans le prolongement de l'EPS (éducation physique et sportive) s'appuie notamment sur le principe de la rencontre sportive, temps partagé de pratique et d'ouverture de soi-même sur l'autre. Par leur dimension associative et leurs contenus pédagogiques de qualité, les activités de l'USEP favorisent l'apprentissage d'une citoyenneté vivante et abordent les principes d'une éducation au développement durable et solidaire ainsi que les enjeux liés à l'éducation à la santé et à la prise en compte du handicap. Partenaire essentiel de l'école primaire, l'USEP est un élément important pour réactualiser le principe de complémentarité, élément central dans l'ensemble des actions que mène notre réseau. Dans l'élan de la « refondation de l'École de la République » voulue par le président de la République et le ministre de l'Éducation nationale, la contribution de l'USEP doit s'inscrire comme porteuse d'initiatives nouvelles dans l'accompagnement des nécessaires évolutions de l'école. Le champ est vaste pour définir de nouvelles organisations du temps éducatif complémentaire ainsi libéré par des rythmes scolaires revisités. La couverture nationale de l'USEP, ancrée par sa territorialité communale en métropole et outre-mer, est un atout pour renforcer les principes d'éducation portés par la Ligue de l'enseignement et son réseau associatif fédéré. Les associations USEP, par leur rayonnement de proximité, s'identifient comme acteurs locaux reconnus afin de construire ensemble de réels partenariats éducatifs territoriaux dans lesquels collectivités locales, directions académiques, associations, parents, enfants seront acteurs et associés.

www.usep.org

BOUGE LA RENTRÉE

Cette opération nationale se déroule en septembre-octobre afin d'accompagner les associations USEP aux démarrages de la saison sportive et de l'année scolaire. Mieux faire connaître notre fédération USEP, son rôle et ses actions au sein de l'école publique, insister sur nos valeurs éducatives et citoyennes, tout en promouvant le sport scolaire et les associations sportives d'école qui le mettent en œuvre, tels sont les objectifs de ce concept pour une rentrée qui bouge...

JOURNÉE DU SPORT SCOLAIRE

Intégrée en 2012 à l'opération « Sentez-vous sport ! », la 3^e « Journée nationale du sport scolaire » du 19 septembre a permis de sensibiliser aux bienfaits du sport dans l'école et au-dehors, pratiques toutes deux complémentaires. L'objectif majeur de cette journée est d'amener le plus grand nombre à pratiquer une activité physique et sportive. Une mosaïque de rencontres et d'activités a été proposée sur tout le territoire.

L'USEP BOUGE TON ATTITUDE SANTÉ

Après les CD-Roms « Maternelle » et « Cycle 2 », l'USEP a offert aux associations un outil d'éducation à la santé pour les élèves de cycle 3 (CE2-CM1-CM2). Ces

documents testés dans le réseau USEP national prennent la forme d'une mallette « Attitude santé en cycle 3 » diffusée à 1 000 exemplaires auprès des comités départementaux USEP. Une convention entre l'USEP et la Fondation du sport français H. Sérandour est venue formaliser cette volonté d'aider nos enfants à « bien grandir ».

LE PRINTEMPS DES MATERNELLES

La 7^e édition du « Printemps des maternelles » a mis en valeur la dimension citoyenne des rencontres destinées aux 3/6 ans. Par un concours, il s'est agi de réaliser une production pour illustrer la rencontre USEP en maternelle, projet sportif et culturel, espace d'échanges et de partage, levier permettant à l'enfant de devenir élève citoyen.

LE P'TIT TOUR À VÉLO USEP

Depuis 1996, « le P'tit Tour à vélo USEP » mobilise chaque année les comités départementaux et régionaux sur les routes de France. Cette édition 2012 a vu 75 000 enfants cyclistes de 20 régions en 82 départements dont 5 d'outre-mer pratiquer le vélo sous forme de circuits en boucle régionale offrant une grande souplesse d'organisation. L'éducation à la sécurité routière, le rayonnement de l'USEP, le plaisir de partager un temps de pratique sportive sont les principaux objectifs de cette manifestation nationale populaire.

TRANS'OCÉANE ET USEP'MONDE

Initiées par l'USEP outre-mer, ces deux actions utilisent les outils pratiques mis au point par nos comités ultramarins pour saisir toutes les finesses du décalage horaire. La Trans'Océane permet de faire le tour du monde en 24 h avec des passages de relais symboliques d'un territoire et d'un fuseau horaire à l'autre. Ce moment-là correspond à des pratiques sportives organisées par les comités des territoires traversés. Mobilisant aussi les comités de métropole par des équipes mixtes, pour une USEP autour du monde, les outils « FusOcéan » et la réglette « Aill'heure » permettent de savoir en un coup d'œil quelle heure il est là-bas.

▶ **9 079 ASSOCIATIONS D'ÉCOLES,
795 131 ENFANTS LICENCIÉS,
46 863 ADULTES LICENCIÉS,
LE NOMBRE TOTAL DE LICENCIÉS
USEP (ENFANTS + ADULTES) EST DE
841 944.
EN 2012, L'USEP A RÉALISÉ
32 931 RENCONTRES
(3 113 125 PARTICIPANTS).**



LA "RANDO DE LA DIVERSITÉ"

Dans le cadre des Semaines d'éducation contre le racisme, le secteur éducation de la Ligue de l'enseignement de la Sarthe organise, avec son secteur sportif scolaire USEP, la « Rando de la diversité » au Mans. Un événement qui réunit les classes des quartiers prioritaires et celles du centre-ville. Rencontre avec Annick Joseph, déléguée Culture/Éducation à la fédération 72.

COMMENT EST NÉE L'IDÉE DE CETTE RANDONNÉE ?

En Sarthe, nous organisons cet événement depuis 5 ans. Nous avons repéré au Mans quelques « frontières virtuelles » entre quartiers. Et c'est ainsi qu'en plus des autres actions que nous menions dans le cadre des Semaines d'éducation contre le racisme, nous voulions favoriser ce maillage, cette mixité des populations en nous appuyant sur une discipline sportive, – notamment le parcours d'orientation – pour faire se rencontrer ces écoles de quartiers différents durant toute une journée dans une forêt de l'agglomération mancelle.

COMMENT MOBILISEZ-VOUS LES CLASSES ?

Dès le mois de novembre, nous envoyons ce projet d'animation aux écoles élémentaires affiliées à l'USEP, soit plus du tiers des écoles concernées du département. Les facteurs de confiance et de légitimité par la qualité des propositions d'animation de nos secteurs éducation et USEP sont reconnus. De plus, nous disposons de l'appui des coordinateurs ZEP qui assurent un bon relais d'informations auprès des écoles. Tous connaissent parfaitement le projet, ce qui permet de bien impliquer les enseignants, mais aussi d'en associer de nouveaux. Au total, 6 classes par an (3 ZEP et 3 classes non ZEP), soit plus de 120 enfants et une trentaine d'adultes, participent à la « Rando de la diversité ». Bien entendu, il ne s'agit pas d'une compétition et il n'y a rien à gagner si ce n'est le plaisir de participer ensemble à une journée très particulière.

COMMENT SE DÉROULE CONCRÈTEMENT CETTE JOURNÉE ?

Pour mener à bien ce projet, nous nous impliquons dès le mois de janvier. Les secteurs éducation et USEP

et la conseillère pédagogique livre et lecture de l'inspection académique font une sélection de 5 livres traitant la thématique de la citoyenneté : les relations filles/garçons, les cultures d'ici et d'ailleurs, le handicap... Les élèves des classes qui s'inscrivent à la randonnée s'engagent à les lire et font ensuite une sélection de petites questions qui vont jalonner le parcours d'orientation de la randonnée. À partir d'une cartographie très précise, les enfants doivent retrouver ces « balises-questions » auxquelles ils vont répondre. Chaque axe du parcours aboutit à une « pause citoyenne » de 20 à 30 minutes avec l'animation d'un espace relatif à la découverte des musiques d'ailleurs où une association va faire découvrir des instruments de musique à des petits groupes d'enfants ; un autre espace, animé par des lecteurs du réseau Lire et faire lire, est dédié à la lecture de contes d'ici et du lointain, et enfin une dernière pause avec le jeu citoyen « Distinct'Go » qui permet de réfléchir et d'entamer la discussion sur sa possible position de discriminant et/ou de discriminé. En résumé, cette journée favorise le vivre ensemble dans la diversité.

www.fal72.org

2. POLITIQUES TERRITORIALES

La question des projets éducatifs de territoire (PEDT) a été particulièrement mise à l'honneur dans le courant de l'année 2012. Point central de revendication de l'appel de Bobigny, ces projets ont été le cadre de questionnement des Rencontres de Rennes, autour des enjeux d'égalité, de partenariat et de démocratie. Ces principes de partenariats de territoires ont particulièrement été mis en avant comme cadre nécessaire de la réforme des temps scolaires initiée par le nouveau ministre de l'Éducation, avec la généralisation des PEDT. Ce cadre territorialisé de l'éducation partagée sera pour nous au cœur des enjeux des prochaines étapes de la refondation de l'école et de l'éducation.

LES RENCONTRES NATIONALES DE L'ÉDUCATION DE RENNES

Du 17 au 18 octobre 2012, se sont tenues à Rennes les 8^{es} Rencontres nationales de l'éducation sur le thème « Territoires partagés et éducation : une refondation au service de la réussite, de l'égalité et de la démocratie ? ». Ces rencontres ont été envisagées à la fois dans la continuité d'une réflexion prospective sur les politiques éducatives et d'une contribution au débat engagé dans le cadre de la grande consultation nationale sur la refondation de l'école lancée par le ministère de l'Éducation nationale au début de l'été.

À l'issue des travaux, plusieurs points ont été identifiés en termes de pistes à explorer dans le cadre de l'élaboration d'un projet global d'éducation. Il est essentiel de repenser les différents temps éducatifs pour mieux les articuler entre eux et jouer de leur complémentarité. Il s'agit de redonner toute sa place à l'école, une école recentrée sur ses missions d'accès aux savoirs et aux connaissances et de reconnaître les apports de l'éducation non formelle, et informelle. L'objectif est de favoriser leur contribution respective au parcours d'éducation et de formation des personnes. Cette approche permettra de tendre vers une mission d'éducation partagée par l'ensemble des acteurs éducatifs, dans un partage des responsabilités, desserrant ainsi l'étau qui pèse aujourd'hui sur notre système scolaire en matière de réussite.

La question des pratiques éducatives est centrale et constitue le deuxième point à investir. Il s'agirait de privilégier des pratiques éducatives basées sur des valeurs et des démarches de coopération pour à la fois favoriser les appren-

tissages, renforcer la cohésion et développer des valeurs et des comportements basés sur la solidarité et non la mise en concurrence des personnes et des parcours. Enfin, il apparaît nécessaire de travailler à l'émergence d'un socle commun culturel intégrant les valeurs, les règles de vie élaborées ensemble, sur lesquelles chacun et tous s'accordent dans une perspective d'inclusion ne laissant pas de place au rejet de l'autre.

Les actes des Rencontres nationales de l'éducation paraîtront au cours du 1^{er} semestre 2013.

CETTE ÉDITION A ATTIRÉ PLUS DE 500 PARTICIPANTS ISSUS DU MONDE ASSOCIATIF, DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, LE SECTEUR ASSOCIATIF ÉTAIT LE PLUS REPRÉSENTÉ AVEC 46% DES PARTICIPANTS PARMIS LESQUELS LE RÉSEAU LIGUE CONSTITUAIT 27%.

LE SALON DE L'ÉDUCATION DE LA RÉUNION



Le Salon de l'éducation de La Réunion, qui s'est déroulé du 14 au 17 novembre 2012, a rassemblé 200 exposants et près de 40 000 visiteurs. Pour sa quatrième édition, la Ligue de l'enseignement de l'île avait choisi deux thèmes : l'éducation au développement durable et l'engagement des jeunes. Rencontre avec Jocelyne Mardom, déléguée générale.

POURQUOI UN SALON DE L'ÉDUCATION À LA RÉUNION ?

La création d'un Salon de l'éducation, il y a 4 ans, répondait à un vrai besoin : aucune manifestation ne regroupait les différents acteurs de l'éducation. Au fil des ans, nous avons su mobiliser toutes les institutions de l'île : mairies, région, État et rectorat, mais aussi des partenaires comme les associations d'éducation populaire et les mutuelles. Une Cité de l'éducation regroupe tous ceux qui se préoccupent de l'accompagnement de jeunes en dehors de l'école, durant leur temps libre ; un espace forum en son sein permet l'organisation de débats. À souligner quelques nouveautés cette année : l'ouverture le samedi pour toucher davantage les parents, l'espace Edukafé et un plateau artistique d'ani-

mations culturelles où nous avons fait appel à nos associations affiliées et à différentes écoles de chant, danse, théâtre...

VOUS AVEZ CHOISI L'ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT DURABLE COMME THÈME DU SALON. COMMENT CELA S'EST-IL CONCRÉTISÉ ?

Nous avons choisi cette thématique en lien avec le Salon de l'éducation national et pour célébrer les 20 ans de la Conférence de Rio. Bien entendu, nous n'avons pas eu un salon 100 % écolo mais concrètement, nous avons réalisé un véritable travail de sensibilisation tout au long de la préparation. Une association spécialisée dans les manifestations respectueuses de l'environnement nous a par ailleurs accompagnés. Exposants, restaurateurs, visiteurs ont tous été sensibilisés : utilisation de gobelets non jetables moyennant une consigne, moins de déchets et de prospectus. Enfin, un espace convivial « Edukafé » était le lieu de rencontres où le public pouvait déguster gratuitement une boisson issue du commerce équitable, tout en participant à des animations temporaires ou mini débats entièrement dédiés à la thématique.

VOUS AVEZ ÉGALEMENT TENU À METTRE L'ACCENT SUR L'ENGAGEMENT DES JEUNES. POURQUOI ?

D'une part, nous sommes fortement impliqués sur ce terrain avec, par exemple, notre engagement dans le dispositif du service civique. D'autre part, l'île a connu en février 2012 un conflit social important avec des jeunes en colère, qui manifestaient contre le chômage et la vie chère. Concernés, nous avons voulu donner un espace de parole à ces jeunes, et inviter ceux qui habituellement ne se rendent pas au Salon de l'éducation et que nous avons réussi à mobiliser avec le soutien du Pôle emploi. Nous avons donc mis en place un parcours personnalisé, à partir de leurs centres d'intérêt et leurs compétences, avec la découverte des différents dispositifs qui pourraient les concerner (écoles de la 2e chance, RSMA...), et un passage par le stand de la Ligue avec présentation du BAFA, du service civique, des CQP... Le thème du prochain salon n'est pas encore défini, mais l'actualité peut, encore une fois, très bien nous guider !

www.fol974.com

PAUSE MÉRIDienne ET RESTAURATION D'ENFANTS ET DE JEUNES

Nous sommes impliqués dans la restauration scolaire des 1^{er} et 2nd degrés depuis 60 ans. Nous œuvrons pour que la pause déjeuner, dite pause méridienne, soit un véritable temps éducatif qui réponde aux besoins de l'enfant et du jeune (bonne alimentation, mais aussi détente, autonomie et socialisation). Nos projets mobilisent l'équipe entière, du cuisinier au personnel éducatif encadrant.

Un stage national regroupant 22 personnes issues de 18 fédérations a permis de qualifier le réseau sur les enjeux actuels de la restauration et de la pause méridienne. Plusieurs réunions du groupe de travail national « Restaurants d'enfants et de jeunes » ont été organisées pour travailler sur la mise à jour de la documentation nationale et sur l'organisation du stage national. Trois textes ont été élaborés : la nouvelle mouture de la norme

AFNOR, les textes réglementaires sur la nutrition et la circulaire « restauration et laïcité ».

Déplacements sur sites pour accompagner les fédérations départementales sur le développement de projets avec les collectivités locales et de nombreux appuis méthodologiques par téléphone et envoi d'outils et divers documents. Les appuis ont essentiellement porté sur des études de fonctionne-

ment pour des collectivités locales ou des actions de formation de responsables de service. Participation aux Rencontres nationales vacances, classes de découvertes et de loisirs éducatifs ainsi qu'aux journées de formation de militants Ligue sur le thème de la restauration et la laïcité.

35 FÉDÉRATIONS DÉPARTEMENTALES AGISSENT DANS LE DOMAINE DE LA RESTAURATION SCOLAIRE COUVRANT AINSI PLUS DE 50 DÉPARTEMENTS.

GUIDE SUR LA TARIFICATION DE LA RESTAURATION SCOLAIRE ET DE LA PAUSE MÉRIDienne

De nombreuses et récurrentes demandes émanent des collectivités locales pour établir une politique tarifaire juste. Nous avons donc rédigé un guide sur *La politique tarifaire de la pause méridienne*, en partenariat avec l'ANDEV et AGORES. Ce guide permet aux élus des collectivités locales de s'interroger sur tous les aspects à prendre en compte pour établir une politique tarifaire en lien avec leurs intentions politiques, de prendre en considération les aspects sociaux comme les aspects économiques.

COLLECTIFS ET PARTENARIATS

- **L'AFNOR** : présentation de la nouvelle version de la norme de service « Restauration scolaire » élargie aux collèges et lycées et revue pour le premier degré.
- **L'ANDEV (Association nationale des directeurs de l'éducation des villes)** : rédaction d'un guide pratique sur la « Tarification des services de restauration scolaire » et intervention sur la continuité éducative lors du congrès.
- **AGORES** : structure associative des directeurs et responsables de service de restauration dans les collectivités

locales : animation de conférences lors de leur congrès et de rencontres régionales.

- **Le CNFPT (Centre national de la fonction publique territoriale)** : développement de nouvelles actions de formation en réponse aux problématiques identifiées sur le territoire, notamment un travail sur « Restauration et laïcité », sur la « Norme AFNOR ». Préparation d'un colloque sur « Laïcité et temps éducatifs ».

LE PROJET ID² : UN OBSERVATOIRE DU DÉVELOPPEMENT ÉDUCATIF LOCAL

Fruit du partenariat de la Ligue de l'enseignement avec les Francas et les Ceméa, ID² a, en 2012, recentré son action sur le développement de la capacité d'innovation des ressources territoriales de nos trois réseaux d'éducation populaire, à travers la mise en place d'une démarche de recherche-action avec les associations territoriales de nos trois mouvements en Seine-Maritime.

En parallèle, ID² poursuit sa mission de mobilisation et de coordination des ressources territoriales de nos trois réseaux, afin de proposer aux collectivités locales un accompagnement : • dans la réalisation de diagnostics éducatifs territoriaux ; • dans l'élaboration de projets éducatifs territoriaux ; • dans la mise en œuvre de démarches de recherche-action avec les professionnels et les bénévoles de la communauté éducative locale ; • dans l'animation de démarches de concertation des acteurs de la communauté éducative locale.

Au cours de l'année 2012, avec l'arrivée d'une chargée d'études, ID² a initié ou poursuivi des interventions directes d'accompagnement dans trois régions (Île-de-France, Haute-Normandie, Poitou-Charentes). Par ailleurs, dans deux autres régions, les associations territoriales de nos trois mouvements se sont saisies du cadre fourni par ID² pour conduire, en toute autonomie, des actions d'accompagnement (Bretagne, Languedoc-Roussillon).

Enfin, en partenariat avec Solidarité Laïque, ID² a contribué à l'accompagnement méthodologique des acteurs du programme de coopération « Soyons actifs/actives », qui regroupe des associations françaises et tunisiennes autour de la réalisation de diagnostics participatifs sur différentes régions tunisiennes.

3. ÉDUIQUER CONTRE LE RACISME ET LES PRÉJUGÉS

En prolongement de notre approche sur les politiques compensatoires, nous continuons à affirmer l'importance d'une véritable éducation commune à la différence et à la diversité. Le centre confédéral a ainsi continué en 2012 à assurer dans notre réseau une large diffusion d'outils pédagogiques interactifs pour éduquer contre les préjugés et les discriminations.

EXPOSITION ITINÉRANTE DE LA FABRIQUE DE LA PAIX

Ludique mais sérieux, cet outil, à la pédagogie innovante, incite les jeunes visiteurs à se faire leur propre opinion et à débattre des discriminations. Depuis novembre 2008, 39 239 enfants et jeunes ont été accueillis sur la visite de l'exposition. Le public est issu d'écoles, de collèges et de lycées. Certains groupes d'enfants et des jeunes ont aussi participé aux animations dans le cadre de structures de loisirs. La Fabrique de la paix a ainsi été présentée dans 16 régions et 20 départements. Par ailleurs, environ 5 000 adultes ont aussi visité l'exposition

(adultes accompagnateurs, groupes en formation, parents...). Il est à souligner que la démarche éducative proposée à un public enfant s'adapte parfaitement à un public adulte, placé aussi dans une dynamique de questionnements face à ses propres représentations et préjugés.

C'est pourquoi le temps de formation proposé par la Ligue de l'enseignement à ses fédérations est d'abord basé sur une mise en situation des adultes (découverte de l'exposition) qui auront en charge l'accueil et l'accompagnement des groupes d'enfants et de jeunes afin d'inscrire leur action dans une approche pédagogique active et non moralisatrice.

www.lafabriquedelapaix.org



VOIX ET VOIES DES MIGRANTS

Le parcours « Voix et voies des migrants » en Languedoc-Roussillon témoigne d'une farouche volonté de travailler sur la lutte contre les discriminations. Un itinéraire de 4 jours où les lycéens partent à la rencontre de l'histoire des migrations et de leur région.

VALORISER LE BRASSAGE DE POPULATIONS

Le projet est né il y a 5 ans dans la fédération de l'Hérault d'une idée du président Michel Maille et d'une vice-présidente-historienne, Chantal Germain. Soutenu financièrement par le conseil régional, c'est aujourd'hui un itinéraire qui traverse aussi le Gard, la Lozère, l'Aude et les Pyrénées-Orientales et qui permet de prendre conscience de la diversité des passages et des installations de la population depuis l'époque protohistorique jusqu'au XXI^e siècle. Dans une région où de nombreuses personnes sont

issues de l'immigration, le parcours valorise l'histoire des migrations avec un grand H et démontre que celle-ci n'est pas seulement récente et « problématique ».

UN ITINÉRAIRE INTERACTIF ET DIVERSIFIÉ

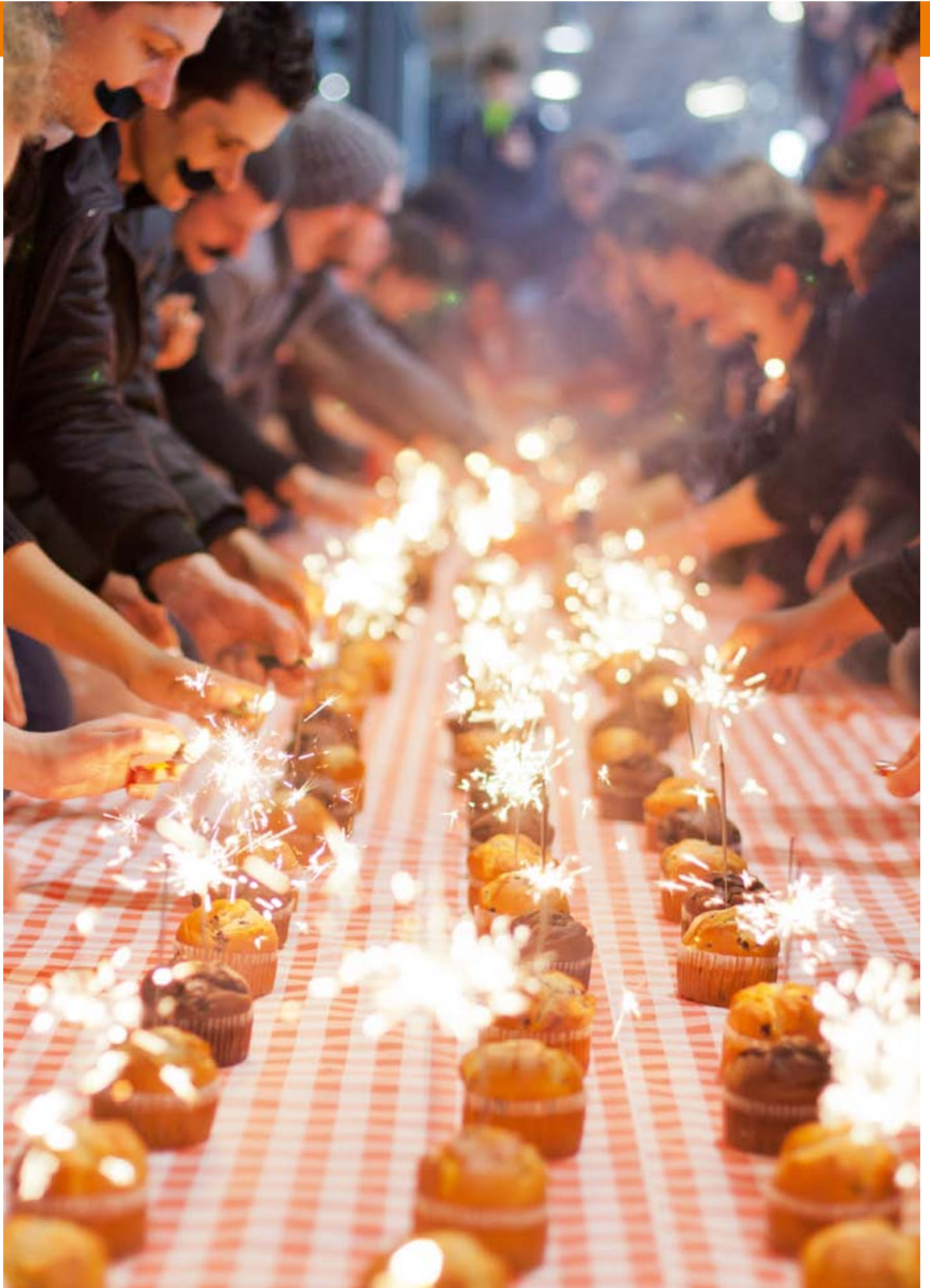
En plus de l'organisation des voyages (hébergements, transports, organisation des soirées et des visites...), un travail en amont est réalisé auprès des équipes pédagogiques et des enseignants : rencontres, préparation des étapes, fournitures d'éléments documentaires, du carnet de voyage pour les élèves... Un itinéraire de 4 jours et 3 nuits, effectué en bus, avec une forte dimension culturelle : visite de lieux historiques de la région (Béziers, Aigues-Mortes, Montpellier, Narbonne...) et conçue autour d'activités participatives. Le grand point fort de ce parcours est en effet la rencontre des lycéens et des intervenants locaux.

UNE QUINZAINE DE BÉNÉVOLES MOBILISÉS

Contenu du parcours, accueil et présence sur les lieux de visite, formation du guide du séjour... le parcours « Voix et voies des migrants » ne pourrait s'effectuer sans l'engagement des bénévoles. Des bénévoles qui jalonnent l'itinéraire, des passionnés et/ou des personnes qui témoignent de leur propre histoire : rencontre avec des gitans, ostréiculteur d'origine italienne, fils d'émigrés espagnols, pasteur... Au total, le projet mobilise une quinzaine de bénévoles de toute la région. En 2012, il a bénéficié à quatre lycées mais malgré sa notoriété, il rencontre aujourd'hui des difficultés de financement.

Au travers des rencontres humaines et des échanges culturels, les jeunes mesurent la richesse des différents apports sans occulter les difficultés et apprennent ainsi à se situer dans leur environnement.

www.laligue34.org



JEUNESSE

Le contexte politique de 2012 a posé la jeunesse, affichée comme priorité du programme du président élu, au centre des débats et de l'actualité. Les emplois d'avenir, la montée en charge du service civique, mais aussi la refondation de l'école seront des éléments structurants dans les politiques publiques des années à venir.

Par ailleurs, les conseils régionaux se saisissent de plus en plus de la question de la jeunesse en élaborant des schémas régionaux qui traitent notamment des conditions de vie (logement, emploi, formation), mais aussi de la mobilité, la culture et l'engagement.

Devançant la nouvelle loi sur la décentralisation et la modernisation de l'action publique, ils s'intéressent également de près à la prévention du décrochage scolaire et à l'orientation. Ainsi, les chantiers sont nombreux et dans ce contexte de crise qui fragilise encore plus une population qui peine à pénétrer un système saturé, il est pour nous nécessaire d'affirmer que si l'emploi et le logement constituent des sujets incontournables et urgentissimes, l'insertion sociale ne saurait se passer d'un travail sur les enjeux démocratiques et civiques. L'éducation non formelle, l'action collective doivent permettre de dépasser l'échec scolaire, d'accueillir des personnes dont le rapport aux institutions est compliqué, au nom de cette ambition de vivre dans une démocratie qui se donne les moyens de former des citoyens égaux en droits.

Outre sa capacité d'intervention sur ces différentes problématiques, la Ligue peut apporter cette vision globale des enjeux au débat sur la jeunesse et faire valoir la nécessité d'agir de front.

La création et l'animation de dispositifs tels que les juniors associations ou notre engagement dans le service civique témoignent également d'une volonté de faire une place aux jeunes, en notre sein, comme acteurs.

LE GROUPE DE TRAVAIL NATIONAL

Mis en place en 2011, le groupe de travail national a un objectif simple : réfléchir ensemble aux politiques « jeunesse » et à la façon de les mettre en œuvre au sein de notre mouvement. Il s'agit notamment d'améliorer notre capacité d'interlocution avec l'État et les collectivités territoriales en développant un regard critique sur les politiques publiques et en étant force de propositions. Nous avons donc mené un travail d'échanges de pratiques, d'observation des expérimentations en cours, de concertation sur les axes stratégiques « sur le champ jeunesse » et d'élaboration des réponses à apporter aux partenaires institutionnels. Nos réflexions se sont portées en particulier sur l'utilisation du service civique pour les jeunes « décrocheurs » comme élément formateur d'un parcours ainsi que sur l'accompagnement de projets de jeunes en autonomie dans un cadre scolaire comme doivent le permettre les maisons des lycéens.

LE SERVICE CIVIQUE

Formation des tuteurs en service civique

En novembre 2011, réunis en regroupement solidaire, la Ligue de l'enseignement et Unis-Cité remportent un marché public sur la formation des tuteurs de jeunes en service civique. Il s'agit d'organiser sur l'ensemble du territoire et auprès de l'ensemble des structures agréées pour l'accueil de volontaires en service civique une journée de formation par département pendant laquelle nous partageons des pratiques, favorisons l'échange entre tuteurs, revenons sur leur rôle dans le dispositif. En un an, 1 800 tuteurs ont été formés sur 72 départements. Cette action constitue un nouvel outil au service de l'animation du territoire et du tissu associatif. Elle crée de fait un lien dans les fédérations entre la question jeunesse et son animation, et la vie fédérative. Le même regroupement solidaire vient de remporter un second appel d'offres pour continuer cette action avec l'objectif de toucher 4 000 tuteurs en 2013.



L'ÉMERGENCE D'UNE CONSCIENCE ET D'UN ESPRIT CITOYENS

« Dès son lancement, nous nous sommes investis sur le service civique, retrace Jean-Marc Vareille, délégué général de la Ligue de l'enseignement de Corrèze. Au début, pourtant, j'étais dubitatif et m'interrogeais sur ces questions d'emploi au rabais dont on parlait beaucoup à l'époque. »

La conviction est finalement venue de ce que le dispositif pouvait être l'outil idéal pour entrer en contact avec les jeunes de ce territoire rural et vieillissant. Un comité de pilotage départemental du service civique réunit le conseil général, l'association des maires, les missions locales, la DDTEFP et la Ligue de l'enseignement, chargée de l'intermédiation entre les jeunes (actuellement une cinquantaine) et les associations.

Le volet formation citoyenne donne tout son sens à l'action. « Nous avons mis en place une formation originale. Un premier niveau consiste à inviter

les jeunes sur les événements citoyens qui s'organisent sur le territoire – la diffusion d'un documentaire, un débat... Nous les incitons à jouer les reporters : au-delà de leur participation à l'événement, ils nous rapportent ce qui s'y est passé et ce qu'ils ont observé du lieu où il se déroulait : comment est le village, son équipement, les associations implantées... » Outre la découverte d'un contenu citoyen, c'est aussi celle du territoire qui est favorisée. « Il s'agit de leur montrer que leur région peut être productrice de choses intéressantes. C'est une manière aussi de revigorer le tissu social. »

UN RÔLE ÉDUCATIF

Un autre niveau de formation mise sur l'émergence d'une conscience et d'un esprit citoyens grâce à des méthodes de recherche-action. « Nous travaillons avec un sociologue et avec des outils proposés par la Scop Le Pavé, de Franck Lepage, et d'autres

que nous avons conçus. Notre "Jeu de société" fait par exemple réfléchir les jeunes à la société qu'ils souhaiteraient. Ils ont une heure, cinq ministères obligatoires (culture, transports, éducation...), et doivent également imaginer les modes de gouvernance adéquats selon eux. Leur réflexion est ensuite présentée aux autres groupes. Un troisième temps laisse place à la discussion critique. » Tout le matériel des échanges est mis en forme, synthétisé et formalisé en des actes que chacun peut consulter.

« À terme, nous aimerions continuer ce travail au-delà des contrats de service civique des jeunes, poursuit Jean-Marc Vareille. Leur implication qualifie le travail de la Ligue. Nous sommes totalement dans notre rôle éducatif. Avec ce dispositif, la Ligue de Corrèze a vraiment fait peau neuve. »

www.fal19.fr

Formation du réseau autour de l'accompagnement des jeunes de la Ligue

Réunis pendant 3 jours à Paris, les responsables Service civique et Juniors associations ont travaillé à la mise en œuvre d'un projet global d'accompagnement des jeunes à la Ligue. Il s'agissait de faire vivre en pratique notre ambition d'apporter aux jeunes investis dans notre mouvement les outils, espaces de réflexions et de projets qui fassent émerger leur pouvoir d'agir et de réagir, renouant ainsi avec notre projet d'éducation populaire. Il faut aujourd'hui, en dépassant la déclinaison par dispositifs (d'où un rapprochement naturel entre les juniors associations et le service civique, dispositifs majeurs de l'engagement des jeunes aujourd'hui), faire vivre de façon transversale des « parcours d'engagement de jeunes » au sein de notre mouvement. Ce travail donnera lieu à des documents ressources mutualisant les outils d'ores et déjà utilisés par les fédérations, documents ayant vocation à être complétés au fur et à mesure de l'expérimentation de nouveaux outils ou pratiques d'accompagnement des jeunes dans le réseau.

PROMOTION ET VALORISATION DE L'ENGAGEMENT : DEUX PROJETS SOUTENUS PAR LE FONDS D'EXPÉRIMENTATION POUR LA JEUNESSE

L'acquisition et la valorisation des compétences sont devenues des questions centrales dans notre système éducatif. L'éducation non formelle est désormais repérée comme un espace dans lequel les jeunes développent aussi des compétences, différentes, mais qui peuvent influencer sur leurs parcours, et parfois contrebalancer des parcours scolaires marqués par les difficultés.

Toutes les actions menées au sein du réseau (accueil en service civique, juniors associations, formation à l'animation volontaire...), et qui visent à accompagner les jeunes dans la prise d'initiative et de responsabilité contribuent à leur permettre d'acquérir ou de développer de nouvelles compétences. Soutenus par le Fonds d'expérimentation pour la jeunesse créé en 2009 par Martin Hirsch, deux projets nationaux ont été initiés en 2010/2011. Ils doivent permettre de valoriser notre rôle dans la formation des jeunes, et de nous affirmer comme un des espaces pouvant contribuer au parcours social et professionnel des jeunes.

Le projet « Outils de développement et de formation sur l'accompagnement de projets à l'initiative de jeunes mineurs » est mené dans cinq régions : Auvergne, Bretagne, Champagne-Ardenne, Île-de-France et Pays de la Loire. Il consiste à expérimenter le développement d'une philosophie et d'une posture d'accompagnement des projets collectifs de jeunes mineurs, qui place au centre le respect de leur autonomie, de leur capacité d'initiative et l'apprentissage de responsabilités concrètes. Ces principes, qui guident l'action du Réseau national des juniors associations, nous souhaitons les faire partager et en questionner l'application avec une communauté d'acteurs (personnels de l'Éducation nationale, animateurs territoriaux, bénévoles associatifs...) à travers des formations, des échanges de pratiques, des rassemblements et la création de nouveaux outils méthodologiques. Il s'agit également de demander aux adultes, aux associations, aux institutions, aux collectivités territoriales et aux pouvoirs publics de s'organiser ensemble afin de reconnaître le droit d'agir aux jeunes.

Le projet « Engagement associatif et promotion sociale » s'est achevé en décembre 2012.

Pour rappel, les régions qui ont développé l'expérimentation sont : l'Île-de-France, Midi-Pyrénées, Centre et Provence-Alpes-Côte d'Azur. Outre la réflexion conduite sur l'engagement associatif dans notre mouvement et sa valorisation, chaque région s'est appuyée sur le projet d'expérimentation pour initier ou développer une réflexion commune centrée sur les questions de jeunesse, leurs enjeux pour les fédérations (place des jeunes dans les structures, renouvellement associatif...).

Plusieurs formes d'actions ont été conduites pendant ces deux années. Parmi elles, peuvent être citées la réflexion et production d'outils de valorisation par un groupe de jeunes en Midi-Pyrénées, la constitution d'un groupe d'analyse de pratiques d'accompagnement en région Centre, la conception d'outils de repérage des compétences acquises dans le cadre d'un service civique en région PACA, la recherche de leviers pour favoriser l'engagement dans le cadre de la formation à l'animation volontaire en Île-de-France...

Les quatre régions ayant participé au projet vont entrer dans une phase de bilans de leurs actions qui seront ensuite intégrés à un bilan global. Ces bilans permettront d'analyser les actions menées, et de dresser dans chaque territoire les perspectives de continuation. L'enjeu sera aussi

celui de partager avec l'ensemble du réseau les apports qui ressortiront de cette expérimentation et de les intégrer à la réflexion conduite sur la place des jeunes dans le mouvement.

Le laboratoire du Groupe de recherches et d'études sociologique centre Ouest (Gresco) a terminé l'ensemble de la phase consistant à recueillir les éléments d'analyse en vue de l'évaluation finale. Dans la perspective de conduire une évaluation qualitative, le Gresco dans ses modalités d'évaluation a opté pour un recueil de

données via des entretiens (auprès des différents acteurs, jeunes, élus des fédérations, bénévoles, salariés) et des observations participantes (lors du développement des actions). Le Gresco rendra son rapport final au mois de mars 2013.

Chacun des deux projets est évalué par un laboratoire universitaire dont le travail est financé par le Fonds d'expérimentation pour la jeunesse. Nos travaux se termineront en 2013.

COLLECTIFS ET PARTENARIATS

Nous sommes membres du **comité stratégique de l'Agence du service civique**.

Nous sommes également investis au sein de **la Plate-forme interassociative pour le service civique et le volontariat**, animée par la **CPCA**. Sa vocation est d'élaborer et de porter une parole commune du monde associatif pour dialoguer avec l'État (Agence du service civique, ministres) afin de faire évoluer le service civique. Nous sommes par ailleurs membres fondateurs du **Comité du service civique associatif**.

Ce dernier évalue la mise en œuvre du service civique au sein de ses associations membres. Espace de réflexion et d'échanges de pratiques, il a pour vocation de contribuer à la construction, par le monde associatif, d'une culture partagée du service civique dans les associations.

Nous sommes investis, en tant que vice-président, au sein de **l'ANACEJ** (Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes) qui fédère près de 500 collectivités territoriales et des mouvements d'éducation populaire autour de l'éducation à la citoyenneté et de la participation des jeunes à la vie publique.

Le RNJA travaille en étroite collaboration avec **la Fédération des centres sociaux, la Confédération des MJC de France, la Fédération française des MJC** qui portent localement le dispositif et **Jets d'encre**, réseau de journaux lycéens.

Nous avons également développé un partenariat privilégié avec **le réseau d'associations étudiantes Animafac**.

Réseau d'échanges d'expériences et centre de ressources pour les initiatives étudiantes, Animafac propose des outils de développement et des espaces de dialogue et d'élaboration collective à plus de 12 000 associations étudiantes.

www.animafac.net



LE RÉSEAU NATIONAL DES JUNIORS ASSOCIATIONS (RNJA)

Alors que la création d'associations loi 1901 est réservée dans la pratique aux majeurs, le RNJA permet aux jeunes de 11 à 18 ans de se regrouper autour d'une idée, d'un projet, ou tout simplement d'une envie d'agir, dans une démarche qui comprend des avantages équivalents : la junior association.

Elle permet aux jeunes de bénéficier d'un accompagnement méthodologique, de gagner en crédibilité auprès des partenaires de leurs projets, de gérer un compte bancaire en toute autonomie et d'être assurés dans leurs activités.

En animant le dispositif junior association, le RNJA propose une relation nouvelle entre adultes et jeunes mineurs : une majorité accompagnée, fondée sur des obligations réciproques, dans le respect de l'initiative, de la capacité d'action et de l'autonomie des jeunes. Créé en 1998 et animé par quatre fédérations d'éducation populaire dont la Ligue de l'enseignement, le RNJA a déjà accompagné plus de 4 000 projets, soutenus par un réseau de 140 relais départementaux partout en France, tous convaincus que l'exercice concret de responsabilités dans un cadre collectif est une des conditions de l'épanouissement de la citoyenneté. Pour en savoir plus :

www.juniorassociation.org

RASSEMBLEMENT NATIONAL JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

Ces trois jours de travaux fin août ont rassemblé une centaine de responsables fédéraux issus d'une soixantaine de fédérations. Ils nous ont permis de nous interroger sur le regard particulier que la jeunesse nous fait porter sur la vie associative. L'animation des dispositifs tels que le service civique et les juniors associations suppose-t-elle des relations particulières entre État, collectivités territoriales et associations ? En quoi cela fait-il évoluer le dialogue civil déjà plus ou moins existant ? Comment cela influence-t-il notre rapport aux associations affiliées ? Comment structurer des dynamiques régionales, nécessaires à notre interlocution avec certaines institutions, tout en conservant la légitimité fédérale et une proximité de terrain ? Sur quels critères peut-on évaluer la « réussite » de ces dispositifs et des politiques de jeunesse ou de vie associative ? Cela nous a permis de réinterroger les processus d'évaluation de nos actions de manière plus générale et notamment la part et la forme que pourrait prendre une certaine autoévaluation dans ceux-ci.



SERVICE CIVIQUE : 2 000 JEUNES ACCUEILLIS AU SEIN DE LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT, 97 FÉDÉRATIONS SUR 102 INVESTIES DONT 5 DOM-TOM. PROFIL DES JEUNES : 30 % INFRA BAC, 30 % NIVEAU BAC, 30 % BAC + 2 ET +

RNJA : 900 JUNIORS ASSOCIATIONS HABILITÉES CETTE ANNÉE, 8 500 JEUNES MINEURS INVESTIS, 94 FÉDÉRATIONS CONCERNÉES.



CULTURE

Le travail du secteur culture a consisté en 2012 en la mise en application du texte d'orientation « Une politique de la culture ; pour une humanité à partager et une autre mondialisation ».

Tout en continuant et en amplifiant ses missions thématiques autour du livre, de la lecture et de l'écriture (notamment par la création d'un groupe national de travail sur cette thématique), du cinéma, du spectacle vivant, nous avons développé de nouvelles dispositions, en créant une mission autour de l'action culturelle en milieu pénitentiaire, et un groupe de travail national spécifique sur la mission « Demain en France, chantier d'expressions ».

Nous avons également profité de cette réorientation pour initier un travail transversal autour de la question des images. Cette réorientation nous permet, en prenant du recul, de nous pencher à nouveau sur la notion – et les actions – d'éducation artistique et d'action culturelle – question d'actualité pour la fin 2012 et l'année 2013.

LE COMITÉ NATIONAL D'ACTION CULTURELLE

Le comité national d'Action culturelle a entamé un travail sur la question des images, en relation avec la société de l'information et l'usage des médias électroniques par les jeunes, notamment des réseaux sociaux. Sur le principe d'une audition d'une personnalité le matin et de débats internes l'après-midi, le comité a notamment reçu Laurent Gervereau, président de l'Institut des images, fondateur du site decryptimages.com, et auteur du *Dictionnaire mondial des Images*, Olivier Donnat, sociologue au Département des études, de la prospective et des statistiques (DEPS) du ministère de la Culture et de la Communication, et auteur de l'enquête décennale du MCC sur les pratiques culturelles des Français à l'ère du numérique, et Dominique Cardon, sociologue au Laboratoire des usages de France Télécom R&D et chercheur associé au Centre d'étude des mouvements sociaux de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

➤ *La Ligue est partenaire de l'Observatoire de la liberté de création, qui défend les artistes et les créateurs contre la censure, considérant que l'œuvre d'art, qu'elle travaille les mots, les sons ou les images, est toujours de l'ordre de la représentation, et qu'elle impose donc par nature une distanciation qui permet de l'accueillir sans la confondre avec la réalité. Nous avons participé aux prises de position lors de la vandalisation de la collection Lambert à Avignon, autour de Piss Christ d'Andres Serrano, et des représentations de Golgota Picnic mis en scène par Rodrigo Garcia, et Sur le concept du visage du fils de Dieu, création de Romeo Castellucci.*

➤ **PARTENAIRE DE 77 FESTIVALS
TOUT AU LONG DE L'ANNÉE**

**400 000 SPECTATEURS
ET 2 500 REPRÉSENTATIONS
DE SPECTACLE VIVANT PAR AN**

**LIRE ET FAIRE LIRE FAIT
DÉCOUVRIR LE PLAISIR DE LA
LECTURE À PRÈS DE 550 000
ENFANTS**

**1 800 000 ENTRÉES DE CINÉMA
PAR AN**

SÉMINAIRE NATIONAL D'ARLES

Dans le cadre des Rencontres d'Arles, la Ligue de l'enseignement est partenaire du séminaire sur les enjeux éducatifs de la photographie. Destiné aux artistes, aux cadres de l'éducation nationale, de la culture, de la jeunesse et aux cadres des réseaux d'éducation populaire, le séminaire 2012 a été consacré à la relation entre la photographie et les réseaux sociaux.

Devenue la première des pratiques amateurs, la photographie s'est emparée des nouveaux espaces de circulation offerts par les réseaux sociaux. Réactivité et amplification immédiates, ces nouveaux réseaux sociaux et ces albums web.2 offrent aux utilisateurs, notamment les jeunes, une chambre d'écho universelle où l'autodérision, le second degré et la parodie sont très souvent de mise mais où l'inspiration la plus novatrice n'est pas non plus absente. L'effet de nombre, l'unique ambition de dire « j'y suis » sont des paramètres importants pour les jeunes utilisateurs, les éducateurs se doivent de les prendre en compte afin de proposer d'autres lectures, d'autres projets.

Le séminaire « Photographie et réseaux sociaux », qui s'est déroulé du 9 au 11 juillet 2012, a rassemblé plus de 300 participants (inscrits et structures partenaires). 20 régions de France étaient représentées, soit 24 académies au total (75 % du secteur éducatif et 25 % du secteur culturel).

PARTENARIATS

Le séminaire est organisé par les **ministères de l'Éducation nationale et des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative** (inspection générale, direction générale de l'enseignement scolaire et Centre national de documentation pédagogique), le **ministère de la Culture et de la Communication** (direction générale de la Création artistique, service de la Coordination des politiques culturelles et de l'Innovation), l'**INJEP** (Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire), la **maison du Geste et de l'Image**, l'**École nationale supérieure de la photographie** et les **Rencontres d'Arles**.

➤ *La Ligue est membre de la COFAC (Coordination des fédérations et associations de culture et de communication), dont le travail cette année a été consacré à l'élaboration d'un guide sur la législation des pratiques amateurs.*

LIVRE, LECTURE, ÉCRITURE

Le groupe national Livre, lecture, écriture, créé en 2011, a pour objectif de faire vivre les nouvelles orientations que la Ligue s'est données en matière d'action culturelle

et de réaffirmer le sens de nos interventions dans ce domaine : développer une culture professionnelle commune, construire des outils de travail partagés, favoriser l'échange d'information dans le réseau, valoriser notre action tant au niveau national que territorial et se positionner sur les grands enjeux actuels autour du livre, de la lecture et de l'écriture.

LE GROUPE NATIONAL LIVRE, LECTURE, ÉCRITURE

Il rassemble une dizaine de personnes de neuf fédérations départementales et unions régionales. Les projets en cours : la mise en place d'une plate-forme de travail collaboratif, la rédaction d'un outil de communication national pour les partenaires, la conception et mise en œuvre d'un stage national « Littérature, écriture et numérique » prévu en avril 2013 et la préparation de rencontres en 2013 de partenaires nationaux (Association des directeurs des bibliothèques départementales et fédération interrégionale des centres régionaux du livre).

DIS-MOI DIX MOTS QUI TE RACONTENT

Pour la quatrième année consécutive, la Ligue de l'enseignement s'est engagée dans l'opération « Dis-moi dix mots » portée par la délégation générale à la Langue française et aux Langues de France. Cela s'est traduit par une promotion dans notre réseau et un soutien à l'opération nationale. Dans ce cadre, quatre fédérations ont reçu un soutien du centre confédéral pour des projets d'écriture avec des collectifs de slameurs.

CRÉATION D'UN PRIX NATIONAL DE LA JEUNESSE DANS LE CADRE DU SALON DU LIVRE JEUNESSE DU PAYS DE LORIENT

Le comité de pilotage a procédé à une sélection de six nouveautés 2012 en romans jeunesse. Neufs structures éducatives du pays de Lorient ont participé au prix (enseignants de français, documentalistes et bibliothécaires). Au total, 70 jeunes ont participé au salon.

LIBRAIRIE DU SALON EUROPÉEN DE L'ÉDUCATION

La sélection des ouvrages proposés est axée prioritairement sur les questions de société, de pédagogie et d'éducation, sur les questions européennes, ainsi que sur la littérature pour l'enfance et la jeunesse dans toutes ses dimensions, dont la bande dessinée. Cette sélection favorise enfin les thématiques abordées dans les lieux et programmes de la Cité de l'éducation. Elle s'adresse à des familles aussi bien qu'à des professionnels de l'éducation et de la pédagogie, formelles ou informelles.



ÉDITION DE L'OUVRAGE LA MARCHÉ

L'année 2012 a été l'aboutissement de la résidence artistique du collectif Faux Amis au sein de l'UEVACJ-EA (Union des engagés volontaires et anciens combattants juifs enfants et amis). Les trois photographes du collectif ont, pendant six mois, exploré la mémoire de l'engagement volontaire juif pendant la seconde guerre mondiale. De cette expérience est née *La Marche*, une œuvre fiction composée d'images fixes et animées et de textes. L'ouvrage final accompagné d'un DVD regroupant 12 films d'animation a été imprimé à 1 000 exemplaires et diffusé gratuitement dans les deux réseaux qui ont porté le projet.

Parallèlement, un comité de rédaction d'une dizaine de personnes regroupant les artistes, la Ligue de l'enseignement, l'UEVACJ-EA, la Fondation pour la mémoire de la Shoah, des enseignants d'histoire, des spécialistes de l'éducation à l'image, s'est réuni trois fois pour élaborer un dossier d'accompagnement qui sera mis en ligne gratuitement en janvier 2013. Une soirée de présentation en partenariat avec la maison du Geste et de l'Image a été organisée le 6 décembre en présence du collectif d'artistes et de l'historien Stéphane Leroy. Une cinquantaine de personnes a assisté à cette rencontre débat animée par la Ligue de l'enseignement autour du thème histoire et création artistique.



LIRE ET FAIRE LIRE

Lire et faire lire est un programme proposé par la Ligue de l'enseignement et l'Union nationale des associations familiales (UNAF).

Mis en œuvre par les fédérations départementales de la Ligue et les UDAF, Lire et faire lire intervient dans les structures éducatives (écoles, centres de loisirs, bibliothèques, structures petite enfance). Nous valorisons tout particulièrement ce lien unique, qui se tisse entre les plus de 50 ans et les enfants. Dans ce cadre, il s'agit de découvrir et de partager le plaisir de la lecture. Et le plaisir stimule l'apprentissage chez les enfants. Il s'agit pour les bénévoles de proposer aux enfants différentes lectures pour développer leur regard critique et leur imaginaire.

Les bénévoles de Lire et faire lire interviennent nombreux depuis quelques années dans les structures petite enfance. Pour poursuivre la présence du programme auprès des tout-petits, quatre journées interrégionales ont été organisées début 2012. 200 participants de 48 départements étaient présents. Animées par Agnès Florin, professeur de psychologie de l'enfance et de l'éducation, ces rencontres annuelles ont permis d'entreprendre une réflexion collective et de dialoguer avec les administrateurs de l'association nationale Lire et faire lire. En octobre 2012, a été présenté le travail d'évaluation qui portait sur 3 axes, la lecture, le lien intergénérationnel et le bénévolat.

CHAQUE ANNÉE, DANS 8 100 STRUCTURES ÉDUCATIVES, 13 800 BÉNÉVOLES FONT DÉCOUVRIR DES LIVRES À PRÈS DE 550 000 ENFANTS.



LA NUIT DE L'ÉCRITURE

Dans le département des Landes, il est un rendez-vous incontournable qui, depuis quinze ans, marque le début de l'été. Initiée par la Ligue de l'enseignement 40 en partenariat avec le parc naturel régional des Landes de Gascogne, la Nuit de l'écriture est un événement culturel, festif et participatif.

L'édition 2012 de la Nuit de l'écriture s'est déroulée le 30 juin dernier. L'espace d'une nuit, elle a réuni une centaine de personnes : des passionnés d'écriture, des novices, des curieux, des amoureux des mots... Pour un tel événement, il faut un lieu propice à l'écriture et à sa restitution, un lieu qui favorise le partage et libère l'imaginaire. Ce lieu, c'est l'airial de Marquèze, une clairière au cœur du

massif forestier, qui se prête à merveille à la création poétique et scripturale.

Au côté des visiteurs, pour les accompagner, les aider à vaincre la peur de la page blanche, une équipe de bénévoles du GFEN (Groupe français d'éducation nouvelle), tous aguerris à l'animation d'ateliers d'écriture. La nuit fut ponctuée d'intermèdes artistiques pendant lesquels comédiens, musiciens, chanteurs, poètes, se sont appropriés les écrits pour les mettre en valeur selon leur sensibilité artistique.

LES ARTISTES LOCAUX PARTIE PRENANTE

Au programme et sous le thème « Prête-moi ta plume », des artistes et des acteurs locaux : Traces Théâtre

Enjeux a donné voix aux écritures par des lectures vivantes et en musique ; Des Cliques et des Claques, une jeune compagnie de théâtre lando-bordelaise, a entraîné chacun dans un onirisme où l'imaginaire le dispute à l'absurde. Incontournable dans ces moments : la présence d'Anthony Clément, à la tête de la librairie indépendante Caractères de Mont-de-Marsan...

Le caractère éphémère de l'événement lui confère un charme particulier. Pour autant, les productions réalisées ne disparaissent pas. Elles sont d'abord rendues publiques en étant accrochées à un fil à linge, puis collectées et publiées sur les sites Internet de la Ligue de l'enseignement des Landes et du parc naturel des Landes.

www.laligue40.fr



JOUONS LA CARTE DE LA FRATERNITÉ

À l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le racisme et les discriminations, des enfants écrivent une carte postale à des personnes dont le nom a été tiré au hasard dans l'annuaire de leur département. Chacune de ces cartes comporte un message de fraternité réalisé dans le cadre d'un atelier d'écriture.

Ce projet simple, poétique et politique, manifeste notre engagement pour une éducation à

l'égalité dans la diversité, notre attachement aux Semaines d'éducation contre le racisme et à la lutte contre toutes les formes de discrimination. C'est aussi une occasion de poursuivre et renforcer notre action d'éducation artistique autour de la photographie et de l'écriture.

Cette année, près de 90 fédérations départementales ont participé à cette opération, permettant aux jeunes d'envoyer près de 200 000 cartes postales.

DEMAIN EN FRANCE, CHANTIER D'EXPRESSIONS

L'opération Demain en France, chantier d'expressions est née peu après les violences urbaines de 2005. Pour offrir aux jeunes des espaces et des moyens d'expression, la Ligue de l'enseignement décide alors de lancer un « chantier d'expressions » où les jeunes sont invités à dévoiler leur vision de la France de demain en choisissant leur mode d'expression artistique. Aujourd'hui, une quarantaine de fédérations départementales relaient l'opération. Demain en France offre la possibilité aux jeunes de différents horizons de se côtoyer et d'échanger et de s'exprimer avec l'aide d'un artiste. La Ligue de l'enseignement s'engage aussi à faire entendre la parole de ces jeunes en présentant publiquement leurs productions. Demain en France, c'est amener les jeunes à aller plus loin que le simple constat, c'est les conduire à les rendre plus critiques et à trouver un moyen juste d'exprimer leurs idées.

CRÉATION DU GROUPE NATIONAL DEMAIN EN FRANCE

La proposition effectuée par le groupe national est de revisiter, 5 ans après, les objectifs de l'opération et notamment ceux relatifs à l'expression par les jeunes de leurs utopies et de leurs rêves pour « demain en France ». Il s'agit de définir l'accompagnement nécessaire qui permettrait aux jeunes de passer du constat à la proposition d'évolutions pour notre société. Cette opération doit permettre au mouvement d'être un laboratoire expérimental de l'accompagnement des pratiques artistiques et citoyennes des jeunes.

45 FÉDÉRATIONS ENGAGÉES
5 UNIONS RÉGIONALES ENGAGÉES
169 ATELIERS, 1 885 JEUNES ENGAGÉS

COLLECTIFS ET PARTENARIATS

L'opération nationale est financée par des subventions nationales issues de CPO (conventions pluriannuelles d'objectifs) de la Ligue de l'enseignement avec le ministère de la Culture, le ministère des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative, la Caisse nationale d'allocations familiales. Pour les fédérations départementales ou les unions régionales, les chantiers d'expressions aident à la construction et à la formalisation de divers partenariats, liés à l'action (artistes, associations, établissements scolaires, services Jeunesse ou Éducation de collectivités territoriales) ou liés aux financements et présentations publiques : partenaires institutionnels (dont financeurs), services déconcentrés de l'État (rectorat ou IA, DRJSCS, DRAC), collectivités territoriales (communes, conseils généraux, conseils régionaux...).

CINÉMA

Il s'agit de relier l'ensemble des réseaux cinéma de la Ligue pour mettre en œuvre une politique commune quant à la diffusion culturelle du cinéma et l'éducation aux images.

Notre but : soutenir et accompagner des films de qualité, défendant des valeurs citoyennes (lutte contre les discriminations...) et une compréhension du monde et ayant besoin d'un éclairage pour trouver leur public. Par ailleurs, la mission Cinéma accompagne les bénévoles et membres des réseaux vers des festivals de cinéma, et des rencontres avec des auteurs pour œuvrer ensemble vers une politique de programmation engagée.

LE GROUPE NATIONAL CINÉMA

Le groupe national Cinéma a tenu deux réunions annuelles, qui ont regroupé de 10 à 25 participants. Les ordres du jour ont porté sur les films soutenus et visionnés, l'animation du réseau et les stages de formation. Depuis 2010, le passage au numérique fait l'objet d'une grande partie de ses travaux qui ont débouché sur la création de deux associations : CINEMASCOP

(association d'établissements cinématographiques) et l'ANCI (Association nationale des cinémas itinérants). Une lettre de diffusion, qui s'adresse aux réseaux de diffusion commerciale ainsi qu'aux fédérations impliquées dans l'éducation au cinéma et à l'image, a été mise en place.

CINEMASCOP

CINEMASCOP, cofondée par la Ligue de l'enseignement et le Groupement national des cinémas de recherche (GNCR), est une association d'établissements cinématographiques qui se donne pour vocation d'intervenir dans les rapports entre exploitants et distributeurs concernant l'équipement numérique des salles de cinéma. Son but : construire une véritable solidarité entre les salles de cinéma indépendantes afin de les accompagner dans toutes leurs démarches liées à la mutation numérique. C'est un groupement sans but lucratif relevant de l'intérêt général et s'inscrivant dans l'économie sociale et solidaire, et respectant trois principes :

- subventionnement public : appel au fonds de soutien (dispositif spécifique "Aide à la numérisation" et soutien automatique) comme pivot des plans de financement ;
- indépendance : dissociation complète de la négociation des contributions numériques de la négociation de l'accès aux films ;
- mutualisation totale : partage du produit de la collecte en parts égales entre les écrans des établissements membres.

L'ANCI (ASSOCIATION NATIONALE DES CINÉMAS ITINÉRANTS)

La Ligue est membre du bureau de l'association et tous les cinémas itinérants de la Ligue y sont adhérents.

Les objectifs de l'ANCI sont :

- regrouper les exploitants, gestionnaires, animateurs, bénévoles de cinémas itinérants afin de promouvoir la spécificité et le développement de cette action culturelle cinématographique dans sa diversité territoriale ;

- valoriser et faire reconnaître par les ministères de tutelle, les pouvoirs publics, les collectivités territoriales et les instances professionnelles l'utilité culturelle, économique et sociale des cinémas itinérants.

LE STAGE DU FESTIVAL DE CANNES

– mai

Un séjour au Festival international du film est réservé aux bénévoles des associations impliquées dans l'action des réseaux Cinéligue. Organisé par la Ligue de l'enseignement avec l'union régionale Rhône-Alpes, il réunit 45 participants chaque année et permet aux bénévoles de nos réseaux de visionner des films, d'en débattre en groupe avec les cadres formateurs, de contribuer à la programmation à venir, d'animer un débat et d'accompagner un film.

LE STAGE DU FESTIVAL DU DOCUMENTAIRE DE LUSSAS – août

Le visionnement des œuvres, les rencontres avec les réalisateurs, les équipes techniques et les programmeurs ont permis de nourrir le travail du groupe national Cinéma et plus largement des fédérations en charge de diffusion cinématographique.

LE STAGE DU FESTIVAL DU FILM ARABE DE FAMECK – octobre

Ce stage a pour but de faire découvrir des œuvres récentes réalisées dans les pays arabophones. 2012 a mis en valeur le cinéma algérien. Une rencontre a été organisée avec la fédération de la Moselle, permettant de situer le projet associatif, artistique et culturel en lien avec la Cité sociale de Fameck, ainsi qu'une table ronde avec des réalisateurs présentant leur film lors du festival.



UN CINÉMA "DU VOIR ET DU FAIRE"

Il aura fallu 10 ans pour que le nouveau Méliès, à Grenoble, voie le jour. Le petit cinéma de la rue de Strasbourg est devenu un beau cinéma de trois salles, implanté dans un écoquartier flambant neuf de la ville. Toujours classé art et essai, il a ouvert ses portes au public le 23 juin 2012.

Malgré un bon taux de fréquentation, le Méliès, cinéma associatif de la Ligue de l'enseignement de l'Isère depuis 1967, était devenu un peu obsolète. En 2002, face à des difficultés structurelles, Philippe Sevrez, alors président de la fédération, et le directeur du cinéma Bruno Thivillier (rejoins par Franck Préseume, secrétaire général, à partir de 2006) décident de se lancer dans un projet d'ampleur : construire un nouvel espace, plus grand, en lieu et place d'une caserne à l'abandon dans un quartier en friche. Dix ans, c'est long, mais entre la redéfinition du parc immobilier et le refus du CNC (Centre national de cinéma)

de financer le projet, de nombreux obstacles ont dû être franchis. Soutenu entre autres par la Ville de Grenoble, le conseil général de l'Isère, le conseil régional Rhône-Alpes et la Caisse des dépôts, le Méliès s'intègre aujourd'hui harmonieusement dans ce nouveau quartier ouvert sur la ville, entre le parc, le centre commercial et des immeubles d'habitations mixtes.

UNE ALTERNATIVE AUX GRANDS CIRCUITS DE DIFFUSION

La ville de Grenoble compte plusieurs multiplexes mais seulement deux cinémas d'art et d'essai. D'une petite salle d'à peine 100 fauteuils, le Méliès est passé à trois salles d'une capacité de plus de 500 places. Le travail mené par le cinéma depuis 45 ans sur l'art et l'essai, la recherche et le répertoire se poursuit. Les choix de programmation sont toujours exigeants et le cinéma est doté des trois labels de qualité : recherche et découverte, jeune public, et patrimoine et répertoire. En cohérence avec le projet éducatif de la Ligue de

l'enseignement, une politique d'accès à la culture pour tous est menée, avec une politique tarifaire volontariste : 4,30 € pour les enfants, un abonnement à 32 € pour six entrées valable 18 mois, 4,60 € pour les bénéficiaires des minima sociaux.

DE L'ÉDUCATION À L'IMAGE

Lieu d'éducation à l'image depuis sa création, le nouveau Méliès propose aujourd'hui des ateliers pour le jeune public. Une salle multimédia avec un équipement informatique et des ateliers de montage et une salle de création avec table lumineuse, écran vert et caméras sont à disposition des classes. C'est aussi un lieu de coordination pour des réseaux d'éducation à l'image (accueil des dispositifs École et Collège au cinéma). Résultat : le cinéma est ouvert de 9 h à 23 h et tout le week-end. S'il est un peu tôt pour faire un bilan, les débuts sont très encourageants et le Méliès espère atteindre les 120/130 000 entrées par an.

www.laligue98.org

COLLECTIFS ET PARTENARIATS

Centre national du cinéma et de l'image animée, Groupe national des cinémas de recherche (GNCR), Association française des cinémas art et essai (AFCAE), Agence française du court-métrage, Festival de Cannes – Quinzaine des réalisateurs, Association française du cinéma d'animation, Cité sociale de Fameck, États généraux du film documentaire de Lussas, distributeur Shellac.

➤ 500 POINTS DE DIFFUSION, 75 SALLES FIXES, 1 800 000 ENTRÉES PAR AN

Les réseaux Cinéligue travaillent en partenariat avec environ 357 associations locales. Ils participent aux dispositifs nationaux d'éducation à l'image (École et cinéma, Collège au cinéma, Lycéens et Apprentis au cinéma et Passeurs d'images) et coordonnent 24 d'entre eux dans les territoires. Ils proposent des ateliers d'éducation à l'image (425 ateliers), la plupart en territoire rural et dans les quartiers dits prioritaires. Les réseaux Cinéligue et les fédérations de la Ligue de l'enseignement participent aux festivals mis en place dans

leurs régions respectives et sont à l'initiative de 16 festivals. **Les réseaux Cinéligue et les fédérations départementales reçoivent une partie de leurs financements :** des DRAC (directions régionale des Affaires culturelles), des conseils généraux, des conseils régionaux, du ministère de la Santé, de la Jeunesse et des Sports, des communautés de communes, des CUCS (contrats urbains de cohésion sociale), du CDVA (Conseil du développement de la vie associative) et du CNC (Centre national du cinéma).

SPECTACLE VIVANT

Le spectacle vivant ou les pratiques d'éducation artistique permettent la rencontre du public avec les œuvres et l'instauration d'un dialogue privilégié avec l'artiste. Notre but : que le public n'assiste pas passivement à une représentation mais la « fabriquer ». Toute l'année, les délégués culturels de nos fédérations rencontrent les artistes et sillonnent leur département, leur région et les grands festivals européens pour assister aux représentations. Leur rôle : favoriser la création, repérer des talents et faire les médiateurs avec une même exigence : qu'un spectacle organisé dans un foyer rural de village recèle les mêmes qualités que celui présenté dans un théâtre de grande ville.



SPECTACLES EN RECOMMANDÉ À CHARTRES - du 16 au 20 janvier

« Spectacles en recommandé » est le grand rendez-vous annuel du spectacle vivant. Ce n'est pas un festival ni un marché de spectacles mais un événement national qui réunit programmeurs et compagnies pour une semaine d'échanges artistiques et de débats. À cette occasion, nous présentons une sélection de spectacles, ce qui permet de repérer et de valoriser un certain nombre de productions artistiques et de mettre en place avec des compagnies des projets de diffusion et d'éducation artistiques.

Les chiffres 2012 : 20 spectacles, 123 participants dont 64 cadres de la Ligue représentant 33 fédérations ; 59 programmeurs de structures partenaires ou extérieures au réseau.

STAGE « CONNAISSANCE DU THÉÂTRE » EN AVIGNON - du 14 au 19 juillet

17 stagiaires dont huit cadres de fédérations départementales, accompagnés de leurs partenaires en région.

PARTICIPATION AU PRIX ANNICK LANSMAN 2012

Constitution d'un comité de lecture national composé de 39 membres, dont 17 élus ou salariés de la Ligue de l'enseignement, et de partenaires divers (enseignants, responsables d'établissements culturels, artistes, retraités, fonctionnaires, etc.).





CÔTÉ COUR, RÉSEAU DE DIFFUSION DE SPECTACLES JEUNE PUBLIC

Le réseau de diffusion de spectacles jeune public « Côté cour », initié il y a 24 ans par la Ligue de l'enseignement de la région Franche-Comté, est devenu en janvier 2013 une scène conventionnée par le ministère de la Culture et de la Communication. Une première pour un réseau de diffusion de la Ligue.

« Valider ce que nous faisons artistiquement depuis toutes ces années est une véritable reconnaissance », se réjouit Jean-Noël Matray, délégué général de la Ligue de l'enseignement de Franche-Comté. Au lancement du projet pourtant, en 1989, il n'existait localement aucune proposition exigeante à l'égard du jeune public. « L'accès à la culture étant au cœur du projet de la Ligue, nous avons souhaité créer un réseau de diffusion autonome, au plus près du public, qui propose des spectacles de grande qualité à des tarifs très abordables, y compris dans des lieux non équipés pour cela », se souvient Jean-Noël Matray. Depuis, le projet est devenu totalement régional. « Nous avons commencé tout petit, sur deux ou trois communes. Aujourd'hui, nous avons des conventions de partenariat avec 35 communes ou communautés de communes. » Les représentations se déroulent pour l'essentiel sur le temps scolaire. Chaque

enfant peut ainsi accéder au spectacle vivant et à la création contemporaine sans exclusion d'ordre économique ou socioculturel. Au-delà des spectacles, un ensemble d'actions d'éducation artistique est proposé avec les équipes éducatives afin de préparer l'enfant à sa position de spectateur et d'acteur de la vie culturelle : stages de formation des enseignants, dossiers d'accompagnement des spectacles, rencontres et échanges avec les artistes...

UN ÉQUIPEMENT DU RÉSEAU TOTALEMENT NOMADE

« Nous avons trois camionnettes de 20 m³ chacune qui transportent nos cadres de scènes, rideaux, régies lumière et son... Nous faisons l'itinérance dans les salles des fêtes que nous transformons en théâtre. » L'équipe : un coordinateur régional, deux chefs de service, deux techniciens permanents, ainsi que nombre d'intermittents et de bénévoles. La modestie des moyens n'empêche pas l'affluence : l'an dernier 16 000 spectateurs ont assisté à 175 représentations de 21 spectacles différents, dont un quart en moyenne viennent chaque année de l'étranger. « Nous y tenons énormément, car il n'y a pas de culture sans différence. De même, si ce n'est pas pour parler du monde comme il va, finalement, un spectacle n'a pas vraiment sa raison d'être chez nous, souligne Jean-Noël

Matray. Nos spectacles sont porteurs de questionnements forts. Nous ne souhaitons pas pour autant qu'ils soient des béquilles pédagogiques. La pédagogie est dans l'art avant tout. »

Le soutien à la création et aux compagnies émergentes est un autre engagement fort de « Côté cour ». « Nous n'avons pas les moyens de produire des spectacles, mais nous décidons souvent qu'un spectacle sera dans notre réseau avant même qu'il soit monté. Ce préachat de séries de représentations est très précieux pour une compagnie. » La labellisation par le ministère de la Culture apportera peut-être un peu plus de confort. « Cela nous installe dans le paysage autrement que comme des amateurs de l'éducation populaire. Par ailleurs, l'ensemble des financeurs, services de Culture, Jeunesse et Sport, Ligue confédérale, conseil régional, les trois conseils généraux et les communes, vont peut-être augmenter leur financement. Nous pourrions alors payer mieux notre personnel et espérer le garder. Quand des débutants ont acquis une expérience chez nous, tout le monde se les arrache. Nous aimerions aussi nous doter d'un responsable de l'éducation artistique. »

<http://laligue.franchecomte.wix.com/urfol-franche-comte>

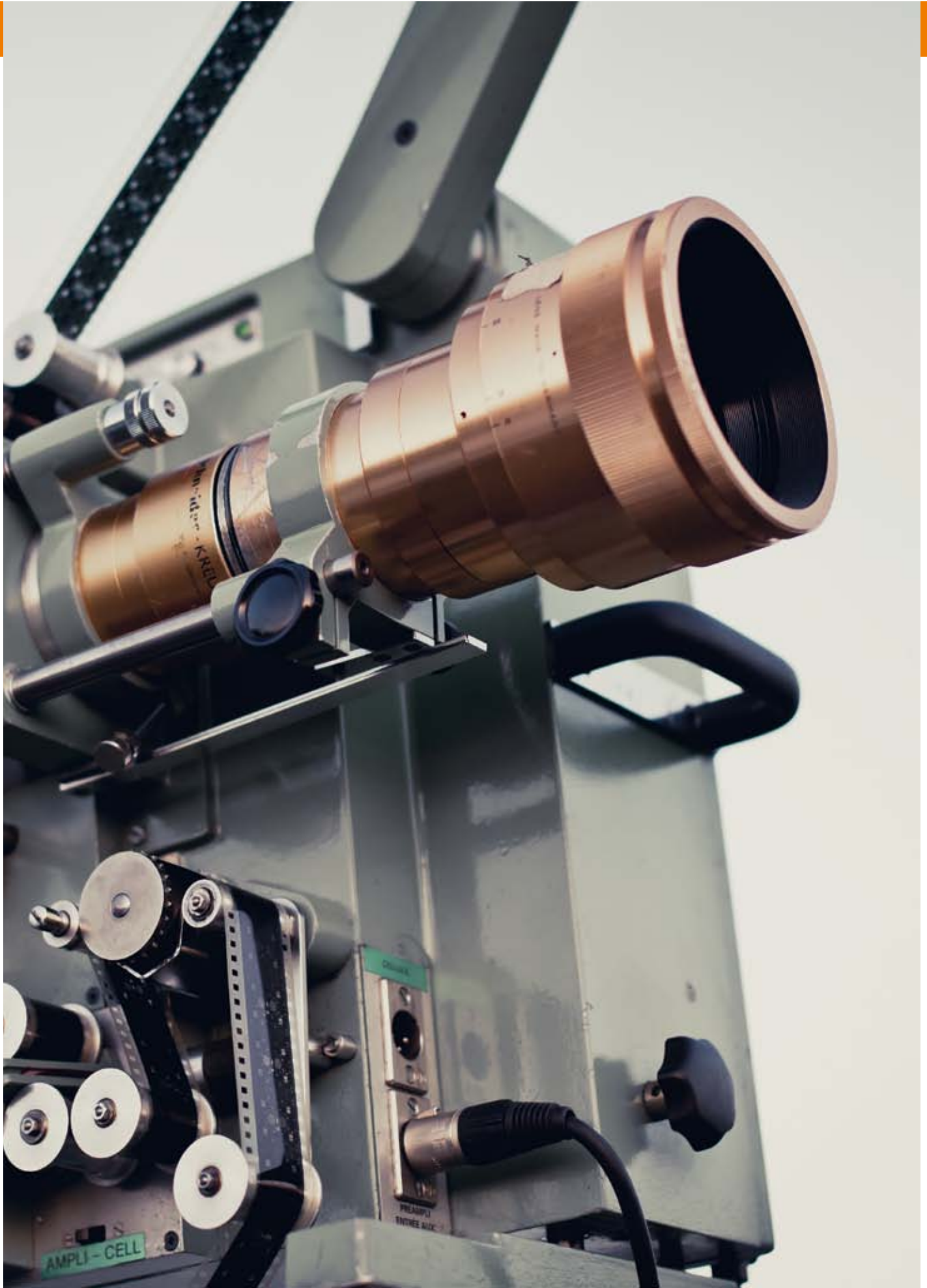
COLLECTIFS ET PARTENARIATS

Ministère de la Culture : financement de « Spectacles en recommandé » et du stage « Connaissance du théâtre » en Avignon.

Lansman Éditeur : partenariat sur le prix Annick Lansman 2012.



NOS 23 RÉSEaux DE DIFFUSION DU SPECTACLE VIVANT TOUCHENT PRÈS DE 400 000 SPECTATEURS CHAQUE ANNÉE PAR UNE PROGRAMMATION DESTINÉE PRIORITAIREMENT AU JEUNE PUBLIC.



SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION

Savoir, connaissance, information et communication sont devenus des ingrédients moteurs de notre société. Les conditions de leur production, de leur diffusion et de leur appropriation sont déterminantes quant à la nature des relations sociales, culturelles, politiques et économiques qu'elles induisent. Pour ce faire, un mouvement d'éducation populaire, comme le nôtre, doit pouvoir jouer un rôle pour permettre à tout un chacun d'être acteur de la société de l'information, au lieu de la subir. Cette préoccupation est au cœur de la mission « Images-information-Société numérique ». Il s'agit d'intégrer cette question dans toutes les dimensions de notre programme (citoyenneté et pratiques démocratiques, culture, éducation, lutte contre les discriminations, vie sportive...). Quatre axes sont explorés : la production d'images, l'éducation aux médias et aux images ainsi que les jeunes et la culture médiatique, l'alliance avec les médias et les usages sociaux des technologies de l'information. Parmi les défis à venir, la Ligue de l'enseignement doit à la fois s'adapter à l'Internet 2.0 et contribuer à faire valoir une conception du web qui favorise l'émancipation plutôt que de fournir des moyens supplémentaires à la lame de fond de la marchandisation.

UNE MISSION SUR LES USAGES SOCIAUX DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

L'animation du réseau dans le domaine du numérique a été renforcée par une mission déléguée, confiée à François Meynier, chargé de mission à la fédération de Dordogne. Ce dernier a notamment conduit la mobilisation contre le projet de traité commercial européen ACTA (veille, articles *Idées en mouvement* et sur le blog de la société de l'info), conçu et mis à disposition des outils-soutiens pour l'animation d'ateliers ou de conférences-débats autour des usages du web social : panorama, historique, éléments de vocabulaire, identité numérique, cyber-réputation, droit à l'image. De plus, des fiches ressources ont été réalisées sur les différents outils numériques au service de la dynamisation de la vie fédérative et mises en ligne sur le blog de la société de l'information :

<http://societedelinfo.laligue.org>.

LE GROUPE SOCIÉTÉ NUMÉRIQUE ET CITOYENNETÉ

Composé de bénévoles, de fédérations départementales, de délégués d'Animafac et de juniors associations, le groupe a pour objectifs que la Ligue de l'enseignement contribue à la réduction de la fracture numérique et à la vigilance citoyenne face à la multiplication des fichiers et aux pratiques de divulgation des données personnelles. Le 21 mars 2012, la première rencontre interrégionale pour préparer la question de congrès de la Ligue s'est tenue à Marseille sur le thème « Éducation populaire et technologies de l'information et de la communication pour l'éducation », lors des Rencontres de l'ORME 2.12 (Observatoire des ressources multimédias en éducation). La Ligue, le CNDP (Centre national de documentation pédagogique) et le CRDP de Marseille partagent en effet la volonté de développer un partenariat autour notamment du numérique.

LE SITE DECRYPTIMAGES

Le site www.decryptimages.net lancé en partenariat avec l'Institut des images est désormais bien installé dans le paysage de l'éducation aux images. Il donne des repères sur l'ensemble de la production visuelle : dans le temps, dans l'espace et par types d'images. Cette année, il a, entre autres points forts, proposé une interview exclusive du peintre Jacques Villeglé, une exposition sur « l'Art de manger à travers les âges »... D'ores et déjà, plus de 1 100 exemplaires de l'exposition « Les images mentent ? Manipuler les images ou manipuler le public » ont été téléchargés.

LES RENCONTRES D'ARLES

C'est sur le thème « Photographie et réseaux sociaux » que s'est déroulé le séminaire d'Arles du 9 au 11 juillet 2012 co-organisé par les secteurs culture et société de l'information. Des entretiens réalisés par le CNDP, l'INJEP (Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire) et la Ligue de l'enseignement ont permis de suivre les analyses des chercheurs, sociologues et artistes présents : Wilfrid Estève, photographe et journaliste, André Gunthert, chercheur en histoire visuelle, Dominique Pasquier et Dominique Cardon, sociologues.

CRÉATION D'ENJEUX @-MÉDIAS

L'association **Enjeux @-médias** (éducation, médias, information, citoyenneté) a vu le jour lors du Salon européen de l'éducation 2012, à l'initiative de trois mouvements laïques d'éducation populaire : les Ceméa, les Francas, la Ligue de l'enseignement et la FCPE (Fédération des parents d'élèves). L'association souhaite peser dans tous les débats initiés notamment dans le cadre de la refondation de l'École, de la mise en place d'une plate-forme d'échanges par la ministre de la Famille et des groupes de travail du CSA. Elle se donne notamment pour objectifs de défendre le droit des citoyens

à une information de qualité, pluraliste et indépendante et les intérêts des éducateurs et des parents afin de disposer des conditions d'une nécessaire éducation aux médias.

CRÉATION DE L'OBSERVATOIRE DE LA DÉONTOLOGIE ET DE L'INFORMATION

La Ligue de l'enseignement a activement participé à la création de l'**Observatoire de la déontologie et de l'information** (ODI) et occupe aujourd'hui une vice-présidence. L'Observatoire effectue une « veille permanente » en matière de déontologie journalistique, interroge les pratiques professionnelles, dégage des tendances sur la durée, et rend publiques ses observations, et ce afin d'améliorer les relations entre les producteurs de médias et les citoyens.

LES ENTRETIENS DE L'INFORMATION

La Ligue a poursuivi son implication dans les **Entretiens de l'information**. Trois rencontres ont été organisées notamment dans le cadre des Assises internationales du journalisme ou en partenariat avec l'INA : « Rédactions au futur », « De quoi le journalisme politique est-il le nom? », « Les médias font-ils l'élection? ».

LES ASSISES INTERNATIONALES DU JOURNALISME ET DE L'INFORMATION

Elles rassemblent journalistes, patrons de presse, chercheurs, enseignants, étudiants, acteurs de l'éducation aux médias et grand public autour de la notion de « qualité de l'information » avec pour ambition d'inscrire dans les lois et dans les faits « le droit de chaque citoyen à une information de qualité ». Lors de la dernière édition, qui s'est déroulée en novembre à Poitiers, la Ligue de l'enseignement et sa fédération de la Vienne se sont impliquées dans plusieurs rencontres dont une sur l'éducation aux médias (voir portrait p. 65).

COLLECTIFS ET PARTENARIATS

Outre le **CLEMI**, **SCEREN-CNP** et l'**APCP** (Agence pour la préfiguration des conseils de presse où nous siégeons au conseil d'administration), des partenariats ont été noués avec :

- **FranceTV éducation** : cette année encore, l'espace proposé au Salon européen de l'éducation par France Télévisions, la Ligue de l'enseignement et les Ceméa sur le thème « L'éducation aux images » a rencontré un vif succès. Les participants ont notamment pu découvrir la nouvelle plate-forme éducative FranceTV éducation (education.francetv.fr) et ses contenus multimédias gratuits à destination des élèves, parents et enseignants (la Ligue est partenaire de la rubrique Éducation à la citoyenneté).

Pendant quatre jours, animations et master classes se sont succédé autour de thèmes comme « De l'image spectacle à l'image citoyenne », « Image virtuelle et image réelle ».

À noter, la journée du vendredi a été l'occasion de revenir sur les valeurs du sport. Deux master classes ont été animées

par le journaliste Thierry Monconthour avec la participation de l'USEP et de l'UFOLEP.

- **Tralalere** : le partenariat noué avec la société Tralalere, conceptrice du logiciel 2025 et productrice de jeux pédagogiques, s'est poursuivi. Conçu dans le cadre du programme « Internet sans crainte », le « serious game » 2025 sensibilise de manière aussi ludique que pédagogique les jeunes aux usages du web. Le jeu et ses fiches d'animation sont mis gracieusement à disposition de notre réseau. Des formations de formateurs, elles aussi gratuites, peuvent être proposées aux fédérations. Ainsi en novembre 2012, une formation a été dispensée aux fédérations de Haute-Saône et de l'Yonne. Avec Tralalere, les Ceméa, les Francas et la FCPE, la Ligue de l'enseignement a réactualisé le guide pratique « Découvrir Internet ensemble, c'est plus sûr » à destination des parents sur les usages d'Internet.

L'OROLEIS

L'OROLEIS de Paris, structure audiovisuelle de la Ligue de l'enseignement, a pour objectif d'accompagner les jeunes dans la découverte des images et de leur analyse en préconisant une démarche d'atelier. L'association développe ses activités éducatives et de pratiques audiovisuelles au travers de dispositifs spécifiques qui s'adressent plus particulièrement aux jeunes de 12 à 25 ans vivant dans les quartiers « politiques de la ville ». L'OROLEIS participe au groupe national Cinéma de la Ligue de l'enseignement et associe le réseau de la Ligue de l'enseignement à tous les événements que l'association organise.

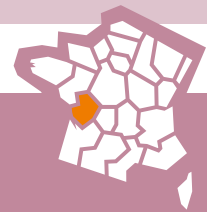
LE FESTIVAL REGARDS JEUNES SUR LA CITÉ – octobre

L'édition 2012 de « Regards jeunes sur la cité » a accueilli plus de 700 jeunes de toute la France. Tout au long

de l'année, l'OROLEIS accompagne des groupes d'Île-de-France dans la réalisation de leurs films les invitant à exprimer leur regard sur la société dans laquelle ils vivent. Au total, cette manifestation concerne plus de 1 000 jeunes en France. 102 courts-métrages ont été sélectionnés.

REGARDS JEUNES SUR LE CINÉMA – mai

« Regards jeunes sur le cinéma », qui se déroule lors du Festival de Cannes, permet à des jeunes de participer de manière active à de grandes manifestations cinématographiques auxquelles ils n'auraient jamais imaginé participer. Son objectif : éduquer le regard, faire réfléchir sur le sens des images. « Regards jeunes sur le cinéma » favorise également l'apprentissage des techniques audiovisuelles en organisant des ateliers de réalisation de reportages critiques. En 2012, cet événement a accueilli 220 jeunes.



AIDER LES CITOYENS À SE SITUER DANS LA CHAÎNE MÉDIATIQUE

La Ligue de l'enseignement de la Vienne a lancé en 2012 tout un dispositif d'éducation aux médias alliant rencontres avec des journalistes et modules de formation pour les associations.

Sous l'impulsion de son secrétaire général Pierre-Yves Boutin, la fédération 86 a souhaité s'emparer de ce défi pour aider les citoyens à mieux se situer dans la « chaîne médiatique » : « Il fallait avoir d'emblée une approche globale en proposant une sensibilisation du grand public par le biais de rencontres, et un dispositif de formations pour outiller les associations, elles aussi confrontées à des mutations dans leur rapport à l'information et dans leurs propres pratiques. Le premier angle d'attaque a été celui du débat. Et ce grâce notamment à Loïc Hervouet, ancien directeur de l'École supérieure de journalisme de Lille et compagnon de route de la Ligue ».

UN PROGRAMME DE DÉBATS AMBITIEUX

Conçue comme un parcours de découverte critique des médias, la première soirée de débat a été axée sur une approche locale. Puis au fil des mois, cinq rencontres ont été organisées et ont permis d'observer le métier de journaliste dans toute sa complexité et dans tous ses paradoxes. Le journalisme en temps de guerre a été évoqué grâce au grand reporter de France Télévisions, Loïc de La Mornais, et au président de Reporters sans frontières, Dominique Gerbaud.

L'objectivité de l'information peut-elle rester entière lorsque le journaliste est en danger et subit de façon plus ou moins marquée les pressions et instrumentalisation de son environnement ? Dans cette lignée éthique, la seconde rencontre a permis d'aborder l'impact des mutations socio-économiques sur le traitement de l'infor-

mation. Philippe Cohen, rédacteur en chef de *Marianne*, et Patrick Busquet, directeur de l'agence de presse Futuring Press, ont apporté leur éclairage. Enfin, avant la pause estivale, un dernier débat a été programmé sur « les journalistes et leur public » avec d'autres compagnons de route de la Ligue de l'enseignement : Yves Agnès, président de l'APCP (Association de préfiguration d'un conseil de presse en France), et Jean-Claude Allanic, ex-médiateur de France Télévisions.

Cette initiative, qui est une déclinaison du dispositif « Information et Citoyenneté » lancé par la Ligue de l'enseignement en partenariat avec les Francas et les Ceméa, a fédéré autour d'elle des partenaires de terrain et des experts des médias, sans qui rien n'aurait été possible. Prochain objectif : donner davantage d'ampleur à ces rencontres en investissant les nouveaux médias sociaux.

www.laligue86.org



COM- MUNICATION

La multitude de nos activités et la richesse de nos actions sont à la fois une indéniable force sur le terrain mais constituent souvent une difficulté pour rendre compte de manière cohérente de notre action au grand public.

Aussi le secteur communication confédéral a-t-il une double mission. Une, primordiale, qui est de mieux communiquer à destination de notre réseau (fédérations, associations locales, adhérents) sur les caps politiques à venir et sur les priorités stratégiques de la confédération. Mieux communiquer mais pas à sens unique. Il est impératif que nous puissions nous nourrir des informations et des réalités de notre réseau.

La deuxième mission est d'avoir une meilleure visibilité pour un grand public sensibilisé sur des sujets précis. La priorité stratégique, tant interne qu'externe, est donc de communiquer sur « l'ensemble » Ligue de l'enseignement afin de faire de notre diversité une force.

LE BLOGCOM

Dans notre optique de mieux communiquer à notre réseau, mais aussi de communiquer de manière unifiée, le secteur communication a lancé un blog. Véritable site ressources à destination des fédérations départementales, **blogcom.laligue.org** permet de consulter l'agenda des événements de l'année (assemblée générale, rassemblements et événements nationaux...). Il met également à disposition de l'ensemble du réseau : la charte graphique, les gabarits des nouveaux supports de communication, des articles sur le web, une photothèque, nos dossiers de réflexion sur l'actualité, nos communiqués de presse...

Aujourd'hui, une soixantaine de fédérations départementales ont adopté la charte et/ou certains codes graphiques de cette dernière pour leur communication papier et numérique.

Le blogcom compte en moyenne 1 000 visiteurs par mois.

UNE BIBLIOTHÈQUE D'IMAGES

Pour donner un peu de chair à notre mouvement et constituer une photothèque, nous avons fait appel à un photographe, Benoît Debuissier, qui a sillonné les quatre coins de la France à la rencontre de nos militants (classes de découvertes, montage d'une salle de cinéma en plein air, colonies de vacances, étapes sportives). Les photographies libres de droit sont disponibles gratuitement pour l'ensemble de notre réseau. En 2012, la photothèque s'est enrichie de trois nouveaux reportages : notre collaborateur a suivi l'édition de Spectacles en recommandé en Eure-et-Loir, le Forum des initiatives jeunes à Paris et le Festival de jazz de Marciac. À consulter sur le **blogcom**.

LES OUTILS DE COMMUNICATION

En 2012, nous avons réactualisé deux supports de communication :

- **L'essentiel de la Ligue de l'enseignement.**

Le but : présenter « l'ensemble Ligue », ses valeurs, la force de son réseau (avec des portraits, des reportages) tout en montrant la cohérence de ses activités. Moins dense qu'un rapport d'activité mais plus précis qu'une simple plaquette, ce livret d'une trentaine de pages et illustré par des photos issues de nos reportages a une vocation institutionnelle mais peut être utilisé par tout le réseau : chargés de mission du confédéral et des fédérations départementales.

- **Une pochette**, cartonnée, personnalisable par l'insertion d'une carte de visite, a été créée.

- **Des « rolls-up »** (signalétiques génériques) institutionnels ont été créés. Certains de ces supports, à destination des imprimeurs, sont visibles sur le blogcom.



- **L'essentiel de la Ligue de l'enseignement**

LA NEWSLETTER INFOSLIGUE

Infosligue est la newsletter interne, envoyée à notre réseau toutes les semaines. On y trouve toute l'actualité du centre confédéral (outils pédagogiques, calendrier statutaire, informations stratégiques et politiques), mais aussi des informations sur des rencontres, des séminaires, des formations et autres colloques susceptibles d'intéresser les fédérations départementales.

Ces informations sont classées par thématiques (vie associative, culture et communication, rendez-vous citoyens, vie de la Ligue, environnement et développement durable...). La newsletter *Infosligue* est envoyée à 3 500 personnes.

NOS PUBLICATIONS

- **Les Idées en mouvement et les dossiers de laligue.org**

Les Idées en mouvement est le journal réseau de la Ligue de l'enseignement, tiré à environ 30 000 exemplaires par mois. Il s'adresse à la fois aux associations de notre mouvement, aux adhérents individuels, aux abonnés ainsi qu'aux partenaires. Ses contenus rendent compte de l'actualité qui touche nos différents secteurs, de l'actualité de nos associations et fédérations et des campagnes initiées ou soutenues par notre mouvement.



- **Les Idées en mouvement**

En 2012, les dossiers de **laligue.org** ont été intégrés dans le mensuel. Ils respectent toujours la même ligne éditoriale : traiter d'un sujet de société et susciter le débat à partir de questions d'actualité, dans l'air du temps, et donner la parole à différents acteurs et experts. Des témoignages et des expériences de notre réseau viennent enrichir ces dossiers centraux.

Nous avons traité en dossier **laligue.org** (vidéo + dossier spécial) : quelle politique de l'immigration ?, comment traiter de la mémoire collective ? Les services publics sont-ils condamnés ? Concernant les dossiers intégrés dans *Les Idées en mouvement* : Comment lutter contre le décrochage scolaire ? A-t-on besoin de morale laïque ? Insertion des jeunes : mode(s) d'emploi. Tous sont téléchargeables sur le site **laligue.org** et le **blogcom**.

En Jeu

En sa qualité de revue de l'Ufolep et de l'USEP, *En Jeu*, une autre idée du sport (10 000 exemplaires, 10 numéros par an) se consacre à l'actualité des deux fédérations qui composent le secteur sportif de la Ligue de l'enseignement. *En Jeu* participe également à la réflexion autour du sport en tant que fait culturel et fait social : historiens, sociologues, philosophes, pédagogues, dirigeants sportifs, mais aussi écrivains ou artistes s'expriment ainsi chaque mois dans ses colonnes.

Parmi les dossiers traités en 2012 : Le parkour face au défi associatif, Les plus de 50 ans et le sport, Sport et changement climatique, Le sport contre l'obésité, Les jeux traditionnels sont-ils modernes ?

LE NOUVEAU SITE DU CONFÉDÉRAL



Nous avons lancé en 2012 un nouveau site Internet pour le centre confédéral. **www.laligue.org** a été adapté à notre charte graphique. Plus ergonomique et plus simple d'utilisation, il met en valeur les activités, les ressources et les actualités du mouvement. Dans la rubrique ressources, de nombreux documents sont téléchargeables : dossiers des *Idées en mouvement*, dossiers pédagogiques, rapport d'activité, textes de référence, prises de position liées à l'actualité, nos contributions sur la refondation de l'École... Une carte de France permet également une identification rapide (adresse, site) de toutes les fédérations départementales de la Ligue de l'enseignement. Le site **laligue.org** compte en moyenne 20 000 visiteurs par mois.

UN BLOG SUR NOTRE QUESTION DE CONGRÈS



Le secteur communication-web a également réalisé le blog **www.education-populaire-congres.org**, destiné à accompagner la réflexion du réseau sur la question de congrès : l'éducation populaire. Il comporte plusieurs contributions et articles, ressources historiques, bibliographies... Il recense par ailleurs les initiatives liées à cette réflexion collective. En particulier, les rencontres interrégionales, telles que celle de Marseille sur l'éducation populaire et la culture numérique, celle de Paris sur les notions de peuple, populisme, cultures populaires. Un suivi de l'actualité des mouvements et des publications est également assuré.

➤ LE SITE DE LALIGUE.ORG COMPTE EN MOYENNE **20 000** VISITEURS PAR MOIS.

LE BLOGCOM COMPTE EN MOYENNE **1 000** VISITEURS PAR MOIS.
LA NEWSLETTER INTERNE EST ENVOYÉE À **3 500** PERSONNES.

EN 2012, **UNE SOIXANTAINE** DE FÉDÉRATIONS ONT ADOPTÉ LA CHARTE GRAPHIQUE DE LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT POUR LEUR COMMUNICATION PAPIER ET/OU WEB ET LA SIGNALÉTIQUE ÉVÉNEMENTIELLE.



SPORT AVEC L'UFOLEP

L'UFOLEP, secteur sportif multisport de la Ligue de l'enseignement et première fédération sportive multisport affinitaire du pays, a axé son projet pour la mandature 2013/2016 autour de deux grands secteurs : le secteur « sport et éducation », à travers la prise en compte de pratique sportive de loisirs ou à finalité compétitive et le secteur « sport et société », qui doit faciliter l'accès à la pratique des publics éloignés.

Ce second axe doit nous permettre d'affirmer plus fortement la dimension éducative du sport, en tant que secteur sportif de la Ligue de l'enseignement, mouvement d'éducation populaire.

Notre volonté à l'horizon 2016 : une UFOLEP installée dans son temps, attentive aux besoins des publics d'aujourd'hui, réactive aux problématiques de la société (santé, cohésion, insertion, emploi, solidarité), soucieuse du respect de l'environnement et adossée à la capacité des hommes et des femmes d'organiser ensemble des réponses adaptées. Nous affinerons pour cela notre modèle fédéral, avec des associations ancrées dans un territoire, pour être capables d'agir dans une politique territoriale.

www.ufolep.org

ACCOMPAGNER NOTRE RÉSEAU FÉDÉRAL

Notre réseau fédéral est composé de 400 000 licenciés, répartis de façon très inégale (d'une centaine d'adhérents à plus de 22 000 pour le comité le plus important). L'objectif est d'accompagner individuellement les structures déconcentrées, de développer nos réseaux et de mutualiser les ressources afin d'aider les comités les moins structurés à rentrer dans une logique de projet de développement.

DÉVELOPPER LA VIE SPORTIVE LOCALE ET NATIONALE

Nous rassemblons plus de 20 000 participants pour une cinquantaine de rassemblements ; une partie de ces manifestations, vitrines de notre mouvement, rassemblent des milliers de spectateurs. Nous cherchons aussi à promouvoir et à mutualiser des initiatives locales : pratiques adaptées à effectifs réduits (foot à 7, volley à 4), mixité, auto-arbitrage, valorisation du fair-play...

Aborder le développement durable de manière transversale : dans le domaine du développement durable, notre travail sur une plate-forme en ligne devrait nous permettre la mise en œuvre de réunions, de conducteurs et d'échanges pour optimiser notre fonctionnement en diminuant très nettement les coûts et améliorer notre bilan carbone. Une sensibilisation à destination du grand public a été proposée à travers la mise en place d'un concours photos intitulé « Sport et développement durable ».

LE SPORT POUR TOUS À L'INTERNATIONAL

À l'international, nous participons activement aux travaux de l'ISCA (International Sport and Culture Association) et notamment du groupe Europe, avec le projet phare « permettre l'accès à la pratique sportive à 100 millions d'euro-péens supplémentaires ». Un rapprochement avec le Parlement européen et une mutualisation des réussites des politiques des différents pays sont mis en place afin d'élaborer une véritable politique du sport pour tous.

LES EMPLOIS D'AVENIR

Dans le domaine de la formation et de l'emploi, nous travaillons sur le dispositif gouvernemental des emplois d'avenir. Nous nous devons de les accompagner à travers la mise en place de parcours de formation destinés aux jeunes éloignés de l'emploi et peu qualifiés (du secourisme jusqu'au moniteur), des formations d'animateurs (BAFA et certificat de qualification professionnelle). Une quarantaine de comités a déjà candidaté.

LE PROJET « UFOWEB »

Dans le domaine de la communication, la mise en œuvre du projet « Ufoweb » s'inscrit dans une stratégie globale autour de l'identité graphique de la fédération, pour harmoniser et rationaliser l'affichage web des comités départementaux, régionaux UFOLEP et des commissions nationales sportives du réseau via un générateur de sites. Ce projet rencontre un franc succès puisque nous avons formé 50 personnes (une quarantaine de comités et une dizaine de commissions nationales). Il sera poursuivi en 2013 et à terme, nous envisageons de proposer ce service à nos associations. Pour ces dernières, nous avons mis en place une « newsletter ».

COLLECTIFS ET PARTENARIATS

- **Le ministère des Sports**, qui a vu son champ d'action élargi avec la prise en compte de la Vie associative et de la Jeunesse, est le principal soutien de notre fédération.
- Par ailleurs, nous renforçons notre collaboration avec **le ministère de la Justice** et de façon plus précise avec **la PJJ** (Protection judiciaire de la jeunesse). Lors du Salon européen de l'éducation, nous avons signé une convention en présence du ministre de l'Éducation nationale, Vincent Peillon, très attentif aux projets en direction des jeunes en situation de décrochage. Cette convention aborde la promotion du dispositif des services civiques pour accompagner les structures et les jeunes relevant de la PJJ.
- Un partenariat est également engagé avec **l'Association des maires ruraux (AMR)**, structure avec laquelle nous souhaitons expérimenter une offre transversale là où la pratique associative sportive tend à disparaître.
- Un nouveau partenariat vient d'être finalisé avec **l'IMAPS** (Institut mutualiste de promotion des activités physiques et sportives) issu de la Mutualité française, également signé lors du Salon européen de l'éducation 2012. Cette convention porte sur la constitution d'une plateforme internet avec géolocalisation des associations et des comités proposant des activités « santé et de bien-être ». L'IMAPS est aujourd'hui un interlocuteur privilégié pour un partenariat à grande échelle entre l'UFOLEP et les plus grandes mutuelles françaises.

► **POUR LA TROISIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE, NOUS CONSTATONS UNE HAUSSE DU NOMBRE D'ADHÉRENTS DE 2%, SOIT ENVIRON 8 000 LICENCIÉS SUPPLÉMENTAIRES POUR 9 276 ASSOCIATIONS. LE TAUX DE LICENCIÉES FÉMININES REPRÉSENTE 44% DES ADHÉRENTS. NOUS POUVONS ESTIMER À PLUS DE 1 MILLION LES PRATIQUANTS OCCASIONNELS QUI CROISENT LES ACTIONS DE NOS RÉSEAUX.**

RAIDY TO GO 2012

Réunis en 24 équipes, 120 jeunes et leurs accompagnateurs se sont retrouvés le 17 juillet au pied de la tour Eiffel, pour le départ du *Raidy To Go*. En onze étapes, ce raid multisports écoresponsable initié par l'UFOLEP Île-de-France proposait à des adolescents venus de différents coins de France de rallier Londres à l'occasion de l'ouverture des Jeux olympiques. Les équipes représentaient des collectivités locales, des structures éducatives ou des comités UFOLEP. Au

fil d'un parcours qui traversait l'Île-de-France, la Picardie et le Nord-Pas-de-Calais, les jeunes ont pratiqué une quinzaine d'activités différentes (escalade, tir à l'arc, aviron, roller, skate, équitation, basket en fauteuil, course en aveugle avec guide, VTT, course à pied...). Après avoir parcouru les 500 km séparant Paris de Londres, les jeunes ont passé les journées du 29 et du 30 juillet dans la capitale britannique. Au programme : la visite du Club France, deux matchs de football à Wembley, les animations du parc olympique...



LE SPORT SUR LE TERRAIN DU SOCIAL ET DE LA SANTÉ

L'UFOLEP du Cantal fédère une quarantaine d'associations et près de 2 500 licenciés. En marge des activités traditionnelles portées par les associations locales, elle a développé des actions mettant en relief la dimension éducative et sociale du sport pratiqué au sein de la Ligue de l'enseignement. Voici quelques-unes des actions mises en place avec énergie dans un département rural.

À la demande de la Caisse d'allocations familiales et de la Ligue de l'enseignement du Cantal, qui gère dix structures ALSH (accueils de loisirs sans hébergement) pour les communes et communautés de communes, l'UFOLEP et l'USEP, fédération du sport scolaire de la Ligue de l'enseignement, ont développé des ateliers de découverte sportive durant les vacances scolaires. Ces séquences animées par des éducateurs sportifs se déroulent dans les communes concernées ou au

centre multisport de Lascelles, cogéré par les deux fédérations, et qui accueille chaque année 3 000 personnes.

DES ACTIVITÉS EN DIRECTION DE PUBLICS SPÉCIFIQUES

Depuis trois ans, le comité départemental UFOLEP du Cantal anime pour le Greta Auvergne (structures de l'Éducation nationale qui organisent des formations pour adultes) des ateliers hebdomadaires de deux heures de pratique sportive pour plusieurs structures : l'école de la 2^e chance (E2C), la formation professionnelle de personnes en situation de handicap mental (FPIPH) et les ateliers relais (collégiens en rupture scolaire). Par ailleurs, l'UFOLEP du Cantal organise chaque année une rencontre de découverte sportive pour les 500 pensionnaires des maisons d'accueil de l'Adapei (Association départementale des amis et parents de personnes handicapées mentales), ainsi qu'un atelier hebdomadaire de pratique physique

pour les résidents volontaires. Un partenariat qui s'est prolongé avec la mise en place de séjours de vacances adaptés dans des centres de la Ligue de l'enseignement et l'intégration de quelques résidents dans des associations UFOLEP.

Enfin, les services de psychiatrie et pédopsychiatrie de l'hôpital d'Aurillac, à travers l'association « La croix marine » et en s'appuyant sur les deux éducateurs sportifs salariés du centre hospitalier, viennent de s'affilier à l'UFOLEP afin de favoriser une pratique sportive régulière de leurs patients, via l'accès au centre de ressources en matériel UFOLEP-USEP et en s'engageant dans le championnat de sport corporatif co-organisé par l'UFOLEP et la FSGT (Fédération sportive et gymnique du travail).

<http://ufolep-auvergne.org>



VACANCES ET LOISIRS ÉDUCATIFS

La volonté de notre société de disposer d'espaces d'éducation par la vie collective est fondamentale.

C'est cet enjeu qui a sous-tendu l'action de notre secteur d'activité durant l'année 2012.

Une année de mobilisation pour défendre l'impérieuse nécessité de permettre à nos villages de vacances pour les familles, à nos centres de vacances ou de loisirs pour les enfants et les adolescents et à nos classes de découvertes pour les élèves, de rester des lieux ouverts à toutes celles et tous ceux qui ne se rencontrent pas, ou plus : parce qu'ils ne vivent pas dans la même région, dans la même ville, voire dans le même quartier ; parce qu'ils ne sont pas de la même origine ethnique, ou ne pratiquent pas la même religion ; parce qu'ils n'ont pas le même niveau de vie, ou ne sont pas atteints du même handicap...

Les milliers de séjours organisés en 2012 par les acteurs de notre réseau nous rappellent que la mixité sociale est d'abord un atout au service des valeurs de la République, et non une difficulté qu'il faudrait contourner en laissant se développer les communautarismes.

En nous mobilisant pour défendre notre point de vue auprès des gouvernements successifs, des parlementaires ou des partenaires institutionnels, nous ne défendons pas un droit à subvention, mais un outil au service du vivre ensemble, cette folle idée qui continue à nous faire penser que la société n'est pas le fruit de la juxtaposition de cultures, mais bien celui de leur addition. En nous rapprochant du monde syndical avec qui nous développons un fort et vrai partenariat, nous voulons réaffirmer le sens même de notre action dans le tourisme social. En défendant la création d'un statut du volontariat de l'animation, nous réaffirmons que l'apprentissage de la citoyenneté passe aussi, pour les jeunes, par la prise de responsabilité auprès de plus jeunes qu'eux. Enfin, en réorganisant encore et toujours notre structuration interne, nous optimisons la mise en synergie des compétences des membres de notre réseau, pour mieux servir notre projet politique commun.

LE COMITÉ NATIONAL VACANCES (CNV)

Le comité national Vacances est composé d'une quarantaine de membres : 30 représentants de fédérations départementales, 6 représentants du conseil d'administration de la Ligue, des représentants du service Vacances confédéral (SVC) et du service de Promotion des vacances à la Ligue comprenant la centrale de réservation (SPVL). La mission de ce comité est de définir les grandes orientations de la politique du secteur afin qu'elles puissent se décliner sur tous les territoires, de contrôler le budget de l'outil fédératif commun qu'est le SPVL en général et la centrale de réservation en particulier, ou de définir les contenus et l'articulation des Rencontres nationales. En 2012, le comité a abordé les aménagements proposés au contrat d'engagement éducatif par le législateur. Une boîte à outils a été conçue pour aider le réseau sur le

plan technique et politique. Il a également débattu de la proposition de création d'un volontariat dans l'animation et sur la laïcité appliquée aux accueils d'enfants et de familles dans nos centres et villages de vacances.

LE COMITÉ NATIONAL VACANCES RESTREINT (CNVR)

Le comité national Vacances restreint, bureau du CNV, est composé d'une vingtaine de membres : des personnes issues du CNV, des responsables de tous les groupes de promotion et les représentants du service Vacances confédéral (SVC) et du service de promotion des Vacances à la Ligue (SPVL). Il est l'espace de coordination et d'échange du réseau pour la mise en application des orientations prises par le CNV, il arbitre en cela les appels reçus par les fédérations en matière de régulation de la production, mais permet aussi de réfléchir aux évolutions des productions.



AU-DELÀ DES LOISIRS, UN VÉRITABLE PROJET ÉDUCATIF

« Les loisirs éducatifs sont un enjeu important pour la Ligue de l'enseignement, estime Vincent Guillemain, délégué général de la Ligue de l'enseignement du Val-de-Marne. C'est une articulation entre l'école et les vacances. Les enfants y passent beaucoup de temps. Nous devons donc être porteurs d'un contenu éducatif, concevoir des moments fédérateurs et favoriser la reconnaissance des loisirs sur l'ensemble d'un territoire. »

Dans le Val-de-Marne, la gestion d'accueils de loisirs a commencé dans les années 1980. Au sein de la Ligue, la fédération 94 a été l'une des premières à s'y lancer : centres aérés, de loisirs, CLSH, ALSH, des dénominations qui ont évolué avec le temps et intègrent aujourd'hui les accueils post et périscolaires et les pauses méridiennes. D'abord sur le département, à Créteil, L'Haÿ-les-Roses, Alfortville, puis au-delà : à Bondoufle, en Essonne, au Pré-Saint-Gervais et, depuis 2010, à Aulnay-sous-Bois, en Seine-Saint-Denis.

UNE ACTIVITÉ EXIGEANTE ET À RISQUE

L'activité est exigeante. Chaque année, la Ligue de l'enseignement du Val-de-Marne déclare plus de 1 600 personnes. Sur les 38 sites d'accueil dont elle assume la responsabilité, 450 personnes sont salariées permanentes. La diversité des contrats impose que chacun soit cousu main. Le chiffre d'affaires annuel de la fédération sur cette gestion s'élève à 9 millions d'euros. « Nos services administratifs (RH, financier, coordination...) ont dû se professionnaliser. La formation qui accompagne ce personnel est aussi un volet complexe et sensible. Par ailleurs, aujourd'hui, nous devons passer par les marchés publics. Enfin, nous évoluons dans un environnement concurrentiel, notamment du secteur marchand, avec lequel nous ne jouons pas à armes égales. »

Au-delà des chiffres, le travail sur les projets pédagogiques est évidemment central. « Notre but est de

développer une offre de loisirs de qualité, porteuse des valeurs de laïcité, de citoyenneté qui participent à l'épanouissement de l'enfant, à sa meilleure connaissance des richesses de sa ville. Nous nous préoccupons aussi du développement du tissu associatif local, du montage de projets partenariaux. Nous travaillons sur différentes thématiques, développement durable, handicap, et organisons aussi un festival des arts enfantins, un autre de cinéma... Avec les Ateliers sous les toits, nous favorisons par ailleurs la collaboration entre les animateurs habituels des groupes et des animateurs spécialisés, ce qui permet aux enfants d'élargir leur horizon. Ces dimensions culturelle, de mixité, de proximité, d'ouverture justifient toute la prise de risque de la gestion », résume le délégué général.

www.ligue94.com

GRUPE DE PROMOTION PATRIMOINE

Le groupe a participé aux travaux des Journées nationales des producteurs et des directeurs au mois de mars en proposant 2 ateliers, l'un sur le plan pluriannuel d'investissement et l'autre sur l'évaluation des investissements nécessaires dans le réseau des établissements de la Ligue pour se mettre en conformité avec la loi dite de l'accessibilité des ERP (établissements recevant du public) qui entre en vigueur en janvier 2015. Ont également été abordés : la construction des contenus et le pilotage de la formation à la gestion de centres et villages de vacances, la gestion financière (budget prévisionnel, pilotage, réajustement), la gestion des ressources humaines, d'affichages légaux, et enfin la gestion patrimoniale, notamment l'entretien courant des bâtiments et la construction d'un plan d'investissement.

GRUPE DE PROMOTION CLASSES DE DÉCOUVERTES

Le groupe a conduit la validation des dossiers producteurs pour la brochure 2012/2013, l'évolution de la brochure classes de découvertes 2012/2013, l'accompagnement du réseau et les visites de centres. Le groupe a préparé et animé des ateliers lors des Journées producteurs et directeurs de mars 2012 sur la communication pendant les séjours, les relations avec les inspections académiques, ou encore l'adaptation de nos productions à des demandes de courts séjours. Le groupe a aussi mené des chantiers spécifiques comme le contrôle des dossiers producteurs VSE France, le cahier des labels « classes de découvertes » et la préparation et animation de la formation à l'attention des délégués ou interlocuteurs classes.

GRUPE DE PROMOTION ENFANTS/JUNIORS

Le groupe a conduit l'organisation des visites de séjours et la validation des dossiers producteurs des brochures nationales juniors et nationales en région (Nord-Pas-de-Calais, Picardie, Basse et Haute-Normandie, Pays de la Loire, Bretagne, Centre, Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées, PACA, Languedoc-Roussillon, Rhône-Alpes, Franche-Comté et Bourgogne). Cette régulation de la production des séjours enfants/juniors est organisée en associant toutes les fédérations départementales regroupées dans les comités régionaux Vacances (CRV). Le

COLLECTIFS ET PARTENARIATS

La JPA (Jeunesse au plein air)

La JPA est une confédération regroupant, entre autres, les grandes fédérations d'éducation populaire laïques organisatrices de centres de vacances et de loisirs (aujourd'hui ACM). La Ligue de l'enseignement participe activement à l'ensemble des travaux de la confédération, aussi bien à l'échelle nationale que dans les comités départementaux. En 2012, la JPA a animé une plate-forme d'échanges avec des associations d'éducation populaire, mais aussi de grands comités d'entreprise sur la revendication d'un statut du volontariat dans l'animation pour nos accueils collectifs de mineurs.

L'UNAT (Union nationale des associations de tourisme)

L'UNAT regroupe l'ensemble des opérateurs de vacances du secteur du tourisme social. Elle a pour mission de les représenter auprès des institutions, d'assurer la promotion du droit aux vacances et de mettre en place des actions ou des services qui servent la démarche collective. La Ligue de l'enseignement est un des membres actifs de l'UNAT. Elle siège au conseil d'administration et au bureau national, mais aussi dans de nombreux conseils d'administration des entités régionales.

groupe a enfin ouvert de nouveaux chantiers : la segmentation de la brochure été 2013 et l'organisation plus mutualisée des transports de groupes d'enfants et de jeunes.

GRUPE DE PROMOTION LOISIRS ÉDUCATIFS

Le groupe a notamment travaillé sur le contenu de la première formation de délégués Loisirs éducatifs. Il a animé de nombreuses séquences autour du projet CED (Citoyenneté-environnement-développement durable), du lien territorial, du projet éducatif et pédagogique de l'accueil de loisirs... La formation a aussi proposé une intervention du CNEA (Conseil national des employeurs associatifs) sur les ressources humaines et plus particulièrement les notions de contractualisation et de convention.

GRUPE DE PROMOTION ADULTES/FAMILLES

Le groupe a travaillé sur l'accompagnement des producteurs dans le classement par étoiles mis en place par Atout France, l'aide aux producteurs à la mise en brochure et l'évolution de celle-ci, ou l'étude des dossiers producteurs. Le groupe a notamment réalisé, en partenariat avec une agence marketing spécialisée, une enquête auprès de nos adhérents en villages de vacances sur l'été 2012.



JOURNÉES NATIONALES DIFFUSEURS

Ces journées, qui se sont déroulées du 30 au 31 janvier 2012 à Paris, ont rassemblé plus d'une centaine de participants. Ont été abordés la présentation des nouveautés en brochures 2012 ou la vente des séjours linguistiques. Des études ont également été présentées pour nourrir notre réflexion et apporter un peu de recul à l'organisation de nos activités comme celles sur les vacances familiales et la perception des colonies de vacances par les parents et les enfants.

JOURNÉES NATIONALES PRODUCTEURS ET DIRECTEURS

Ces journées, qui se sont déroulées du 20 au 21 mars 2012 à Paris, ont rassemblé plus de 85 personnes. Elles ont été l'occasion d'aborder des sujets qui concernaient aussi bien les secteurs vacances, classes de découvertes ou le patrimoine : l'évolution des brochures, les transports d'enfants et de jeunes, le plan pluriannuel d'investissement, la boîte à outils sur le contrat d'engagement éducatif ou la visibilité de nos séjours de vacances sur le net et les réseaux sociaux.

MOBILISATION AUTOUR DU CEE (CONTRAT D'ENGAGEMENT ÉDUCATIF)

Au regard de l'actualité, il a été nécessaire d'organiser des réunions thématiques sur le contrat d'engagement éducatif (CEE) et du volontariat dans l'animation. Une plaquette de communication sur le CEE a été réalisée afin d'aider le réseau dans son travail d'explication pédagogique auprès des élus et partenaires locaux sur



les incidences que celui-ci allait occasionner fortement dans nos séjours, qu'elles soient pédagogiques, organisationnelles ou financières. Ces réunions ont abouti aux 9 propositions de la Ligue de l'enseignement pour un statut du volontariat dans l'animation. Ces deux supports sont disponibles sur le site www.laligue.org.



LES RENCONTRES NATIONALES DES SÉJOURS ET LOISIRS ÉDUCATIFS

Les premières rencontres transversales aux secteurs vacances, classes de découvertes, loisirs édu-

catifs et formation BAF/BAFD ont été organisées en 2012 avec la Ligue de l'enseignement de Haute-Garonne, en remplacement de celles spécifiques à chaque secteur qui avaient lieu jusqu'ici. Elles se sont déroulées du 12 au 15 novembre au domaine d'Ariane à côté de Toulouse.

Elles ont rassemblé 280 personnes de plus de 60 départements. Parmi les invités : l'UCPA, l'UFCV, les PEP, les Francas, l'ANDEV, l'ANCAV TT, Léo Lagrange Vacances, la CCAS... mais aussi des intervenants comme Claire Leconte, chronobiologiste, et Luc Belot, député du Maine-et-Loire, adjoint au maire d'Angers en charge de l'Éducation. Une de nos journées a été entièrement consacrée à la thématique : « Rythmes sociaux, rythmes familiaux, rythmes des vacances ; au-delà des rythmes scolaires, quels temps pour les autres temps ? ». Une vingtaine d'ateliers ont également permis d'aborder des thèmes comme « Laïcité et pratique religieuse » ou des sujets plus spécifiques comme la qualité de nos séjours juniors, l'expérimentation du label CED dans les accueils de loisirs, la Ligue partenaire de l'école pour le départ en classes de découvertes ou encore le contrat d'engagement éducatif...

➤ **PLUS DE 500 000 ENFANTS ET ADOLESCENTS (4-17 ANS) PARTENT CHAQUE ANNÉE AVEC LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT (VACANCES, SÉJOURS LINGUISTIQUES ET ACCUEILS DE LOISIRS);**
157 CENTRES DE VACANCES PRÉSENTS SUR TOUT LE TERRITOIRE, GÉRÉS PAR LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT;
170 000 ENFANTS PARTENT CHAQUE ANNÉE EN CLASSES DE DÉCOUVERTES ET VOYAGES SCOLAIRES ÉDUCATIFS.

43 CENTRES D'ACCUEIL LABELLISÉS CED ET EN 2012 6 ACCUEILS DE LOISIRS, 1 MILLION DE JOURNÉES D'ACCUEIL ENFANTS DANS LES ACCUEILS DE LOISIRS DU RÉSEAU LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT.

900 000 BROCHURES VACANCES POUR TOUS (SÉJOURS ÉDUCATIFS, GROUPES, ADULTES, ENFANTS/JUNIORS, SÉJOURS LINGUISTIQUES) ONT ÉTÉ DIFFUSÉES EN 2012.

VACANCES POUR TOUS



Vacances pour tous, le secteur vacances de la Ligue de l'enseignement, propose une alternative à la commercialisation des vacances et des séjours pour les enfants et les adolescents qui constitue une première expérience vers l'autonomie.

Acteur dynamique du tourisme social et associatif en France depuis 50 ans, la diversité de son offre permet à chacun, enfants, adolescents, adultes, familles, de trouver des formules de séjours authentiques, riches en activités éducatives et en découvertes. Mer, montagne, campagne, nous gérons 160 centres de vacances sur tout le territoire.

DES COLOS SUR MESURE

Loin des logiques marchandes, la Ligue de l'enseignement propose de véritables colonies sur mesure : pour les maternelles (4-6 ans), les enfants (6-12 ans), les 12-14 ans et les 15-17 ans. Tous les séjours sont strictement encadrés et sécurisés (un centre de vacances peut compter un animateur pour 4 enfants de moins de 6 ans) ; le rythme de vie et l'apprentissage de l'autonomie privilégiés.

DES SÉJOURS LINGUISTIQUES DE QUALITÉ

Plus de 50 ans d'expérience font de la Ligue de l'enseignement une des principales organisatrices de séjours linguistiques en France. Membre de l'Office national de garantie des séjours et stages linguistiques, nous travaillons en relation avec des organisateurs locaux, chargés de recruter les enseignants qui dispensent les cours de langue, de choisir les familles d'accueil et d'élaborer les activités et les excursions.

DES VILLAGES VACANCES LABELLISÉS

Pour garantir des prestations de qualité, les villages vacances répondent à un système de labellisation. Il existe le label des « 3 lutins » (environnement, hébergement, animation), décerné par l'UNAT (Union nationale des associations de tourisme et de plein air) et un label interne à la Ligue de l'enseignement, « les soleils », qui concerne les qualités d'animation et d'encadrement des enfants.

www.vacances-pour-tous.org





ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Ligue de l'enseignement est engagée depuis près de 20 ans dans la mise en œuvre concrète d'actions citoyennes d'éducation à l'environnement et pour un développement durable (EEDD). Plus que jamais, nous continuons à privilégier une démarche d'éducation populaire pour agir avec les habitants sur ces questions complexes, dont le traitement remet en cause nombre de pratiques sociales et de comportements individualistes.

Le secteur environnement et développement durable du centre confédéral a deux objectifs prioritaires :

- *développer l'éducation à l'environnement et au développement durable tout au long de la vie (à l'école, dans les accueils de loisirs, dans les clubs sportifs, classes de découvertes...).*

Notre implication dans l'Espace national de concertation (ENC), qui regroupe les représentants des ministères, des collectivités territoriales, des entreprises et des associations, contribue au développement d'une culture commune pour l'éducation à l'environnement et au développement durable. Cela permet d'échanger sur les objectifs de chacun des acteurs et de participer aux propositions pour la définition d'une stratégie nationale de l'EEDD. Dans le cadre scolaire, nos actions répondent aux orientations du ministère de l'Éducation nationale en matière d'EEDD, notamment en direction des établissements scolaires en démarche de développement durable (E3D) ;

- *développer des démarches de développement durable dans notre entreprise associative de l'économie sociale (label CED, Agenda 21 associatif). Nous sommes la première fédération référencée dans la base de données du Comité 21. Dans cette recherche permanente d'innovation, nous travaillons aux démarches de responsabilité sociétale des organisations au sein de l'économie sociale et solidaire en étudiant notamment la RSE (responsabilité sociale des entreprises) ou la normalisation type Iso 26000.*

LE COMITÉ NATIONAL ENVIRONNEMENT DÉVELOPPEMENT DURABLE (CNEDD)

Lieu d'échanges et de construction entre les acteurs de la Ligue dans le domaine du développement durable, le CNEDD permet de croiser les campagnes et chantiers impulsés par le centre confédéral avec les actions de terrain menées par le réseau. En 2012, le comité s'est consacré à la préparation de la conférence de l'ONU Rio + 20 et notamment au projet « La parole des jeunes à Rio + 20 », tout en s'impliquant dans l'organisation des Rencontres nationales de l'EEDD et le suivi de l'ouvrage collectif *Développement durable et responsabilité citoyenne* coordonné par Christian Comelieu, président du CNEDD.



LE PROGRAMME CED (CITOYENNETÉ, ENVIRONNEMENT, DÉVELOPPEMENT DURABLE)

Créé après le Sommet de la Terre de Rio en 1992, le programme CED permet d'initier les enfants aux enjeux du développement durable et à la citoyenneté lors de classes de découvertes. Décliné en label, le CED est décerné aux centres dont les projets éducatifs sont pensés en cohérence : éducation à la nature et au vivant, participation citoyenne des enfants à la vie du centre (tri des déchets, économies d'eau et d'énergie), circuit court d'approvisionnement pour les repas, sensibilisation à l'équilibre alimentaire, etc.

L'animation du réseau CED est assurée par un comité de pilotage composé de directeurs et animateurs de centres labellisés, ainsi que de responsables vacances. Il s'est réuni 4 fois en 2012 pour faire le point sur l'avancée des travaux et préparer les temps forts du réseau, notamment les Rencontres nationales de l'EEDD qui ont fêté les 20 ans du programme CED.

Les commissions d'évaluation du label, réunies 2 fois en 2012, ont renouvelé le label triennal à 12 candidats sur 15. La commission de labellisation a, quant à elle, attribué le label CED à 3 nouveaux centres : le domaine de Camieta (fédération du Lot-et-Garonne), la Fontaine d'Annibal (Drôme) et le centre Fenestre (Charente).

Nouveauté pour cette année 2012, la démarche pédagogique CED, expérimentée dans 11 accueils de loisirs sans hébergement, a permis à 5 d'entre eux d'obtenir le label : les 2 centres, maternel et élémentaire, de Saint-Denis-de-Pile (Gironde), le Relais pleine nature environnement de La Roches-sur-Yon (Vendée), le centre de Scey sur Saône (Haute-Saône) et le centre du Pradet (Var).

Enfin, 11 futurs porteurs de projet CED se sont réunis pendant quatre jours au sein du centre CED de la fédération de Dordogne « Volca Sancy » à Murat-le-Quaire (Puy-de-Dôme) afin d'acquiescer les fondamentaux du programme et label CED, les grands enjeux du développement durable et d'aborder la pédagogie d'un projet d'éducation à l'environnement ou encore la gestion écologique d'un centre.

LE GROUPE ALIMENTATION

Le groupe Alimentation a programmé un stage sur l'alimentation végétarienne et biologique pour les cuisiniers des centres CED. Ce temps de formation, organisé lors des Rencontres nationales de l'éducation à l'environnement et au développement durable (EEDD) 2012 : « CED + 20 » du 19 au 21 novembre à Paris, a regroupé 7 cuisiniers.



AGENDA 21 ASSOCIATIF

Premier Agenda 21 d'un mouvement de l'éducation populaire, le plan d'actions du centre confédéral de la Ligue de l'enseignement a marqué le lancement d'une démarche de développement durable construite collectivement et d'une évolution des comportements des salariés par la sensibilisation. Lettres d'informations, rencontres d'acteurs du commerce équitable, sorties de ter-

rain lors de la Fête de la nature contribuent à cette sensibilisation. L'Agenda 21 est élaboré autour de 4 grandes finalités : réduire les émissions de gaz à effet de serre, améliorer qualitativement et quantitativement notre consommation, favoriser et mettre en œuvre la diversité au sein de la Ligue et adapter et/ou développer de nouvelles activités et 8 engagements, déclinés en actions concrètes.

ESPACE COLLABORATIF

Initialement destinée aux membres du réseau CED, la « communauté numérique » de la Ligue s'est progressivement ouverte à d'autres participants – notamment ceux en charge des Agendas

21 – pour atteindre aujourd'hui plus de 150 membres. Pages d'actualités consacrées au développement durable à l'échelle locale, nationale et internationale, forums de discussion, gestionnaire de fichiers, etc. : cet espace de travail EEDD répond aux besoins des centres d'accueil et des fédérations en termes d'échange d'informations et de pratiques, mais aussi à la demande de mutualisation d'outils pédagogiques, tant internes que ceux développés par nos partenaires.



SENSIBILISER DES FAMILLES AU CŒUR DES QUARTIERS

Calais, première ville du département, est en pleine rénovation urbaine. La Ligue de l'enseignement du Pas-de-Calais travaille depuis 7 ans dans le quartier du Beau-Marais, qui compte 18 000 habitants.

Concerné par la première phase du plan de rénovation urbaine, le sous-bassin Gauguin-Matisse, classé zone urbaine sensible (ZUS), a vu ses tours de 14 étages détruites. Remplacées par des résidences de trois étages maximum, le cadre de vie a été entièrement repensé : petits bâtiments modernes avec colonnes de tri sélectif intégrées, city-stades, jardinets...

« Au-delà de la reconstruction des bâtiments, il y a eu un vrai réaménagement des espaces verts », se félicite Daniel Boys, président de la fédération 62. « Tant qu'à repartir d'un bon pied... autant prendre la dimension environnementale en compte ». Un constat partagé avec des partenaires tels que la Ville de Calais, le conseil régional Nord-Pas-de-Calais, les associations

et le bailleur social. L'initiative « Éco-Logis participatifs » est née.

ASSOCIER LES HABITANTS, MOBILISER LES ASSOCIATIONS

La Ligue de l'enseignement du Pas-de-Calais a ensuite développé une équipe d'animateurs sur le quartier qui intervenait deux fois par semaine auprès des habitants sur différents thèmes (tri des déchets, gestion énergétique, consommation responsable). Pendant un an, les animateurs de la fédération ont multiplié les animations. Un premier écocarnaval a ainsi vu le jour. Les familles ont fabriqué leurs propres costumes et le char construit à partir de déchets recyclables. Lors de la Semaine du commerce équitable, des jeux grandeur nature ont été organisés pour les enfants dans les hypermarchés pour comparer en goût et en prix les produits et pour les familles, des projections de films documentaires. Pour aménager les espaces verts, les habitants ont conçu des nichoirs à oiseaux à partir d'objets

de récupération. La traditionnelle Fête des voisins a été l'occasion d'une animation de 4 semaines : les adultes ont réalisé toute la décoration de table, les enfants les banderoles. Les ateliers cuisine ont permis de valoriser les produits des commerçants locaux et issus du commerce équitable.

Fête de la nature, Festival de l'arbre et de la forêt, village de Noël... beaucoup « d'éco-événements » ont été un prétexte pour sensibiliser des familles sur toutes les dimensions de l'environnement et du développement durable : revalorisation des déchets, formation sur le tri, consommation locale, enjeux du commerce équitable. De nombreuses associations locales ont aussi été mobilisées pour s'engager dans cette démarche d'éducation à l'environnement et au développement durable, pour que chacune intègre cette dimension dans son fonctionnement.

www.ligue62.org

LES 3^{ES} RENCONTRES EEDD-CED

Les Rencontres nationales de l'EEDD 2012 : « CED + 20 » se sont déroulées pour la première fois à Paris du 19 au 21 novembre 2012. Plus de 100 participants – acteurs de l'EEDD intervenant dans les différents secteurs de la Ligue et partenaires institutionnels – se sont réunis pendant trois jours afin de marquer ensemble 20 années d'engagement du programme et label CED. Lors de cet événement, une journée de formation était proposée aux participants autour de 4 thématiques (gestion durable des équipements, activités EEDD et publics handicapés, développement local, et alimentation). Chaque atelier était ponctué d'interventions extérieures et d'expériences du réseau afin d'approfondir le sujet et de mutualiser les démarches pédagogiques propres au thème abordé. Le dernier temps commun des Rencontres était consacré à la question : « Quelles perspectives de l'EEDD pour demain ? ».

L'ESPACE EEDD AU SALON EUROPÉEN DE L'ÉDUCATION

L'EEDD était l'invitée d'honneur du Salon européen de l'éducation 2012. Sur l'espace « environnement et développement durable » de



la Ligue de l'enseignement, plus de 10 animations proposées par les membres du réseau CED, notamment le centre des Grands Moulins de la Ligue de l'enseignement du Cher, et nos partenaires Graine et Vivacités Île-de-France, le WWF, la LPO, ont ainsi pu répondre pendant 4 jours à la soif d'apprendre, de comprendre et d'agir du public en matière d'écocitoyenneté. Enfin, le bar du commerce équitable animé par la Ligue et des membres de la Plate-forme pour le commerce équitable (PFCE) a permis aux jeunes de rencontrer et d'échanger avec les acteurs de ce secteur autour de 3 500 dégustations solidaires.

LA PAROLE DES JEUNES À RIO + 20

L'objectif du projet « La parole des jeunes à Rio + 20 » était d'aider les jeunes à s'approprier les enjeux de la Conférence des Nations unies sur le développement durable (l'économie verte dans un contexte d'éradication de la pauvreté et la gouvernance pour le développement durable), qui a réuni les chefs d'états et représentants des pays membres de l'ONU du 20 au 22 juin 2012, à Rio de Janeiro au Brésil.

Pour ce faire, le réseau de la Ligue de l'enseignement s'est mobilisé afin d'organiser des débats locaux avec les jeunes sur le thème du développement durable, et plus particulièrement en Lot-et-Garonne, Loire, Loire-Atlantique et région Centre. Ils ont permis l'élaboration de propositions concrètes pour Rio + 20 et d'alimenter un débat national qui s'est tenu le 1^{er} juin 2012 à Paris : 190 propositions ont été soumises à un vote sur Internet, pour retenir 15 propositions phares. Une délégation de 10 jeunes et 3 accompagnateurs du réseau de la Ligue a ensuite porté au « Sommet des peuples », le sommet de la société civile, ainsi qu'à la Conférence officielle, du 14 au 24 juin 2012, les propositions plébiscitées par les jeunes français. Elle a également participé à de multiples événements sur place – notamment les « Side Events », conférences-débats – et joué un rôle actif en organisant elle-même des actions (débat sur le travail, actions citoyennes participatives, interviews de personnalités...). De retour en France, les membres de la délégation ont été sollicités et mobilisés dans leurs régions respectives. Ils ont également été présents aux Rencontres de l'EEDD ainsi qu'au Salon européen de l'éducation pour témoigner de leur expérience.

COLLECTIFS ET PARTENARIATS

CFEEDD (Collectif français pour l'éducation à l'environnement vers un développement durable) : plate-forme regroupant plus de 30 organisations de la société civile (associations de protection de la nature, mouvement d'éducation populaire et de jeunesse, syndicats d'enseignants, etc.), elle œuvre en faveur du développement de l'éducation à l'environnement et à sa reconnaissance en tant que véritable projet pédagogique pour l'ensemble de la société.

La Fête de la nature : organisé chaque année en mai, cet événement permet au public de (re)découvrir la nature et sa biodiversité à travers des manifestations festives gratuites dans toute la France, en compagnie de professionnels et de bénévoles. La Ligue fait partie depuis 2011 des 50 partenaires de cette fête désormais internationale, créée à l'initiative du Comité français de l'UICN et de Terre Sauvage. Drôles d'oiseaux était la thématique 2012.

PFCE (Plate-forme pour le commerce équitable) : en tant que membre de ce collectif français de concertation et de représentation des acteurs du commerce équitable en France, la Ligue partage non seulement les valeurs de solidarité et d'équité pour un commerce international responsable, mais promeut aussi l'achat et la consommation durable (bio, local, équitable), notamment à l'occasion de la Quinzaine du commerce équitable.

Comité 21 (Comité français pour l'environnement et le développement durable) : né en 1995 pour faire vivre en France l'Agenda 21, le Comité 21 mobilise des décideurs publics, privés, associatifs, au sein des différentes composantes de la société française. Le Comité 21 conduit aujourd'hui un programme d'éducation au développement durable axé sur les Agendas 21 scolaires (ou E3D).

CNAJEP (Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire) : en tant que membre de ce comité, la Ligue a participé à la « Conférence environnementale pour une transition écologique », et notamment à la table ronde sur la gouvernance pour un nouveau modèle de développement durable.

France Libertés : grâce aux journées « Eau, Planète et Peuples » des 9 et 10 mars 2012, la Ligue ainsi que 300 acteurs de la société civile internationale ont pu lancer un message humaniste fort aux participants du Forum mondial de l'eau (FME) qui s'est tenu du 12 au 17 mars à Marseille : impulser une notion de gouvernance mondiale de l'eau afin que le droit à l'eau et à l'assainissement devienne une réalité pour tous.

F3E (Fondation pour l'éducation à l'environnement en Europe) : la Ligue est partenaire pour la seconde année du programme jeunes reporters pour l'environnement qui permet aux jeunes de 12 à 20 ans de réaliser un reportage sur une problématique locale de développement durable et de proposer des solutions concrètes.

Agir pour l'environnement : association de mobilisation citoyenne en faveur de l'environnement, elle organise chaque année le « Jour de la nuit », événement dont la Ligue est partenaire : ce dernier a pour objectif de faire redécouvrir le plaisir du ciel étoilé et de sensibiliser à la protection de la biodiversité nocturne en luttant symboliquement contre la pollution lumineuse.

Earth Hour (60 minutes pour la planète) est une manifestation internationale du WWF en faveur de la lutte contre le dérèglement climatique. La Ligue de l'enseignement s'est associée à cette manifestation en proposant sur son site le kit pédagogique pour les jeunes à partir de 8 ans.

➤ **40 CENTRES LABELLISÉS CED (35 FÉDÉRATIONS CONCERNÉES),
10 CENTRES CANDIDATS.
5 ACCUEILS DE LOISIRS LABELLISÉS CED.
7 FÉDÉRATIONS DÉPARTEMENTALES ONT ADOPTÉ UN AGENDA 21.
6 COMITÉS DÉPARTEMENTAUX OU RÉGIONAUX DE L'UF•LEP ONT CONDUIT
UN OU PLUSIEURS BILANS CARBONE.**



LAÏCITÉ

Inscrit dans la logique de notre manifeste « Faire société », un document de référence et d'orientation a été produit par le conseil d'administration en avril 2012. Intitulé « La laïcité pour faire société », il couronne nos travaux depuis 2004, tout en s'inscrivant dans la longue histoire de la Ligue. La clé est l'articulation rationnelle entre la laïcité et la diversité. Ce sujet est complexe. La laïcité est un principe juridique, politique, voire philosophique. La diversité est un terme beaucoup plus vague désignant des réalités sociologiques et culturelles. On peut considérer que la laïcité, en garantissant la liberté de conscience de tous, a depuis un siècle assuré une véritable diversité confessionnelle et philosophique, sans privilèges ni discriminations. Les mêmes principes sont applicables de façon efficace pour assurer une véritable diversité culturelle, incluant la diversité religieuse et philosophique comme la diversité d'origine nationale. Ces réflexions et nos actions ont contribué à contrer une vague d'islamophobie qui a débordé de la sphère médiatique pour contaminer une partie notable du mouvement laïque. Notre position participe au maintien d'une conception républicaine, fondée sur l'égalité des droits, face à la transformation de la société française en société multiculturelle.

LE COMITÉ NATIONAL LAÏCITÉ

Composé d'une vingtaine de membres, dont un quart de nouveaux experts, le comité national Laïcité s'est réuni à dix reprises depuis le congrès de Toulouse. Les principaux thèmes traités ont été : la question scolaire avec les conditions de financement public des établissements d'enseignement privés, l'alimentation et les tabous religieux, les positions des partis politiques dans le cadre de la préparation de la campagne

électorale, l'approfondissement des notions de liberté de conscience et de liberté religieuse, la mise en œuvre concrète de la laïcité dans les accueils collectifs de mineurs et les centres de vacances, dans les entreprises pour celles qui se réfèrent à une identité culturelle, philosophique ou religieuse, la situation spécifique de l'Alsace et de la Moselle...



UNE FORMATION POLITIQUE ET MILITANTE

Dans une nouvelle dynamique, un dispositif global de formation a été mis en œuvre : une formation politique et militante. Le module consacré à la laïcité a fait l'objet d'une formation spécifique car il s'agit à la fois d'un principe fondamental pour la Ligue et d'une question politique et culturelle de la plus brûlante actualité. Ces deux types de formation, militante généraliste et militante laïque, sont des formations de formateurs, chargés de mettre en œuvre en région les modules dont ils ont acquis la maîtrise.

TROIS SITES DÉDIÉS À LA LAÏCITÉ

- www.laicite-laligue.org est un site ressources qui propose 600 documents présentés dans le cadre d'une vingtaine de thématiques (loi de 1905, question scolaire, faits religieux, question des sectes, laïcité en Europe, liberté d'expression et droit au blasphème...). Ce site s'est imposé dès 2005 comme une référence.

- www.laicite-educateurs.org a été créé par les Francas, les Ceméa et la Ligue de l'enseignement. Sa ligne éditoriale consiste à traiter des questions concrètes – plus d'une centaine – qui se posent dans la vie quotidienne en apportant des réponses précises du point de vue légal et du point de vue des bonnes pratiques.

- blogs.mediapart.fr/edition/laicite est un blog créé sur Mediapart en 2009, dont l'objectif est le suivi de l'actualité laïque (plus de cent billets publiés) tout en participant de la communauté politico-numérique générée par Mediapart. Une page est dédiée chaque mois à la laïcité/diversité dans notre mensuel *Les Idées en mouvement*. Ont été notamment abordés les thèmes de l'alimentation, le conflit des cultures, la liberté de création, le sport, les rapports de genre, les Journées de la laïcité, les dérives sectaires...

La revue *Diasporiques, Cultures en mouvement* est consacrée au dialogue interculturel, à la rencontre entre les cultures territoriales et les cultures diasporiques, qui représentent respectivement 90 % et 10 % de l'humanité. Destinée au grand public cultivé, elle a publié ses quatre numéros annuels, avec des articles de fond sur les peuples premiers, les Roms, les Caraïbes, les droits des Palestiniens, le massacre du 17 octobre 1961, des études littéraires (La Fontaine, François Villon, Victor Hugo...), les musiques juives, la chanson occitane, des encarts sur les grands mythes, des chroniques et des recensions de livres et de revues... Trois numéros à dominante thématique : liberté, égalité, fraternité ont été publiés en 2012. S'ouvre ensuite une série de trois autres numéros consacrés à l'Europe. Cette ligne éditoriale est originale. Elle se veut globale – toutes les cultures sont interrogées – et positive.

COLLECTIFS ET PARTENARIATS

La Ligue entretient des relations avec la plupart des associations laïques. Elle participe aux réunions du **Comité national d'action laïque** (CNAL), tout en maintenant sa proposition de refondation par l'intégration d'autres grandes organisations, en particulier la **FSU** (Fédération syndicale unitaire). Le partenariat avec le **Planning familial** a été régulièrement illustré (articles, reprises de communiqués, réunions communes...). Un partenariat avec la **CNAF** (Caisse nationale d'allocations familiales) a débouché sur la reprise des textes et interventions de la Ligue sur l'action laïque et l'action familiale dans un site Internet :

www.familles-vivre-ensemble.org. Des relations régulières sont entretenues avec la **Cité nationale d'histoire de l'immigration** (CNHI).

JOUR DE LA LAÏCITÉ – 9 décembre

Depuis trois ans, un moment fort d'affirmation des principes et valeurs laïques est organisé autour du jour anniversaire du vote de la loi de séparation de décembre 1905 : le 9 décembre. Des fédérations départementales de la Ligue organisent des événements (expositions, conférences-débats, projections de films, concours laïcité, plantation d'arbres de la laïcité...) ce jour-là, voire tout au long de la semaine. Des collectifs d'associations laïques sont sollicités dans chaque département pour participer à ces activités. La presse quotidienne régionale couvre largement ces initiatives, devenues rapidement populaires.

LE JOUR DE DARWIN – 12 février

Cette journée, placée le jour anniversaire de la naissance de Charles Darwin, a été lancée en Amérique du Nord pour lutter contre l'obscurantisme créationniste. Elle se développe en Amérique latine et en Europe. Depuis cinq ans, la Ligue organise en France le « Jour de Darwin » autour d'initiatives diverses, notamment une exposition et des conférences de Patrick Tort, directeur de l'Institut Charles Darwin International, affilié à notre fédération du Tarn.

DÉBATS, SÉMINAIRES, COLLOQUES

Nous sommes intervenus au colloque annuel de l'Union rationaliste au Collège de France le 8 avril 2012. La Ligue a également tenu un stand lors des Rencontres féministes début juillet 2012 à Évry. Nous sommes également intervenus lors d'un colloque sur la diversité dans les manuels scolaires, organisé par le Conseil représentatif des associations noires de France (CRAN) et le Syndicat national de l'édition. Des travaux sur la morale laïque se sont développés. Nous avons été auditionnés par la mission du ministère de l'Éducation nationale le 3 décembre 2012. Un texte issu de l'audition est disponible sur le site laligue.org.

**ÉDUCER À L'ÉGALITÉ**

C'est dès le plus jeune âge que s'enseigne l'égalité entre les sexes. Si la famille et l'école constituent des acteurs incontournables, les associations ont elles aussi un rôle primordial à jouer. La Ligue de l'enseignement du Finistère, particulièrement investie dans cette problématique, multiplie les projets.

S'adressant plus particulièrement aux jeunes, la fédération 29 développe des actions en collaboration avec le milieu scolaire, les équipements de quartier et le Planning familial. Concrètement, elle aborde la question des relations femmes-hommes au travers d'actions dans les écoles primaires, collèges et lycées, en proposant aux partenaires de quartier et aux associations affiliées des espaces de débats. La fédération et le Planning familial ont, par exemple, mis en place une formation des enseignants et du personnel d'une école, appelée à s'inscrire dans la

durée. La Ligue de l'enseignement du Finistère participe également, depuis leur création en 2007, aux Biennales de l'Égalité femmes-hommes, organisées par la région Bretagne. Manifestation grand public, elle accueille plus de 200 partenaires scolaires et plusieurs milliers de visiteurs. Cet événement met à l'honneur les initiatives de tous bords (débats, films, formations...) pour rendre effective l'égalité entre les sexes.

FILLES-GARÇONS : LA MIXITÉ SEX'PRIME

La Ligue de l'enseignement du Finistère a, par ailleurs, initié, en partenariat avec le réseau brestois des médiathèques et avec le soutien de la mission Égalité de la ville de Brest, le projet artistique « Filles-garçons : la mixité sex'prime », qui se déroule tout au long du mois de mars. Dédié à la jeunesse et faisant la part belle à

la création artistique, culturelle et au débat, ce projet a permis d'aborder la question des relations entre les filles et les garçons au travers d'ateliers : vidéos, théâtre, créations de BD accompagnées par des artistes, émissions de radio – à l'image de Dimension Ados, sur fréquence mutine (103.8) –, rencontres avec des chercheurs, psychologues et auteurs, projections de films et expo photos.

Pour Sylvaine Mouton-Hamon, responsable du service culturel de la fédération 29, « pareil foisonnement permet de multiplier les lieux, les publics et les supports artistiques. Et de faire émerger la parole des jeunes. Leur enthousiasme pour débattre de ces questions et remettre en cause le modèle établi ou subi, voilà un indicateur important de la nécessité de poursuivre et même d'élargir les projets engagés ».

www.fol.infini.fr



DÉBAT ET OPINION

Active sur le terrain, la Ligue de l'enseignement n'en est pas moins un mouvement d'idées. Les actions de plaidoyer, en France comme en Europe, mobilisent tous les secteurs du centre confédéral. Notre mission, c'est aussi de susciter le débat, la réflexion à l'extérieur, mais aussi au sein même de notre réseau. Nous essayons ainsi d'être à la hauteur des fondateurs de la Ligue, dont l'ambition était de former le citoyen à un esprit critique pour mieux appréhender la société dans laquelle il évolue.

Aussi, les cercles Condorcet constituent un véritable outil de réflexion, où les points de vue se confrontent, tout comme les dossiers des Idées en mouvement, qui font se rencontrer plusieurs spécialistes autour d'un débat de société.

2012 a été une année particulièrement riche pour notre mouvement, car nous avons participé à de nombreuses concertations engagées par les différents ministères.

Plus que jamais, nous nous sommes investis dans l'élaboration de la loi sur la « refondation de l'École de la République », mais aussi dans celle sur l'économie sociale et solidaire ; nous avons également défendu notre vision de la vie associative et de la jeunesse, proposé un volontariat de l'animation, élaboré un texte sur la morale laïque à l'école...



LA COLLECTION AVEC LES ÉDITIONS PRIVAT

Dans la perspective du 150^e anniversaire de la Ligue de l'enseignement et en coopération avec les éditions Privat, nous avons créé une collection « Le comptoir des idées ». En 2012, ce partenariat, qui a pour but de contribuer à mettre en lumière les enjeux et débats de notre temps avec une réelle volonté d'éducation populaire, s'est poursuivi.

Sont donc parus : *Laïcité, laïcité(s) ?* de Jean-Michel Ducomte et *Développement durable et responsabilité citoyenne*, sous la direction de Christian Comeliau.



LES DOSSIERS DES IDÉES EN MOUVEMENT

En 2012, les dossiers de laligue.org ont été intégrés dans notre mensuel *Les Idées en mouvement*, tiré à 30 000 exemplaires. Ils respectent toujours la même ligne éditoriale : traiter d'un sujet de société et susciter le débat à partir de questions d'actualité, dans l'air du temps, et donner la parole à différents acteurs et experts. Des témoignages et des expériences de notre réseau viennent enrichir ces dossiers centraux.

Nous avons traité en dossier laligue.org (vidéo, quiz + dossier spécial) : Quelle politique de l'immigration ? Comment traiter de la mémoire collective ? Les services publics sont-ils condamnés ? Concernant les dossiers intégrés dans *Les Idées en mouvement* : Comment lutter contre le décrochage scolaire ? A-t-on besoin de morale laïque ? Insertion des jeunes : mode(s) d'emploi. Tous sont téléchargeables sur le site laligue.org et le blog.com.

LA REFONDATION DE L'ÉCOLE

Dans le cadre de la concertation pour « refonder l'École de la République », nous avons publié plusieurs tribunes : formation des enseignants, redoublement, formation tout au long de la vie, les enjeux de la culture numérique... Toutes nos contributions sont consultables sur le site de laligue.org (rubrique Ressources, Refondation de l'École) ainsi que nos communiqués et nos prises de positions au Conseil supérieur de l'éducation (CSE).

LA MORALE LAÏQUE À L'ÉCOLE

Nous avons été auditionnés par la commission laïcité, créée par le ministre de l'Éducation nationale Vincent Peillon, dans le cadre de la mise en place de la morale laïque à l'école. Le texte que nous lui avons remis est consultable et téléchargeable sur le site laligue.org (rubrique Ressources, Textes de référence).

PROPOSITIONS POUR UN VOLONTARIAT DE L'ANIMATION

Les animateurs qui encadrent nos colonies de vacances ont besoin d'un statut adapté. Pour que le plus grand nombre puisse exercer le droit de partir en vacances, il faut préserver les organismes associatifs en créant un véritable statut du volontariat de l'animation. Nos 9 propositions sont téléchargeables sur le site laligue.org (Rubrique Ressources, Textes de référence).

LANCEMENT DE LA QUESTION DE CONGRÈS SUR L'ÉDUCATION POPULAIRE

Ce travail prend la forme de rencontres thématiques interrégionales. Leur objectif est d'interroger et mettre en chantier l'éducation populaire à travers les grandes thématiques qui sont aujourd'hui au cœur de l'actualité de ce mouvement. La participation des militants, des fédérations et des régions de la Ligue est un élément important de la légitimité et de l'authenticité de notre réflexion. Les quatre premières rencontres ont eu pour thème : « Éducation populaire et culture numérique » le 21 mars à Marseille, « Peuple, populaire, populisme, cultures populaires » le 23 mai à Paris, « Éducation populaire, arts et traditions populaires » du 25 au 29 juillet à Montignac, en Dordogne, et « Laïcité, éducation populaire et genre », le 5 décembre à Paris, co-organisées par la Ligue d'Île-de-France, le conseil régional d'Île-de-France et le centre Hubertine Auclert. D'autres thématiques sont envisagées : Éducation populaire, corps et sport ; Éducation populaire et cinéma ; Éducation populaire et culture de masse ; Éducation populaire et spiritualités ; Éducation populaire et cultures urbaines...

Une réflexion approfondie sur l'éducation populaire doit s'appuyer sur une analyse des actes et des écrits de nos prédécesseurs. Une anthologie est en cours de rédaction. Elle a pour titre provisoire *L'Éducation populaire en mémoire*. Les trois principaux rédacteurs sont Jean-

Paul Martin, historien de la Ligue auteur d'une thèse *La Ligue de l'enseignement et la République des origines à 1914*, Joël Roman, philosophe, membre du comité éditorial de la revue *Esprit*, directeur de la collection *Pluriel* aux éditions Hachette, et Jean-Michel Ducomte, président de la Ligue, professeur de droit constitutionnel à l'Institut d'études politiques de Toulouse, qui coordonne l'ouvrage. Il sera publié dans la collection *Le comptoir des idées* aux éditions Privat. La période couverte par cette anthologie va de Condorcet aux années soixante-dix.

Notre université de rentrée a été consacrée au thème « Éducation populaire, vie associative et approfondissement démocratique ». Elle s'est déroulée du 20 au 22 septembre à La Rochelle. Vingt intervenants et 130 personnes inscrites ont pu débattre de notre sujet. Durant trois jours l'éducation populaire a été interrogée sous l'angle de son principal moteur et support d'inter-

vention sur les territoires : l'association loi 1901. Comprendre les enjeux soulevés par les nouvelles formes d'engagements individuels et collectifs, échanger sur la fonction politique des associations d'éducation populaire, mettre en perspective le projet d'éducation populaire avec l'idéal d'une société de citoyens actifs ; autant de sujets qui feront l'objet d'apports, de témoignages et d'échanges.

CRÉATION DU PORTAIL ÉDUCATION POPULAIRE SUR WIKIPÉDIA

La Ligue et l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) ont créé, le 12 juin, un portail dédié à l'éducation populaire sur Wikipédia. Nous mettons ainsi en œuvre les idées que nous avons soulevées lors de nos réflexions sur la culture numérique, en relation avec notre groupe de travail sur la société de l'information. Ce portail a pour objectif de rassembler et de pré-



LA RENAISSANCE DU CERCLE JEAN MACÉ DU BAS-RHIN

Le cercle Jean Macé du Bas-Rhin a repris des activités importantes depuis deux années autour d'un nouveau président : Guy Robillart, inspecteur général honoraire de l'Éducation nationale et ancien inspecteur d'académie du Bas-Rhin. Régine Baltz, secrétaire du cercle et vice-présidente de la Ligue de l'enseignement du Bas-Rhin, répond à nos questions.

COMMENT ET POURQUOI AVEZ-VOUS RELANCÉ LE CERCLE JEAN MACÉ ?

En 2011, la fédération 67 avait organisé une exposition et un cycle de conférences sur l'école en Alsace, avec l'aide de plusieurs historiens. Ces derniers ont voulu poursuivre ensemble un travail à partir de la dynamique amorcée. Autre élément : nous étions en début de période électorale et la proposition de François Hollande d'inscrire la laïcité dans la Constitution avait provoqué beaucoup de re-

mous en Alsace, toujours sous régime concordataire⁽¹⁾. Nous avons donc assez naturellement décidé de relancer le cercle. Nous comptons aujourd'hui une vingtaine de membres.

QUELS SONT LES OBJECTIFS DU CERCLE ?

Le cercle a développé un travail d'étude sur le statut scolaire local qui l'a amené à concevoir une proposition de décret, présentée à Jean-Paul Delahaye, à l'époque conseiller spécial de Vincent Peillon. Cette proposition vise à consolider, dans le cadre des spécificités historiques régionales, une des missions de l'École qui est de proposer à tous les enfants un enseignement laïque, une égalité de chances et de moyens.

QUELS SONT LES PROJETS DU CERCLE ?

Nous militons pour rendre optionnelle l'heure de cours de religion actuellement intégrée à l'horaire heb-

domadaire. Comme partout en France, les enfants alsaciens devraient avoir droit à leurs 24 heures de classe consacrées au programme national d'enseignement⁽²⁾. Nous intervenons aussi au niveau des directeurs académiques et du rectorat quant au contenu des circulaires de rentrée. Le statut du cours de religion dans le second degré nous préoccupe également. Conférences et rencontres nous permettent de montrer que l'on peut faire évoluer le statut scolaire sans toucher à notre régime de sécurité sociale ou autres particularismes locaux. Ces amalgames sont souvent entretenus par certains défenseurs du Concordat ou par des lobbies qui savent très bien mobiliser les vieilles peurs. Nous essayons de construire une véritable avancée laïque raisonnable et réaliste.

⁽¹⁾ En 1881-1882 lors des lois Ferry et en 1905, au moment de la séparation des Églises et de l'État, l'Alsace était allemande et les lois de laïcité n'ont jamais été mises en place.

⁽²⁾ Voir contenu de la proposition et argumentaire sur le site : www.laligue67.org.

senter tous les articles en ligne touchant à l'éducation populaire (notions, institutions, militants, mouvements, actualité...). Un deuxième objectif est l'amélioration des articles existants et la création de nouveaux articles. Ce portail a été créé avec l'aide de l'association Wikimedia, association pour le libre partage de la connaissance, fondée sur des principes proches de ceux de l'éducation populaire. [fr.wikipedia.org/wiki/ Portail: %C3%89ducation_populaire](http://fr.wikipedia.org/wiki/Portail:%C3%89ducation_populaire)

CRÉATION DU BLOG SUR L'ÉDUCATION POPULAIRE

Outil essentiel de notre travail collectif et manifestation de notre volonté d'intégrer les apports du numé-

rique, un blog dédié à la question de congrès a été créé le 6 juin. On y trouve de nombreuses informations sur les associations d'éducation populaire, l'histoire, les nouvelles formes de militantisme, les notions fondamentales, des présentations de sites et de livres... Des contributions personnelles sont également en ligne. Ce blog se développe au fur et à mesure de l'approfondissement de la question de congrès. Ce blog est d'ores et déjà bien référencé: il apparaît dès la première page de consultation des principaux moteurs de recherche.

www.education-populaire-congres.org

LES CERCLES CONDORCET

Les cercles Condorcet sont un outil de réflexion accompagnant nos fédérations et le centre confédéral dans l'élaboration des grands textes d'orientation, comme la question de congrès sur l'éducation populaire.

Créés à l'initiative de la Ligue de l'enseignement, ils sont aujourd'hui implantés dans 56 départements ainsi qu'à l'étranger. Très divers par leurs origines, leurs compétences, leurs expériences professionnelles, les adhérents des cercles se rassemblent au service d'un projet à la fois simple et ambitieux: ne pas subir passivement, mais tout au contraire anticiper, comprendre et accompagner les mutations amples, parfois brutales, qui ébranlent la société.

L'objectif des cercles Condorcet n'est pas de constituer un corps de doctrine ou d'élaborer un programme, mais de confronter les points de vue pour secouer les torpeurs, chasser la résignation, laisser renaître l'espoir. Telle est la force de la démocratie, former son esprit critique, faire exercer pleinement sa citoyenneté. Pour mettre en œuvre ce projet, chaque cercle dispose d'une autonomie complète tant sur la forme de ses réunions que sur les thèmes de celles-ci.

La coordination entre les différents cercles est impulsée par le centre confédéral, en relation avec deux instances dont les cercles se sont dotés: le comité de liaison et la conférence des présidents des cercles.

● Les Entretiens d'Auxerre

En 2012, ce rendez-vous incontournable, organisé par le cercle Condorcet d'Auxerre, sous la présidence de Michel Wieviorka, président du comité scientifique des Entretiens d'Auxerre, était intitulé « Rendre (la) justice ». « Résolument pluridisciplinaires », les Entretiens d'Auxerre donnent la parole à des universitaires, mais aussi à des praticiens, sociologues, historiens, juristes et politologues. Ouvert à des intervenants étrangers, le colloque mobilise les ressources intellectuelles de la ville d'Auxerre, du département de l'Yonne et de la région Bourgogne.

Parmi les intervenants: Pierre Joxe, ancien ministre socialiste de l'Intérieur et de la Défense qui fut aussi premier président de la Cour des comptes, l'ancien juge et procureur Philippe Bilger, le sociologue François Dubet, le médecin Véronique Vasseur, qui exerça à la prison de la Santé, célèbre pour avoir dénoncé les conditions de vie des prisonniers, Jean-Pierre Rozenczveig, président du tribunal pour enfants de Bobigny. Ces trois jours de débats ont rassemblé près de 500 personnes.

CIDEM : ASSOCIATION CIVISME ET DÉMOCRATIE

Depuis 25 ans, l'association Civisme et démocratie – CIDEM, dont la Ligue de l'enseignement est partie prenante, est un acteur civique engagé. Elle a su évoluer et s'adapter pour répondre aux besoins des sociétés modernes tout en affirmant son identité propre et sa vocation originale. Le CIDEM s'adresse à tous ceux qui souhaitent s'engager pour faire vivre le civisme dans leur vie quotidienne. Il est le centre de ressources de tous les citoyens qui veulent s'informer, agir ou faire émerger leur conscience citoyenne.

• La place de l'Europe – Salon européen de l'éducation 2012

Présents sur la place de l'Europe du Salon européen de l'éducation 2012, le CIDEM et ses partenaires ont pu bénéficier de contacts directs et privilégiés avec le grand public, la communauté éducative, diverses structures associatives, etc. À cette occasion, de nouveaux outils pédagogiques ont été présentés et diffusés et l'exposition « Les experts du papier » réalisée en partenariat avec Ecofolio fut dévoilée. Profitant de la présence de nombreux partenaires et structures dynamiques à dimension européenne, le CIDEM a lancé officiellement le programme « Les Eurolycées » mené en partenariat avec le Parlement européen et la participation active de la Ligue de l'enseignement.

• L'exposition « Les experts du papier »

L'exposition « Les experts du papier » est un parcours ludique et pédagogique qui invite les élèves (cycle 3) à devenir acteurs dans la boucle du recyclage. Léo Folio leur propose de se mettre dans la peau d'un détective et de mener l'enquête. Leur mission ? Chercher les indices pour résoudre l'énigme du recyclage des papiers en complétant le texte du totem.

Répartie en trois modules, l'exposition représente les différents modes de collecte présents sur le territoire. Elle permet aux élèves : d'apprendre les consignes de tri, de découvrir en images la boucle du recyclage et de réfléchir à un plan d'action pour trier les papiers. Une occasion pour approfondir le travail réalisé en classe et valider les connaissances acquises tout au long du programme pédagogique. Cette exposition a été mise gracieusement à disposition des écoles et des fédérations de la Ligue de l'enseignement.



• Les collections Repères pour éduquer

Destinés aux plus jeunes, les *Repères pour éduquer Juniors* sont des outils pédagogiques de référence pour aborder les grandes questions de citoyenneté. Simples, efficaces, précis et richement illustrés, ces ouvrages permettent d'aborder un thème dans une perspective d'éducation à la citoyenneté.

En 2012, la collection s'est agrandie avec la publication de *Lucille, sur les traces de la guerre de 1870* et *Anna, une jeune citoyenne européenne*.

• Posters sur la V^e République

Conscient que l'apprentissage d'une citoyenneté active ne peut se faire sans, en amont, un effort de pédagogie, le CIDEM, à l'occasion des élections présidentielles, a notamment lancé une collection de posters sur la V^e République. Adaptés aux jeunes générations, ces posters apportent les repères essentiels sur la V^e République, ses dates clés, ses symboles et ses présidents et son fonctionnement institutionnel.

www.cidem.org



EUROPE ET SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Le secteur Europe et solidarité internationale est un centre de ressources pour les fédérations départementales qui informe et accompagne celles-ci dans la conduite de projets européens et/ou internationaux (connaissance des dispositifs et des financements, montage des dossiers, recherche de partenaires).

Sa deuxième mission est de représenter la Ligue de l'enseignement dans les collectifs européens et internationaux, pour peser sur les décisions et les politiques nationales, européennes et internationales en matière de solidarité internationale et de citoyenneté et de construction européenne.

Reconnaissance du statut de l'association européenne, défense de la laïcité comme outil du vivre ensemble, défense d'une construction européenne respectueuse de toutes et de tous dans les organes de décision et d'élaboration des politiques publiques... c'est ce que nous portons dans les différents collectifs à l'échelle européenne. Au niveau international, nous défendons une éducation pour tous dans le monde dans le cadre des objectifs du millénaire de Dakar.

LE SITE EUROPSCHOOL.NET

La Ligue de l'enseignement a coordonné de 2006 à 2009 « Le réseau Europschool », un projet européen de réseau Comenius avec 10 pays et 13 partenaires. Suite à ce projet, elle organise des sessions de formation à Paris dans le cadre de la « formation continue en Europe » pour les enseignants de la Communauté européenne de l'école maternelle au lycée, sur le thème « Éducation interculturelle dès l'école maternelle en Europe : projets européens et bonnes pratiques ».

Les sessions de juin et octobre 2012 ont permis de réunir des enseignants de Roumanie, Bulgarie, Grèce, Belgique, Espagne, Lituanie, France. Le réseau Europschool a organisé un colloque pendant le Salon de l'éducation de novembre 2012 sur le thème « Les projets de partenariats scolaires multilatéraux Comenius à Paris, 2012 » auquel ont participé des DASEN, inspecteurs, conseillers pédagogiques, directeurs et professeurs des écoles des académies de Paris, Versailles et Créteil. Le réseau Europschool aide et accompagne l'élaboration de projets scolaires multilatéraux et valorise les projets existants sur son site.

www.europschool.net

LES RELATIONS FRANCO-ALLEMANDES

La Ligue est partenaire de l'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ). L'Office soutient des échanges de jeunes et d'acteurs de la jeunesse depuis sa création en 1963. Ainsi, le secteur international gère l'ensemble des demandes de financement des projets franco-allemands du réseau de la Ligue et peut être sollicité pour apporter un soutien pédagogique à l'organisation des rencontres.

En 2012, 36 rencontres franco-allemandes ont été organisées (échanges sportifs, culturels et socioprofessionnels ainsi que deux stages tandems d'apprentissage linguistique mutuel et réciproque entre un Français et un Allemand travaillant en binôme) et une formation BAFA-Juleica (formation allemande proche du BAFA). En 2012, la Ligue de l'enseignement, l'UFOLEP et l'USEP, en partenariat avec la Deutsche Sportjugend (équivalent du CNOSF pour la jeunesse en Allemagne) et l'association sportive ASC Göttingen, ont mis en place le volontariat franco-allemand. Depuis, une fédération départementale de la Ligue et deux comités UFOLEP ont accueilli des volontaires allemands en leur sein. Trois jeunes français ont pu partir dans des structures partenaires outre-Rhin, dans un souci de réciprocité, prôné par l'OFAJ.

EUROPEMOBILITY

Depuis octobre 2011, le centre confédéral s'engage avec neuf partenaires européens pour la mobilité en Europe au sein du projet "Europemobility". Il s'intéresse à la mobilité euro-

péenne dans les secteurs de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de l'éducation non formelle et informelle. Les objectifs sont de promouvoir les séjours à l'étranger dans le cadre d'un stage professionnel et de faire de la mobilité intereuropéenne une réalité de l'éducation et de la formation tout au long de la vie. Un réseau international de coordonnateurs de mobilité a été créé afin de faciliter la recherche de partenaires et les échanges entre organismes.

Un concours vidéo pour les participants aux programmes de mobilité a eu lieu en octobre 2012 et sera reconduit chaque année. Le projet vise à toucher les acteurs politiques concernés par le thème de la mobilité, les organisations et associations de l'éducation et de la formation ainsi que les participants (potentiels) aux programmes de mobilité. "Europemobility" (EUM) est un projet LEONARDO financé par la Commission européenne. 10 organisations de différents secteurs de l'éducation et de la formation de 7 pays européens agissent au sein du programme. www.europemobility.eu

OUTREACH, EMPOWERMENT, DIVERSITY

Le projet européen "OED - Outreach Empowerment Diversity" réunit pour une période de trois ans 16 organisations de 14 pays européens sur la question de l'éducation des adultes avec moins d'opportunités notamment des personnes issues de l'immigration ou des Roms. L'organisateur est EAEA, Association européenne de l'éducation des adultes. Les membres du projet recherchent des exemples de « bonnes pratiques » permettant de renforcer les capacités des individus en tenant compte de leur diversité. La lutte contre l'exclusion est le premier objectif de ce projet en plaçant les apprenants au centre du processus éducatif pour leur permettre d'occuper une place active dans la société et d'exercer leur droit à la citoyenneté.

IT'S OUR COMMUNITY

"It's our community" est un projet européen de recherche sur les pratiques innovantes de l'économie sociale et solidaire, en particulier de l'action sociale et de l'appropriation des services d'intérêt général. Le projet est géré par les organismes britanniques the Big Society et NCVO (National Council for Voluntary Organisations), et soutenu par la fondation Calouste Gulbenkian et NESTA (National Endowment For Science, Technology and the Arts). Le projet cherche à analyser les pratiques innovantes de ce que nous appelons, en France, économie sociale et solidaire ou third sector, ou voluntary services en Europe. Les recherches sont effectuées par des organismes partenaires situés en Allemagne, en France, au Portugal et au Royaume-Uni.

L'objectif immédiat est d'identifier trois études de cas par pays et de mettre en avant des conseils pratiques sur les défis et les opportunités en direction des groupes de citoyens euro-

péens. Il s'agit de savoir comment les groupes de citoyens et les individus en Europe agissent socialement et s'approprient les services publics ou les services d'intérêt général. L'objectif final de cette étude est de développer un guide pratique et une gamme de ressources pour les décideurs politiques, autorités locales et les groupes et individus des communautés afin de soutenir leur développement grâce à des approches innovantes. Les ressources sont traduites dans quatre langues et sont diffusées dans les réseaux européens. Une conférence a eu lieu le 4 avril à Paris où les chercheurs et acteurs de chacun des pays partenaires se sont retrouvés pour partager et commenter en profondeur une étude de cas par pays. Un séminaire de restitution du projet a eu lieu le 11 juin au Portugal. L'ensemble des travaux ainsi que les conclusions seront consultables sur le site Internet du projet.

www.itsourcommunity.eu/fr

LA PLACE DE L'EUROPE, AU SALON EUROPÉEN DE L'ÉDUCATION

Le secteur des relations internationales et européennes de la Ligue de l'enseignement a tenu un stand et animé l'espace collectif sur la « place de l'Europe » dans l'espace ONISEP au Salon européen de l'éducation. Au programme : des animations sur la citoyenneté et l'histoire européenne des associations partenaires pour l'événement : Association européenne de l'éducation-France (AEDE), European Peer Training Organisation (EPTO), Association Promouvoir l'euro-Culture, A Jewish Contribution to an Inclusive Europe (CEJI), Jeunes européens-France, Mouvement européen-France,

Parlement européen des jeunes-France (PEJ-France). Le secteur international et européen a partagé la « Place de l'Europe » avec les représentations françaises du Parlement européen et de la Commission européenne, avec l'Agence Europe-éducation-formation France (2e2f), le Cidem, les conseillers du réseau Euroguidance et l'association Éveil.

LA LIGUE INTERNATIONALE DE L'ENSEIGNEMENT, DE L'ÉDUCATION ET DE LA CULTURE POPULAIRE

En 2012, la Ligue internationale a assisté et soutenu la création de la Ligue tunisienne de l'éducation. Celle-ci a été créée par des acteurs de l'éducation, autant formelle que non formelle, qui s'étaient réunis en décembre 2011 à l'initiative d'ARCI (association italienne d'éducation populaire) et de la Ligue de l'enseignement. La Ligue tunisienne de l'éducation a participé à l'assemblée générale de la Ligue de l'enseignement. Elle a accueilli une délégation de la Ligue de l'Ariège et prépare pour les premiers jours de 2013 une rencontre avec le ministre de l'Éducation nationale tunisienne.

SEMAINE DE L'ÉDUCATION, FORMATION TOUT AU LONG DE LA VIE

La plate-forme EUCIS-LLL, Solidar et d'autres membres européens ont, durant la semaine du 26 au 29 novembre 2012, organisé une Semaine de l'éducation à Bruxelles au Comité économique et social européen (CESE), à la Commission, avec des parlementaires européens. Une audition publique sur les compétences de base en éducation non for-

COLLECTIFS ET PARTENARIATS

- **Solidar** : plate-forme regroupant 56 membres de 25 pays européens. Nous sommes membres du conseil d'administration, nous participons aux commissions de travail dans les champs de l'action sociale, de la solidarité internationale et de l'éducation et la formation tout au long de la vie. www.solidar.org
- **EUCIS-LLL** : plate-forme de plates-formes européennes sur l'éducation et la formation tout au long de la vie. Nous en assurons la vice-présidence. 25 réseaux européens composent la plate-forme : formation professionnelle, universités, étudiants, éducation non formelle, éducation des adultes, associations de jeunesse. www.eucis-lll.eu
- **Forum civique européen** : réseau de 100 associations de tous les pays européens (les 27) et au-delà (l'Europe des 47 : Conseil de l'Europe) qui œuvre pour la création de journées civiques européennes dans les pays de la présidence européenne, pour la mise en place de campagnes notamment de reconnaissance du statut de l'association européenne.

Nous en assurons la présidence. www.civic-forum.eu

- **France Volontaires** : plate-forme des volontariats internationaux d'échange et de solidarité. Nous sommes membres du comité directeur de la plate-forme française.
- **Solidarité Laïque** : ONG de solidarité nationale et internationale du secteur laïque en France. Nous en assurons la vice-présidence et participons à plusieurs programmes (voir la page suivante).

Par ailleurs, nous assurons la coprésidence et le secrétariat du groupe de liaison de la société civile du Comité économique et social européen. Ce groupe réunit environ 17 coordinations européennes sectorielles et organise chaque année en mars une Journée de la société civile à Bruxelles. Enfin, nous assurons le secrétariat de la Ligue internationale de l'enseignement, de l'éducation et de la culture populaire. Nous sommes membres du bureau de l'Association européenne de l'éducation des adultes. www.eaea.org

melle, et une table ronde sur la formation sociale et l'éducation pour tous, ainsi qu'une rencontre avec la direction générale Éducation et Culture sur les nouveaux programmes « Erasmus pour tous » ont constitué l'ossature de la semaine. EUCIS-LLL a coordonné les actions de lobbying pour la promotion de l'éducation des adultes et la nécessité d'avoir un budget à la hauteur des ambitions pour les futurs programmes d'éducation de la Commission européenne.



LA CAMPAGNE « PAS D'ÉDUCATION, PAS D'AVENIR ! »

« Pas d'Éducation, pas d'Avenir ! » est une campagne nationale organisée en partenariat avec Solidarité Laïque et le soutien de Milan Presse. D'avril à août, c'est l'occasion de sensibiliser les plus jeunes et le grand public aux réalités de l'éduca-

tion dans le monde et les difficultés d'accès à l'école. Une collecte sur la voie publique est mise en place à cette occasion. L'affiche de 2012 a été réalisée par Tofdrü, publicitaire et illustrateur. Le groupe « Face à la mer » et le scientifique Vincent Rivasseau en étaient les parrains. Chaque année, des projets éducatifs d'associations sont sélectionnés et reçoivent des fonds collectifs pour des constructions de classes, de bibliothèques, pour la formation de mères éducatrices, ou bien la mise en place d'activités extra-scolaires et éducatives. En 2012, 40 projets dans 18 pays (Burkina Faso, Colombie, Maroc, Bangladesh...) ont été soutenus. Un travail de création et de diffusion d'outils pédagogiques dans le champ de l'éducation au développement a commencé et ce pendant deux ans, grâce à l'Agence française de développement (AFD).

www.pasdeducationpasdavenir.org



LA "CARAVANE ANTIMAFIA"

La Ligue de l'enseignement du Var a mis en place une « Caravane antimafia » pour bousculer les clichés « cinématographiques » des jeunes et les sensibiliser aux systèmes illégaux mis en place par la mafia. Au-delà de cette dimension éducative, le projet a une forte vocation de solidarité internationale.

Les 5, 7 et 8 octobre 2012, les trois étapes françaises de la Caravane antimafia à Nice, Toulon et Marseille avaient une double perspective : éducative, d'une part, en ce qu'elles s'adressaient d'abord aux collégiens, lycéens, jeunes en formation, ou en réinsertion. « Les expositions, films, interventions de personnalités de la lutte antimafia sur l'histoire des mafias, leurs modes d'action, ont pour but de bousculer leurs préjugés. Les jeunes pensent au film de Scorsese, *le Parrain*, aux règlements de comptes. Ils n'imaginent pas les fonctionnements non violents sur des fonds illégaux inscrits dans l'économie internationale », décrit Mickaël Rioualen, chargé de mission Éducation à la Ligue de l'enseignement du

Var qui a coordonné les étapes du sud de la France. Mais le projet a par ailleurs une forte vocation de solidarité internationale. « La solidarité internationale peut aussi concerner un pays voisin comme l'Italie qui vit quelque chose de difficile. Par le biais de l'éducation, nous pouvons amener les jeunes à combattre ce fléau qu'est la mafia. »

UN PARTENARIAT AVEC LES ITALIENS D'ARCI

Le passage de la Caravane antimafia en France est né du partenariat noué entre la Ligue de l'enseignement de PACA et ARCI (Associazione ricreativa e culturale italiana), un mouvement d'éducation populaire italien dont la caravane d'éducation à la légalité parcourt l'Italie depuis 1994. Pour le mouvement italien, en proposant des échanges et de l'information sur les mafias, l'idée était de venir en aide aux habitants de lieux opprimés par des pouvoirs criminels. Certes, les choses ne sont pas tout à fait comparables en France, en particulier parce qu'aucune loi française ne définit

la mafia *stricto sensu*, mais aussi parce qu'il n'existe pas d'organisations constituées telles que les décrit la loi italienne. « Néanmoins, il y a de la corruption, des clans. Trois départements de l'Urfol PACA sur les six sont confrontés à des problèmes de ce type. »

« Il s'agit d'éducation populaire. Nous sommes totalement dans notre rôle. ARCI parle d'ailleurs d'éducation à la légalité démocratique. Ce qui est très proche de l'éducation à la citoyenneté tout en étant plus précis. » Les liens entre les deux mouvements sont amenés à se développer encore durant l'année 2013. « Ce partenariat est une vraie réussite. Nous parvenons à travailler ensemble, pas seulement sur des questions éducatives, mais sur des problèmes de société très concrets. Pour le programme 2013 de la Caravane, nous souhaitons travailler sur des outils communs et explorer comment coconstruire un programme d'éducation avec d'autres pays. »

www.fol83.laligue.org



SOLIDARITÉ LAÏQUE

Solidarité Laïque est une union associative réunissant 53 organisations françaises (associations, syndicats, mutuelles, coopératives et fondations), qui agit en France et à l'international. Elle nourrit son principe de solidarité et de coopération par une approche spécifique qui consiste au rapprochement de corps de métiers éducatifs et sociaux au Nord comme au Sud, à travers le développement de partenariats d'échanges de savoirs et de compétences, de formations, et de plaidoyers communs. L'objet central de ces échanges est la création de tissus de solidarité internationale non étatique, le renforcement des capacités des acteurs agissant sur les terrains éducatifs et sociaux, l'influence des politiques publiques des mêmes secteurs. Ainsi Solidarité Laïque et ses membres déploient-ils leurs actions en partenariat avec les sociétés civiles d'Afrique de l'Ouest, d'Asie du Sud, des Caraïbes et d'Amérique latine, d'Europe orientale et du monde arabe et méditerranéen. Cela au bénéfice des populations les plus fragiles : enfants abandonnés ou maltraités, enfants des rues, jeunes chômeurs ou exclus, femmes et mères

célibataires, handicapés ; ou de catégories socioprofessionnelles essentielles pour le développement humain : puéricultrices et animateurs sociaux, enseignants, éducateurs spécialisés, formateurs, jeunes entrepreneurs, cadres associatifs et syndicaux...

La Ligue est investie dans deux programmes de Solidarité Laïque :

- **le PRODERE-AO** (programme d'appui aux réseaux d'éducation en Afrique de l'Ouest : Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger et Sénégal). 5 réseaux nationaux, réunissant plus de 111 organisations, sont nés de cet appui avec pour objectif d'être des interlocuteurs légitimes des pouvoirs publics ;
- **et le PCM** (programme concerté Maroc), programme d'appui aux organisations de jeunesse et d'éducation populaire au Maroc. A permis de renforcer les capacités de la société civile locale (70 organisations) à agir et à dialoguer avec l'État.

www.solidarite-laique.asso.fr/

► **5 PROGRAMMES COLLECTIFS ET PLURIANNUELS D'AMPLEUR, SUR 5 ZONES GÉOGRAPHIQUES.**

PLUS DE 500 ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE CONCERNÉES DIRECTEMENT PAR LA COOPÉRATION DE SOLIDARITÉ LAÏQUE.

PLUS DE 30 000 JEUNES ET ENFANTS DANS LE MONDE CONCERNÉS DIRECTEMENT ET INDIRECTEMENT PAR LES PROGRAMMES DE SOLIDARITÉ LAÏQUE.

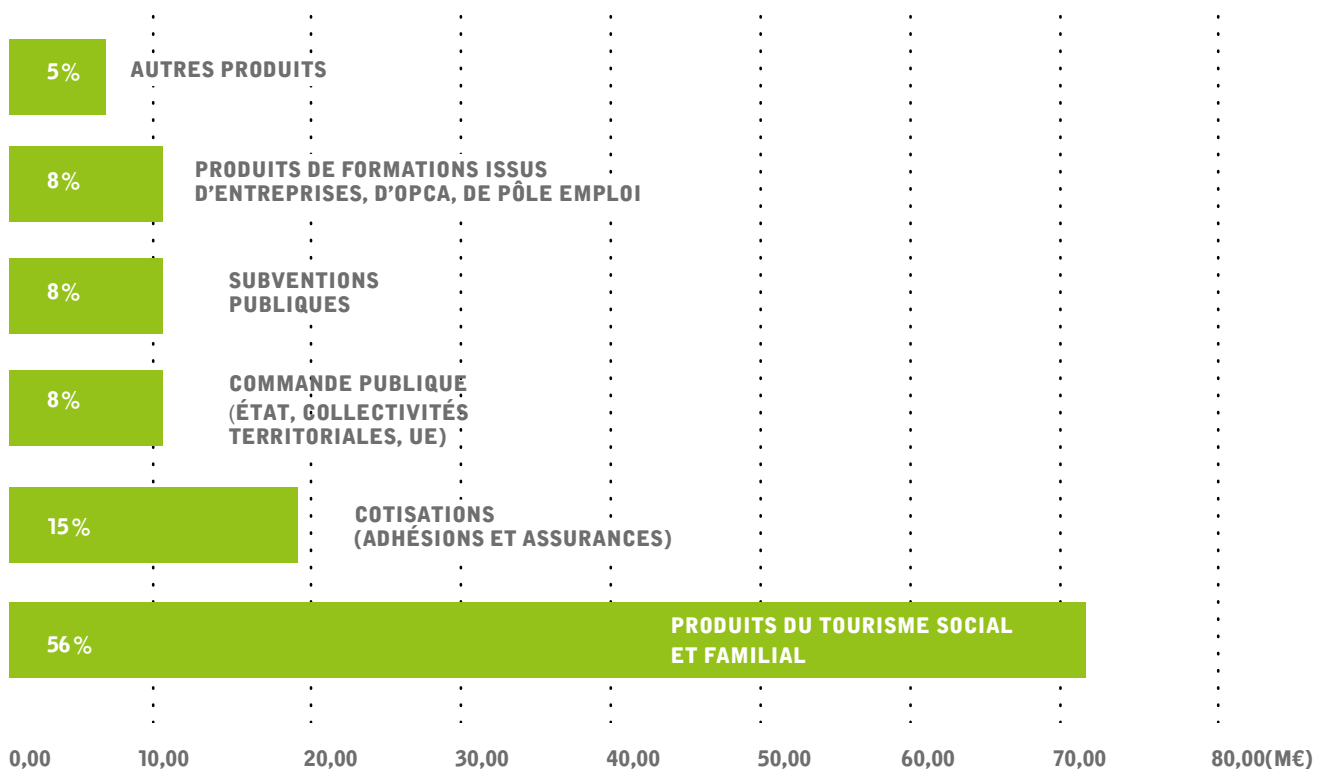


3

**UNE ENTREPRISE
DE L'ÉCONOMIE
SOCIALE
ET SOLIDAIRE**

UNE ENTREPRISE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

RESSOURCES DU CENTRE CONFÉDÉRAL DE LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE SES OUTILS NATIONAUX*



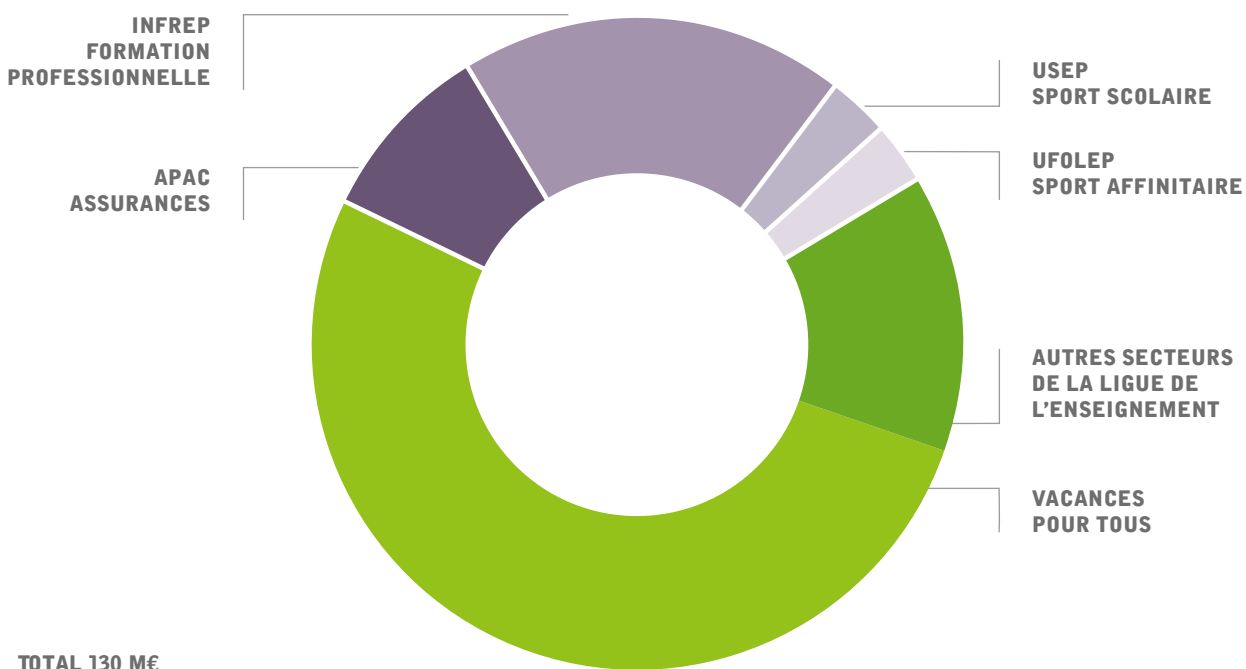
La plus grande diversité des ressources est activement recherchée par la Ligue de l'enseignement car elle est un gage de durabilité et d'indépendance.

Le présent rapport rend compte de l'activité de la Ligue de l'enseignement, en tant que personne morale, mais aussi des outils nationaux spécialisés, dont elle s'est dotée, en près de 150 ans, pour remplir des missions telles que l'assurance confédérale (l'APAC) ou la formation professionnelle (l'INFREP).

L'activité de notre mouvement ne peut s'appréhender, non plus, sans rendre compte de l'action de nos deux fédérations sportives (l'UFOLEP et l'USEP), autonomes juridiquement mais inscrites démocratiquement et fonctionnellement dans la Ligue de l'enseignement.

Les données financières ci-dessous présentent donc la surface budgétaire du centre confédéral de la Ligue de l'enseignement dans toutes ses composantes, chacune des structures concernées disposant de rapports financiers complets, validés par leurs instances et par leurs commissaires aux comptes.

BUDGETS DU CENTRE CONFÉDÉRAL DE LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE SES PRINCIPAUX OUTILS NATIONAUX*



Tous les secteurs de la Ligue de l'enseignement concourent à son projet associatif d'éducation populaire.

* (Budgets 2012 hors subventions nationales affectées dans les territoires)

4

ORGANIGRAMME

CONSEIL**SECRETARIAT****DIRECTION GÉNÉRALE****VIE ASSOCIATIVE ET ACCOMPAGNEMENT
DU RÉSEAU****ÉDUCATION / JEUNESSE****COMMUNICATION****SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION****EUROPE ET SOLIDARITÉ INTERNATIONALE****LAÏCITÉ****CULTURE****ENVIRONNEMENT
ET DÉVELOPPEMENT DURABLE****FORMATION****ACTION SOCIALE****VACANCES
POUR TOUS****INFREP****USEP**

D'ADMINISTRATION**NATIONAL****DES SERVICES****APAC****UFOLEP****CONTRÔLE DE GESTION /
CONTRÔLE BUDGÉTAIRE****GESTION DU PERSONNEL / PAIE****COMPTABILITÉ****SERVICES TECHNIQUES**

CONSEIL D'ADMINISTRATION

- JEAN-MICHEL DUCOMTE** président
- ANNE-MARIE HOUILLON** vice-présidente déléguée en charge des Questions européennes et des Relations internationales
- JEAN-MARC ROIRANT** secrétaire général
- ÉRIC FAVEY** secrétaire général adjoint
- NADIA BELLAOUI** secrétaire nationale à la Jeunesse, à la Diversité, à la Communication et à la Politique associative
- JEAN-KARL DESCHAMPS** secrétaire national aux Vacances et aux Loisirs éducatifs
- NICOLAS SADOUL** secrétaire national à la Formation tout au long de la vie et à l'Éducation à l'environnement et au développement durable
- ROGER ÉVRARD** trésorier général
- GILLES CAVÉ** trésorier général adjoint
- ALAIN CORDESSE** vice-président en charge de l'Économie sociale
- BERNARD CRINER** vice-président en charge du Développement et de l'Accompagnement du réseau
- PHILIPPE MACHU** vice-président en charge de « Sport et société »
- CLAIRE PESSIN-GARRIC** vice-présidente en charge de la Culture
- PIERRE TOURNEMIRE** vice-président en charge de la Laïcité, des Vacances et des Loisirs éducatifs
- HÉLÈNE BRUS** membre du bureau déléguée à la Culture
- DAVID CLUZEAU** membre du bureau délégué à l'Action sociale et à l'Éducation à la citoyenneté
- FRANÇOISE LAURANT** membre du bureau déléguée à l'Égalité des genres, aux Droits des femmes et aux Droits sexuels

JEAN-PAUL ALBERT	administrateur
RÉGINE BALTZ	administratrice
GÉRARD BARC	administrateur
MARTINE BESSON	administratrice
ANDRÉ BOUDOU	administrateur
SUZANNE GUILHEM	administratrice
PIERRE FRACKOWIAK	administrateur
ÉRIC FORTI	administrateur
DANIEL ICHÉ	administrateur
DADOU KEHL	administrateur
ANTOINE QUADRINI	administrateur
SYLVIE RIVOL	administratrice
NATHALIE ROCAILLEUX	administratrice
FRÉDÉRIC SALVAN	administrateur
MUSTAPHA SBAY	administrateur
RENÉE SIMON	administratrice
JACQUELINE TEPAZ	administratrice
COLINE VANNEROY	administratrice
MARIE-CHRISTINE VERGIAT	administratrice

Rapport d'activité 2012 de la Ligue de l'enseignement

Responsable éditoriale | Nadia Bellaoui

Coordination | Ariane Ioannides

Conception graphique et réalisation | Anne Vanwynsberghe

Photographies (sauf mention contraire) | Benoît Debuisser

Impression | Rose Tramié



.....

**RAPPORT D'ACTIVITÉ 2012
DE LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT**

.....

Laïque et indépendante, la Ligue de l'enseignement réunit des hommes et des femmes qui agissent au quotidien pour faire vivre la citoyenneté en favorisant l'accès de tous à l'éducation, la culture, les loisirs ou le sport.

Des centaines de milliers de bénévoles et plusieurs milliers de professionnels se mobilisent, partout en France, au sein de près de 30 000 associations locales et d'un important réseau d'entreprises de l'économie sociale.

Tous y trouvent les ressources, l'accompagnement et la formation nécessaires pour concrétiser leurs initiatives et leurs projets.

Tous refusent la résignation et proposent une alternative au chacun pour soi.

Rejoignez-nous...

Contactez la fédération de votre département ou le centre confédéral.